



CULTURE ET RÉSISTANCE

DU MÊME AUTEUR

Freud et le monde extra-européen, Le Serpent à plumes, 2004.

Parallèles et paradoxes : explorations musicales et politiques (avec Daniel Barenboïm), Le Serpent à plumes, 2003.

À contre-voie : Mémoires, Le Serpent à plumes, 2002, rééd. Le Livre de poche, 2003.

La Loi du plus fort : mise au pas des États voyous (avec Noam Chomsky et Ramsey Clark), Le Serpent à plumes, 2002.

Culture et impérialisme, Fayard, 2000.

Israël-Palestine : l'égalité ou rien, La Fabrique, 1999.

L'Orientalisme, Seuil, 1997.

Des intellectuels et du pouvoir, Seuil, 1996.

Edward W. Said

CULTURE ET RÉSISTANCE

Entretiens avec David Barsamian

Traduit de l'anglais par
Christian Calliyannis

Fayard

© Edward W. Said et David Barsamian, 2003.
© Librairie Arthème Fayard, 2004, pour la traduction française.

Introduction

« Je n'ai pas été capable, écrit Edward W. Said, de mener une vie qui soit sans combat et sans but : je n'ai pas hésité à affirmer mon engagement dans une cause extrêmement impopulaire¹. »

La guerre israélo-arabe de 1967 l'a décidé à entrer dans l'action politique. Un an plus tard paraissait son premier essai politique, « Le portrait de l'Arabe ». Quand le Premier ministre israélien, Golda Meir, déclara de façon indigne : « Ce n'est pas comme si l'on pouvait parler d'un peuple palestinien [...]. Ces gens-là n'ont pas existé », Said décida alors de prendre sur lui « le défi quelque peu présomptueux de la désapprouver et de commencer à reconstituer l'histoire de la perte et de la dépossession de la Palestine, histoire qu'il a fallu extirper minute par minute, mot par mot, centimètre par centimètre », écrit-il².

Durant des années, il a été le principal porte-parole de la cause palestinienne aux États-Unis.

« La Palestine, dit-il, est une cause ingrate [...]. Elle n'amène en retour rien d'autre qu'opprobre,

injustice et exclusion [...]. Combien d'amis qui évitent le sujet? Combien de collègues qui ne veulent pas entendre parler de la controverse palestinienne? Combien de libéraux bien-pensants qui consacrent du temps à la Bosnie, à la Tchétchénie, à la Somalie, au Rwanda, à l'Afrique du Sud, au Nicaragua, au Vietnam, à la défense des droits de l'homme et des droits civiques partout dans le monde, mais n'en consacrent pas à la Palestine et aux Palestiniens³? »

Il a payé cher ses prises de position sur le problème palestinien. Il a été injustement dénoncé comme « le professeur de la terreur ». La Ligue de la défense juive l'a qualifié de nazi. Son bureau à Columbia a été incendié, et sa famille et lui-même ont reçu « d'innombrables menaces de mort », écrit-il⁴.

Durant plus d'une décennie, Said a été membre du Conseil national de Palestine (CNP), où il s'est attiré la colère des nationalistes arabes parce qu'il préconisait « l'idée d'une coexistence entre les Israéliens juifs et les Palestiniens arabes » et parce qu'il admettait qu'« il n'existe aucune solution militaire ». Il écrit : « J'étais également très critique quant à l'usage de slogans stéréotypés comme "lutte armée" et quant à l'aventurisme révolutionnaire qui a causé des morts inutiles et qui, politiquement, n'a nullement fait progresser la cause palestinienne⁵. »

Depuis sa démission du CNP en 1991, Said est devenu l'un des critiques les plus remarquables de Yasser Arafat et du prétendu processus de paix. Sa

voix a été l'une des rares voix de contestation dans l'euphorie générale qui régnait lors de la signature des accords d'Oslo sur la pelouse de la Maison-Blanche en septembre 1993. Il a aussitôt compris la signification d'Oslo, qu'il a baptisé « un Versailles palestinien⁶ ».

« Clinton était là comme un empereur romain accueillant à sa cour deux rois inféodés et les obligeant à se serrer la main », m'a-t-il raconté⁷.

Parallèlement à son engagement politique, il a apporté une énorme contribution au monde des lettres. Avec son livre *L'Orientalisme*, Said a transformé notre façon d'appréhender les représentations littéraires de l'islam, des Arabes et du Moyen-Orient. Il a également analysé la façon dont on utilise le savoir pour défendre le pouvoir et lui donner une légitimité. *Culture et impérialisme*, paru en 1993, et *L'Orientalisme* marquent le début et la fin de sa grande œuvre culturelle.

On ne sait trop comment, dans son temps libre, cet homme de la Renaissance trouve en plus le moyen de jouer du piano et d'écrire sur la musique et l'opéra. Les vers du poème d'Aimé Césaire l'inspirent et il aime les citer :

*Mais l'œuvre de l'homme vient seulement de commencer
Et il reste à l'homme à conquérir toute
Interdiction immobilisée aux coins de sa ferveur.*

*Et aucune race ne possède le monopole de la beauté,
De l'intelligence, de la force, et il est
Place pour tous au rendez-vous de la conquête⁸.*

La poésie, d'ailleurs, a sans doute contribué au succès de notre entretien la première fois que je l'ai interviewé. Nous nous sommes rencontrés dans son bureau à Columbia et j'étais un peu nerveux. Mon anxiété ne fut pas dissipée lorsqu'il m'a demandé d'entrée de jeu si j'avais de bonnes questions à lui poser. C'est au moment où j'ai cité un vers de Mahmoud Darwich, l'actuel chef de file des poètes palestiniens, que nous avons commencé à nous entendre. Au cours des années qui ont suivi, nous avons réalisé une série d'entretiens qui a donné *The Pen and the Sword*, un recueil publié par Common Courage Press en 1994.

Il est difficile de rendre compte par écrit de la formidable énergie, de la stimulation intellectuelle et de l'enthousiasme que transmet Said. Il se délecte de la réciprocité des échanges. Le lecteur sera peut-être intéressé de savoir que toutes ses réponses étaient spontanées. Nous n'avons répété ou réenregistré aucune des questions.

Depuis le début des années quatre-vingt-dix, Said lutte contre la leucémie. Il court les hôpitaux, soit pour commencer un traitement, soit pour s'en remettre. Il réussit, malgré tout, à écrire et à lire. Ses ennemis veulent le faire taire. Mais, comme il le dit dans un des entretiens de ce livre : « À moins que je ne meure, cela n'arrivera pas⁹. »

1.

La solution : un État unique

KGNU, Boulder, Colorado, 8 février 1999

Il est clair que Yasser Arafat n'est pas en bonne forme. Il tremble et il a les traits tirés. Quelles sont vos informations concernant sa santé?

Ses loyaux partisans, tel celui que j'ai rencontré tout à fait par hasard la semaine dernière – nous étions dans le même avion –, disent qu'il est en parfaite santé. Il ne souffrirait que d'un petit tremblement, un faible tremblement. D'autres, notamment un docteur qui vit à Gaza et qui l'a vu, sont convaincus qu'il est atteint de la maladie de Parkinson. Mais tous ceux à qui j'en ai parlé au cours de cette dernière année et qui l'ont vu – moi,

je ne l'ai pas vu – disent qu'il est considérablement diminué, qu'il n'est plus aussi vif, aussi performant qu'autrefois. Je suppose donc que c'est vrai. Néanmoins, le fait est qu'il contrôle encore tout. Le moindre papier, qu'il concerne les congés des employés, d'importants mouvements de fonds ou des documents d'État, est signé de sa main. Tout doit passer par son bureau. Il reste l'administrateur en chef. Rien n'indique sérieusement qu'il serait prêt à déléguer son autorité. La plupart de ses employés le dénigrent, y compris ses ministres. Mais ils demeurent impuissants.

Je crois qu'il est important de signaler une chose dont les gens ne se rendent pas compte, c'est qu'il est, à lui seul, le plus grand employeur des territoires palestiniens. Outre l'énorme appareil bureaucratique, son service de sécurité est estimé à 40 000 employés¹. C'est un secteur totalement improductif pour l'économie. À cela s'ajoute le fait que, à cause de la manière dont il répartit ses dépenses, il n'y a aucun investissement sérieux dans les infrastructures. C'est donc une situation figée qui, à mon avis, empire de jour en jour, surtout à cause de ses méthodes, qui consistent essentiellement à conserver le pouvoir et à s'assurer qu'il n'y ait pas d'opposants ni de changements dans la structure qui lui est dictée en grande partie, comme ce fut le cas pour la Jordanie, par les Israéliens et les États-Unis.

Dans l'entourage d'Arafat, vos livres étaient interdits. Est-ce toujours le cas ?

En fait, il est difficile de le savoir. On peut les acheter. Ils circulent clandestinement et sont disponibles, parce que plus rien ne peut être vraiment censuré à l'heure du courrier électronique, de la photocopie et du fax. Mais, il y a moins d'un an, quand je séjournais là-bas, un épicier qui était en même temps libraire m'a reconnu. Il m'a dit : « J'ai vos livres, mais je les garde derrière le comptoir au cas où l'Autorité viendrait à passer. » C'était à Hébron. Comble de l'ironie et de la bizarrerie, un an après leur interdiction sur ordre du ministre de l'Information, Yasser Abed Rabbo, dont le nom était apposé sur le décret, celui-ci m'a écrit une lettre me demandant si l'on pouvait trouver un moyen pour que mes livres soient publiés en Cisjordanie². Vous y comprenez quelque chose ? Moi pas.

Et en Israël ?

On les trouve.

Et dans les autres pays arabes ?

Cela dépend. Je n'ai pas enquêté. Ils sont surtout disponibles en Égypte et au Liban. J'ai entendu dire que certains étaient interdits en Jordanie et d'autres dans plusieurs pays du Golfe. Mais c'est vrai pour tout le monde. Car nous parlons ici de régimes

autocratiques et de dictatures dont les règles de conduite sont imprévisibles. Quelqu'un décide que telle chose est une offense, il dit : « Nous ne pouvons tolérer cela », et la chose est prohibée. Ils interdiront de la même façon la parution d'un journal ou d'un magazine. C'est donc très capricieux. Mais je sais par mon éditeur libanais que dans certains des pays du Golfe les plus importants, comme le Koweït et l'Arabie Saoudite, mon livre *Culture et impérialisme* est interdit en langue arabe. L'appréciation est donc difficile. Je crois que c'est vrai également pour le Maroc et la Tunisie. Pour l'Algérie, je ne sais pas. Je ne pense pas qu'ils se soucient trop d'importer des livres actuellement.

Votre position à l'égard de ce qu'on appelle généralement le « processus de paix » n'a pas varié depuis les accords d'Oslo, en septembre 1993. Les médias dominants, du moins aux États-Unis, vous ont carrément ignoré des années durant. Mais, récemment, ils se sont remis soudain à parler de vous – dans Newsweek, dans le New York Times, sur la National Public Radio, sur PBS, et dans d'autres supports. Comment l'expliquez-vous ?

Je pense que ce n'est pas seulement à cause de ma position telle qu'elle était alors formulée, mais de la réalité actuelle, qui est maintenant devenue évidente aux yeux d'un grand nombre de gens. Pour en revenir au type de censure dont nous parlions, une des formes de censure qui s'exerce ici aux

États-Unis est la marginalisation. L'accès aux médias dominants vous est refusé. Mais ce qui arrive par ailleurs, c'est que là où vous paraissez – dans les pays arabes, par exemple, mes écrits paraissent sur l'Internet – vous êtes repéré et vous êtes lu. Lorsqu'on m'a demandé d'écrire un article pour le *New York Times Magazine* afin d'y exposer ma solution, à savoir la création d'un État binational pour les Palestiniens et les Israéliens, c'est venu d'une personne qui m'avait lu sur l'Internet³. Le rédacteur en chef m'a contacté. En plus, il était clair pour lui, me disait-il, que le processus de paix ne fonctionnait pas, et le sionisme pas davantage. C'est pour ces raisons qu'ils m'ont accordé leur attention. Mais je ne crois pas qu'il s'agisse de leur part d'autre chose que d'une tactique purement formelle : pour signifier leur impartialité, ils se tournent vers moi. Je pense que ce n'est pas plus que cela. Un simple coup d'œil sur les médias en général, notamment lorsqu'ils parlent des événements les plus récents comme le gel du processus de paix après les accords de Wye, l'annonce des prochaines élections israéliennes, le décès du roi Hussein, etc., montre bien que les vieux clichés, les vieux discours et stéréotypes sont toujours en vigueur, systématiques, indifférents à la réalité et aux faits. C'est très frappant. Ils semblent ignorer qu'il se passe quelque chose. Je me souviens d'avoir été invité au *Charlie Rose Show* sur PBS⁴. M. Rose ne cessait de me renvoyer les mêmes poncifs et ne me laissait pas finir mes phrases. Comme si ce que

je disais était tellement choquant qu'il ne supportait pas de l'entendre.

Pourquoi militez-vous maintenant pour un État binational ?

Depuis que j'ai quitté la Palestine fin 1947, c'est la première fois de ma vie que je recommence à me rendre régulièrement en Cisjordanie, à Gaza et en Israël. J'y suis allé cinq fois l'année dernière. Plus j'y vais, plus je suis impressionné par l'irrévocable imbroglio démographique des Juifs israéliens et des Palestiniens. C'est la première chose qui vous frappe. Les Israéliens ont la manie de construire des routes. Nombre d'entre elles, en Cisjordanie et à Gaza, contournent les villes et villages palestiniens. Néanmoins, le territoire est si petit qu'il est impossible de les éviter complètement. De plus, les Palestiniens sont employés comme main-d'œuvre pour la construction et l'extension des colonies israéliennes de Cisjordanie et de Gaza. C'est le comble de l'ironie. Les Palestiniens travaillent dans des restaurants en Israël, comme à Tel-Aviv, Jérusalem-Ouest et Haïfa. Et bien sûr en Cisjordanie, là où se trouvent les colons, particulièrement dans des villes comme Hébron. Ils travaillent aussi, naturellement, à Jérusalem et dans ses environs, qui comptent d'importantes villes palestiniennes, comme Beit-Hanina. Celles-ci, tout en n'ayant jamais été rattachées à Jérusalem, sont devenues partie intégrante des frontières municipales de la ville. Partout, donc,

il y a interaction entre les Palestiniens et les Israéliens, malgré l'antipathie et l'hostilité ambiantes, car tous évoluent physiquement dans un même lieu. Finalement, très impressionné par ce que je vois et constate comme un fait incontestable, j'en viens à me dire que c'est une situation qui ne peut se régler en repoussant les gens de part et d'autre de frontières ou dans des États divisés. Aussi, principalement à cause de l'agressivité avec laquelle les Israéliens ont pénétré le territoire et envahi l'espace palestiniens dès le début, les interférences des uns avec les autres me donnent à penser qu'il faut trouver un arrangement qui permette à tous de cohabiter d'une façon pacifique. Cela ne se réglera pas par la séparation.

Un autre élément me paraît très important, c'est la nouvelle génération de Palestiniens qui sont citoyens israéliens et sont menés par Azmi Bichara, membre de la Knesset. Ils ont vécu parmi les Juifs israéliens comme des citoyens de seconde classe, voire comme des non-citoyens si l'on se place du point de vue de l'immigration ou de l'accès à la propriété. Ces gens sont vivement conscients des difficultés qu'ils rencontrent en tant que minorité opprimée et commencent à lutter pour leurs droits civils et civiques. Ce qui est intéressant, c'est qu'ils sont soutenus – implicitement, et non expressément – par des Israéliens laïques, inquiets du pouvoir accru des ecclésiastiques et de la subordination des lois de l'État aux impératifs religieux, inquiets aussi de la prédominance de la question de

savoir «qui est juif?», et de la supériorité de l'orthodoxie sur les mouvements conservateurs et réformistes. Tout ceci s'est cristallisé en un courant de pensée assez important – bien que, là encore, les médias de ce pays n'en parlent jamais –, un courant laïque qui commence donc à envisager une constitution, puisque Israël n'en a pas, et à débattre de la notion de citoyenneté qui, elle, définit les gens selon des critères nationaux et non pas ethniques, ce qui inclurait nécessairement les Arabes. Cela me paraît très frappant. J'ai parlé avec des groupes venant des deux bords, indépendamment et ensemble. Pour eux, la route à suivre est claire.

Le quatrième élément qui m'a mené à cette prise de position – la cause profonde étant bien sûr l'échec d'Oslo et la faillite de la vision de Netanyahou, d'Arafat et de Clinton – est la réalité démographique, à savoir que d'ici à 2010 il y aura égalité démographique entre Palestiniens et Israéliens⁵. Je ne parle pas des Juifs du monde entier ni des Palestiniens du monde entier, mais seulement des gens qui habitent là. Le territoire est si petit. Les Sud-Africains eux-mêmes n'ont pu maintenir longtemps l'apartheid dans un territoire pourtant vingt fois plus grand. Il est peu probable que les Israéliens, cernés comme ils le sont de tous côtés par des États arabes, soient capables de maintenir ce qui est en fait un système d'apartheid contre les Palestiniens, alors que ceux-ci sont aussi nombreux qu'eux, voire beaucoup plus si l'on compte les autres Palestiniens et les autres Arabes de la région.

4

En prenant tous ces éléments en considération, bien qu'à présent cela semble n'avoir aucune chance de se faire et paraisse même complètement utopique, pour ne pas dire fou aux yeux de bien des gens, je pense donc que c'est la seule solution : une politique basée sur l'égalité qui permette aux gens de vivre sans s'exterminer. Mon espoir était d'encourager ainsi la discussion et la réflexion sur les différentes modalités par lesquelles un tel État pourrait être envisagé.

Votre vision de l'intégration ainsi que la solution d'un État unique font écho à l'un des anciens courants de pensée du sionisme.

Comme beaucoup de Palestiniens, j'ai lu l'histoire des débats qui ont eu lieu à l'intérieur des mouvements de colonisation sionistes. J'emploie ici le terme « colonisation » dans son sens le plus large. Il y avait des gens de grande qualité, tels que Martin Buber, Judah Magnes, qui fut le premier président de l'Université hébraïque, Hannah Arendt, et d'autres de moindre réputation. Il s'agit là de personnalités de notoriété internationale qui ont vite compris qu'il y aurait un conflit si les politiques de colonisation agressives et le déni irréfléchi des Arabes se poursuivaient. David Ben Gourion a même dit qu'il n'existait pas d'exemple dans l'histoire de peuple qui aurait tout simplement baissé les bras et permis à un autre peuple de lui ravir sa terre⁶. Ils savaient bien qu'il y aurait un affrontement, particulièrement Magnes, qui était un idéaliste.

Plus on le lit, plus on réfléchit à ses dires, plus on se rend compte qu'il était fort en avance sur son temps et que c'était un esprit remarquable. Ce qui est intéressant, c'est qu'il était américain. Il a dit : « Essayons de penser aux Arabes selon des critères moraux et profonds. Réfléchissons en fonction de leur présence et non de leur absence. » Il est significatif que cet esprit se retrouve en un sens, de manière explicite ou implicite, chez les nouveaux historiens israéliens qui sont revenus sur l'histoire de la nation d'Israël, qui ont réexaminé le mythe de son indépendance, de sa prétendue libération, à la lumière des archives et des sources historiques, pour découvrir combien tout cela était basé sur le déni, l'oubli ou l'évitement volontaire des Arabes⁷. Tout ce qu'a fait Israël ces cinquante dernières années n'a pas eu pour effet, bien sûr, d'asseoir sa propre sécurité. Ce genre de sécurité est inexistante. Mais il a mis en place une sorte de solution provisoire qui lui permet simplement de tenir les Arabes à l'écart. Cela ne pourra fonctionner à long terme, à cause de la croissance démographique et du fait que les gens ne renoncent pas, même quand ils sont piétinés. En fait, ils se cramponnent avec davantage de résolution et de fermeté.

Il existe donc un nouveau courant d'opinion. On peut dire qu'il est né du sionisme. Je ne veux pas avoir l'air de le critiquer, mais il s'agit en grande partie d'un débat entre Juifs, pas d'un processus qui aurait lieu entre Palestiniens et Israéliens. Comme c'était le cas avec Magnes, Arendt et Buber, cela se

passé à l'intérieur du camp sioniste ou juif. Certes, il y eut par le passé des tentatives pour communiquer avec les Palestiniens. Mais la situation globale était si polarisée, les Anglais jouaient un rôle si machiavélique, les têtes du parti sioniste, composé de gens comme Berl Katznelson, David Ben Gourion, Chaïm Weizmann et d'autres, étaient de si fins politiciens que ces intellectuels, qui finirent par n'être considérés *que* comme des individus isolés, n'avaient vraiment pas grande chance de se faire entendre. Ce fut un débat plutôt restreint. Je ne crois pas qu'il faille lui donner trop d'importance.

Aujourd'hui, je pense que des gens comme moi-même, qui par chance n'ont pas à affronter les pressions quotidiennes de la vie en Israël ou en Palestine, mais qui ont le temps de réfléchir, et ce avec de la distance, peuvent servir d'interlocuteurs avec les membres du camp adverse. C'est ce qui commence à se produire de manière plus ou moins systématique. De nombreux débats et conférences ont lieu entre intellectuels palestiniens et israéliens, dont le but n'est pas, comme si souvent par le passé, de régler le problème d'un point de vue gouvernemental, parallèlement au processus de paix. On l'a trop fait et cela n'a mené à rien. Ce sont des discussions d'une nouvelle forme qui s'appuient sur des études minutieuses et des travaux d'archive objectifs. Elles ne sont pas menées par des personnes ayant des ambitions politiques, mais principalement par des enseignants et des gens qui, des deux bords, sont à l'écart des politiques dominantes et jouissent

d'une certaine écoute dans leurs communautés en tant qu'universitaires et intellectuels. C'est un phénomène assez nouveau. Je ne crois pas que les médias, qui restent obnubilés par l'échec du processus de paix, lui ont prêté beaucoup d'attention jusqu'à présent.

En territoire proprement israélien, les Palestiniens constituent 20 % de la population totale⁸. Fin 1998, vous avez eu l'occasion de rencontrer certains d'entre eux à Nazareth, ville de naissance de votre mère, dans un bâtiment au nom inattendu : le Frank Sinatra Hall.

Ce lieu a été financé par Frank Sinatra, fervent partisan d'Israël, dans les années soixante-dix, je crois. Il eut l'honneur de commanditer l'installation d'un centre de loisirs à Nazareth, qui est une ville à prédominance arabe. Quelques Juifs y vivent, particulièrement dans le Haut-Nazareth. L'idée était de créer une sorte de centre sportif où de jeunes Arabes et de jeunes Juifs puissent jouer ensemble au basket-ball. Apparemment le projet tourna court, mais le bâtiment fut construit. Il fut repris en main par la Histadrout, la centrale syndicale israélienne. Avec le temps, il se transforma en salles à louer. On pouvait louer le grand hall pour la soirée ou pour diverses manifestations. Outre cette pièce, j'ai remarqué que l'endroit possède également un café, un bar et une salle de billard, autant de lieux où les gens peuvent se rassembler.

Azmi Bichara y organisa ma première rencontre publique avec des Palestiniens de citoyenneté israélienne. Ceux-ci représentent un groupe extrêmement divisé. Dans toutes les communautés palestiniennes, on trouve quantité de courants et de partis politiques. Ceux de ce jour-là étaient essentiellement des personnes, jeunes et moins jeunes, soutenant Azmi Bichara, auxquelles s'ajoutaient d'autres curieuses de me voir pour la première fois. Ce fut une soirée intéressante. On me pria de retracer l'historique de mes idées politiques et d'expliquer comment j'en étais arrivé à ma position actuelle. Peu de gens en savent autant sur mes opinions, pas même moi.

Ce fut donc un exercice enrichissant. La parole fut ensuite donnée aux auditeurs. Ils pouvaient poser toutes les questions qu'ils voulaient. J'étais très impressionné. Il était facile de détecter chez eux le reflet de tel ou tel courant ou débat d'opinion et, comme je m'intéresse au langage, je savais percevoir au travers de certains commentaires ou questions les influences des autres mouvements arabes – parti Baath, nassérisme, nationalisme, marxisme. Mais je notai aussi un langage et une indépendance de ton dus au fait qu'ils avaient une expérience différente de celle des autres Arabes. Car, tout en appartenant à la minorité palestinienne, ils vivent au sein de l'État juif. Ils sont, par conséquent, beaucoup plus familiers avec Israël que n'importe quel autre groupe arabe que j'ai pu rencontrer. Eux croisent et fréquentent quotidien-

nement les Israéliens dans les universités, les lieux de travail, etc.

C'est ce qui rendait la conversation beaucoup plus passionnante. On pouvait aborder directement la question d'Israël. Inutile d'y aller sur la pointe des pieds pour contourner les questions de religion. Comme Bichara est lui-même un ancien marxiste, devenu par la suite un social-démocrate, mais assez radical, la plupart des gens dans la salle, en fait tous ceux que j'entendais, étaient essentiellement des laïcs. Peut-être y avait-il des islamistes. Il y en a toujours dans les conférences que je donne dans le monde arabe et, dans des pays comme l'Égypte, on peut parfois les identifier grâce aux foulards que portent les femmes et aux barbes des hommes. Mais j'ai noté ce détail récurrent : bien que je sois toujours prêt à leur répondre, étant moi-même laïque et plutôt virulent en ce qui concerne les conduites religieuses, ils ne prennent jamais la parole. Ils posent peu de questions et m'affrontent rarement en public. Ce fut la même chose à Nazareth. La tendance islamiste était totalement absente. Il s'est agi surtout de questions informatives – par exemple de connaître mon sentiment sur le processus de paix. Et, bien sûr, tout le monde veut savoir quelle serait la solution de remplacement, un point sur lequel il est difficile de répondre. Mais l'idée essentielle était d'ouvrir le débat.

Cela m'a permis d'envisager un autre voyage que je ferai en mars, afin d'assister à une conférence de trois jours organisée par des étudiants arabes à

Nazareth et de prononcer, dans la même ville, mais cette fois devant l'Association d'anthropologie israélienne, le discours d'inauguration qu'ils m'ont demandé de faire à l'occasion de leur réunion annuelle. Je trouve donc extrêmement précieux de pouvoir m'évader des espaces clos qui sont propres au monde arabe, et particulièrement palestinien, pour moi souvent étouffants, et dont on sent bien l'état de siège. Où que j'aie, je constate une évolution positive dans les jeunes générations. Sans aucun doute à mes yeux, une nouvelle forme de courage et une nouvelle lucidité sont en train de naître ; on rencontre la curiosité intellectuelle à tous les niveaux chez des gens qui ont au maximum vingt ans, ainsi que chez de plus jeunes encore. Cela n'a rien à voir avec l'expérience que j'ai des gens de ma génération et de celle qui lui a succédé.

Peut-on attribuer cela au fait qu'ils n'ont pas été traumatisés par la Nakba, la catastrophe de 1948 ?

Cela l'explique en partie. Mais cela tient également à ce que je disais plus haut. Il y a une chose qu'on ne peut sous-estimer, et qui a été pour moi une immense révélation, c'est le fait que les gens puissent lire actuellement des choses auxquelles, il y a cinq ans à peine, ils n'auraient pu accéder. Cela grâce à l'Internet, au courrier électronique, à l'immédiate disponibilité et à la rapidité de ce qu'on pourrait appeler des *samizdats*, qui évitent les médias dominants en passant par toutes sortes de

réseaux parallèles, comme la radio et la télévision. N'oubliez pas qu'en ce qui concerne les médias cette région est l'une des plus fortement saturées du monde. Les programmes par satellite offrent à la plupart des gens un large éventail d'informations. Et, en plus de CNN, tous reçoivent les télévisions des pays arabes. Ils peuvent ainsi comparer. La diversité est immense. Le besoin d'explorer, de débattre et de discuter des solutions, est beaucoup plus grand, particulièrement chez les jeunes. De ce point de vue, à mon avis, la situation est beaucoup plus porteuse d'espoir que toutes celles que j'ai connues depuis 1967, tant en termes d'échanges d'opinions que de potentiel de changement politique pour l'avenir.

Alors que vous vous rendiez à Nazareth, vous avez eu l'occasion de prendre en auto-stop un jeune Palestinien de Cisjordanie. Il semble que vous ayez eu une conversation intéressante.

Ce jeune homme venait d'un village proche de Jéricho. Je voyageais de Ramallah vers Nazareth via la ville israélienne d'Afula, qui est à l'intérieur de la Ligne verte. On l'a pris juste aux abords de Naplouse. Il s'agissait d'un apprenti croupier travaillant au nouveau casino palestinien, une de ces incroyables anomalies typiques engendrées par le processus de paix. Il était en formation et se déplaçait donc en faisant de l'auto-stop. Il nous expliqua que, quelques semaines plus tard, lorsque

sa formation s'achèverait, il lui faudrait vivre sur place, car ils étaient en train de bâtir des logements pour le personnel. Bien que l'administration d'Arafat en possède 30 % des parts, ce casino est surtout une opération financière autrichienne⁹. Ses principaux clients sont israéliens, puisque les jeux d'argent sont interdits en Israël. Ils s'y rendent et dépensent de grosses sommes au black-jack, à la roulette et au baccara. Les travailleurs étrangers ainsi que le directeur vivent dans une colonie israélienne non loin de là.

Vous avez là l'exemple extraordinaire d'un casino évidemment improductif, possédé et dirigé par des étrangers, mais soutenu par des Palestiniens. L'argent revient évidemment à l'Autorité palestinienne, mais ne profite pas au peuple. Un petit groupe de Palestiniens venant des villages voisins – j'ai trouvé significatif que ce croupier appartienne à la minorité chrétienne – y travaille et pourvoit aux besoins des riches Israéliens et étrangers, tout comme, je suppose, à ceux des riches Palestiniens qui y viennent également et y dépensent leur argent. À ce qu'il paraît, il y aura bientôt des pistes de bowling et une piscine. Jéricho est, je dois dire, le dernier endroit où l'on s'attendrait à trouver un casino. Par rapport au niveau de la mer, c'est l'un des points les plus bas de la terre, la chaleur en été atteint 50°C à l'ombre. Ce n'est pas un endroit spécialement attrayant. Mais cet exemple me frappe en tant que fruit de l'incohérence générale, représentatif de tout ce que l'on propose en guise

d'avenir aussi bien aux Israéliens qu'aux Palestiniens. Ce n'est pas un signe très encourageant.

Ce casino est tombé sous le regard réprobateur d'une personne qui n'est autre que Suha Arafat, l'épouse d'Arafat. Elle l'a qualifié de « scandaleux » dans un article paru en première page du New York Times. « Cela me révolte, a-t-elle dit. C'est l'action la plus honteuse qu'aient commise les conseillers économiques de l'Autorité palestinienne. D'autant plus que ce casino est implanté à quelques pas d'un camp de réfugiés. Nous manquons d'hôpitaux et d'égoûts, nous avons des enfants malades, toute une société en souffrance, mais à part ça, nous avons un casino. Génial¹⁰ ! »

C'est une personne à multiples facettes. À Gaza, elle circule dans sa BMW bleue. Elle passe aussi beaucoup de temps à Paris, où elle possède un appartement sur l'île Saint-Louis et fréquente coiffeurs et couturiers. Sa propre famille est dans les affaires. Je ne vois pas très bien à quoi sert cette nouvelle image de Suha Arafat, sinon à détourner vaguement l'attention de la gravité de la situation générale. Certes, ce qu'elle dit est vrai, mais ça ne signifie pas qu'elle-même ni divers proches d'Arafat vont cesser de participer à ce genre de corruption.

Après votre visite en Israël, vous êtes allé en Égypte, où vous avez rencontré un certain chauvinisme. Cela vous a-t-il surpris ?

Non, j'en avais déjà fait l'expérience. Ce chauvinisme est ce qui explique le sentiment d'isolement que l'on perçoit chez les Palestiniens, que ce soit en Israël, en Cisjordanie ou à Gaza. Qu'ils vivent à l'ombre du pouvoir israélien est incontestable. Ce qui leur manque, c'est la possibilité d'un contact facile et normal avec le reste du monde arabe. Un Palestinien ne peut se rendre nulle part dans le monde arabe depuis Israël, la Cisjordanie ou Gaza sans se plier à une procédure fort compliquée, dont la conséquence est de le faire réfléchir à deux fois avant d'entreprendre le voyage : des laissez-passer lui sont nécessaires pour franchir la frontière, l'attente aux douanes n'en finit pas. Il faut dire que tout Palestinien qui parcourt le monde arabe est automatiquement suspect. Ceci est également vrai en ce qui me concerne, alors que je possède un passeport américain, mais étant donné qu'il y est mentionné ma naissance à Jérusalem on me fait toujours poireauter. Pour les Palestiniens, le voyage et le contact avec les Arabes dans le monde arabe sont donc extrêmement difficiles.

Mais le plus grave, c'est que très peu d'Arabes non palestiniens se rendent dans les territoires palestiniens, et que quasiment aucun ne met le pied en Israël. L'une des raisons avancées – et c'est une chose assez compliquée à faire entendre aux intellectuels nationalistes et radicaux de la plupart des États arabes, y compris ceux du Golfe, mais surtout l'Égypte, la Syrie, le Liban et la Jordanie – est le refus de ce qu'ils appellent la « normalisation », en

arabe *tatbi*, qui signifie la régularisation des relations entre Israël et ceux des États arabes qui ont officiellement fait la paix avec lui, nommément la Jordanie et l'Égypte, une paix décrite dans les deux cas comme dépourvue d'enthousiasme. Autrement dit, les Jordaniens ou les Égyptiens ordinaires ne vont jamais en Israël, et n'ont jamais affaire aux Israéliens. Les touristes israéliens qui se rendent en Jordanie ou en Égypte pour visiter les sites historiques y restent peu de temps. Hormis cela, il n'y a rien qui puisse se comparer aux types d'échanges qui ont lieu entre universités, sociétés savantes, bureaux d'affaires, etc., dans les pays européens, ou partout ailleurs dans le monde, du moins dans des pays voisins qui sont en paix. Cette situation est surtout due au refus général des intellectuels arabes d'avoir quelque relation que ce soit avec Israël, sous prétexte d'exprimer ainsi leur solidarité avec les Palestiniens.

Le problème pour les Palestiniens qui tentent de créer des institutions, c'est qu'ils sont dès lors privés du soutien qu'ils pourraient naturellement attendre de la part des Arabes. Les médecins et autres professionnels du monde médical venant d'Égypte, de Syrie, du Liban ou de la Jordanie pourraient, par exemple, assister les Palestiniens dans l'aménagement de cliniques et d'hôpitaux. Ils pourraient s'investir dans de nombreuses activités allant de l'administration à la production de médicaments. Mais, à cause de cette prise de position contre la «normalisation», cela ne se fait pas. Idem pour les

étudiants de faculté, qui lisent les textes des chercheurs, journalistes, écrivains et poètes importants des divers pays arabes, mais n'ont aucune chance de les rencontrer.

Désormais, lorsque, en visite dans leurs pays, je rencontre des Arabes, je ne manque jamais de leur dire, spécialement aux Égyptiens : « Allez en Palestine ! Vous pouvez traverser Israël, puisque ce pays et le vôtre sont en paix. Alors, profitez-en pour aller en Palestine et y séjourner quelque temps, vous faire connaître, parler aux gens, collaborer à leurs entreprises et à leur formation. – Non, répondent-ils, nous refusons catégoriquement que nos passeports soient tamponnés. Nous refusons de demander des visas à l'ambassade israélienne. Nous refuserons toujours de subir l'humiliation des contrôles de police israéliens aux postes-frontières ou au passage des barrières. »

Même si je trouve cet argument en partie valable, il témoigne en réalité d'une assez grande lâcheté. Il me semble que si les Arabes oubliaient un peu leur orgueil et prenaient la peine de franchir un poste-frontière ou un check-point israélien, ils feraient et ressentiraient alors ce que font et ressentent tous les jours les Palestiniens. De plus, comme je ne cesse de le leur dire, cela ne serait en aucune manière un acte de reconnaissance envers Israël. Agir ainsi, ce serait au contraire manifester qu'ils sont avec les Palestiniens et qu'ils les aident. Par exemple, tandis que les Palestiniens font face aux bulldozers israéliens qui détruisent leurs maisons et les exproprient pour le

compte des colonies, il serait bon qu'un grand nombre d'Égyptiens, de Jordaniens et d'autres soient présents à leurs côtés pour affronter quotidiennement cette menace de chaque instant. Idem pour les universités. Des écrivains, intellectuels, historiens, philosophes et acteurs de cinéma célèbres pourraient s'y rendre mais, disent-ils, « nous refusons de demander des visas au consulat israélien du Caire ». Ce à quoi je réponds : « Vous n'avez même pas besoin de le faire, vous pouvez demander à l'Autorité palestinienne, qui a une ambassade au Caire, de vous donner une invitation pour Gaza, et de là vous pourrez gagner la Cisjordanie. »

Il y a toujours un moyen de contourner les choses. Il ne s'agit pas tant de chauvinisme que d'une forme de paresse : ils attendent que quelqu'un d'autre agisse à leur place. Je pense que l'absence d'initiative est notre plus grand ennemi. Nous nous imaginons toujours que les Israéliens sont là-bas dehors, avec les Américains et la fondation Ford, ourdissant des complots. Beaucoup de gens veulent travailler avec eux mais craignent de le faire publiquement. Ils le font secrètement, tandis qu'en public ils expriment leur opposition, disant : « Nous ne nous impliquerons pas, nous ne "normaliserons" pas, nous ne voulons pas avoir affaire à l'impérialisme. » Ils refusent de se réunir autour d'une table et de planifier quelque chose qui aiderait vraiment les Palestiniens en considérant Israël non pas comme une entité fictive, mais comme une puissance réelle qui, de bien des manières, nuit à la vie des Arabes.

Pour moi, le plus éloquent est le fait que, dans aucune université arabe que je connaisse, vous ne trouverez, par exemple, un département d'études israéliennes, ou une personne qui étudie l'hébreu – d'ailleurs, aucune d'entre elles n'est gratuite, toutes sont fortement politisées, et il est évident que toutes sortes de pressions s'exercent sur les professeurs et les étudiants. C'est vrai également des universités palestiniennes où, bien sûr, cela peut s'expliquer comme une réaction de défense contre cette grande puissance qui a tellement interféré dans nos vies que nous ne voulons rien avoir à faire avec elle. Pourtant, à mes yeux, la seule issue, c'est de la prendre de front, d'apprendre sa langue, de même que tant de spécialistes israéliens en politique, tant de sociologues, d'orientalistes et de gens intelligents prennent le temps d'étudier la société arabe. Pourquoi ne pas étudier la leur à notre tour ? C'est une façon d'apprendre à connaître son voisin, ou son ennemi, si c'est le cas, et une façon de nous échapper d'une prison qui, du fait qu'elle enferme des Arabes, palestiniens ou autres, fait parfaitement le jeu des Israéliens.

Je pense, hélas, que cette passivité, ce provincialisme de la part du monde arabe ne se limite pas à Israël mais s'étend à d'autres pays, en dehors de l'Amérique. Il y a dans le monde arabe une fascination pour l'Occident, les États-Unis, Harvard, Samuel Huntington, Clinton, Monica Lewinsky, etc. Tout cela est médiatisé de la façon la plus primaire et la plus vulgaire, alors qu'une très faible attention

est portée aux autres grandes cultures du monde, comme l'Inde, le Japon et la Chine. Allez dans une université comme celle d'Amman, je vous assure que vous ne trouverez personne étudiant l'Afrique, l'Amérique latine ou le Japon. Et, en tant que société, en tant que peuple, à ce moment de l'histoire où nous nous trouvons, c'est un signe de notre déliquescence, de notre faiblesse, de notre torpeur intellectuelle que nous ayons si peu de curiosité pour ces autres régions du globe.

Ce que j'essaie de faire, entre autres, c'est de dire très sincèrement et ouvertement que nous devons absolument changer d'attitude, nous libérer des chaînes mentales que nous nous sommes forgées, pour enfin tenir compte du reste du monde et nous positionner en égaux. Nous sommes trop sur la défensive, trop complaisants, trop paralysés par notre peine et notre amertume. De là découle en partie l'absence de démocratie. Cette absence ne vient pas seulement de la tyrannie des dirigeants, des complots de l'impérialisme, de la corruption des régimes, de la police secrète ; elle vient, finalement, de notre manque d'esprit de citoyenneté. C'est un problème fondamental qu'il faut souligner et sur lequel il ne faut pas cesser d'insister. En ce qui me concerne, tout ce que je peux faire à distance, c'est insister sur ce point, que ce soit en prenant la parole ou par le biais de mes écrits. La seule façon de changer une situation, c'est de s'y atteler, de lire, d'interroger, de faire des rencontres, bref, d'abattre les murs de la prison.

Selon vous, et vous insistez là-dessus, il est absolument nécessaire que les Israéliens reconnaissent ce qu'ils ont fait à votre peuple, les Palestiniens. Pourquoi est-ce si important ?

Parce qu'une trop grande part de notre histoire a été occultée. Nous sommes un peuple invisible. La force et le pouvoir de la légende israélienne sont si grands qu'elle s'appuie presque exclusivement sur la vision d'un peuple de pionniers héroïques qui débarquent dans un désert et qui finissent par négocier non pas avec des natifs, au sens de personnes menant une existence organisée, vivant dans des villages et des villes, possédant leur propre société, mais plutôt avec des nomades que l'on peut chasser. Bien que fort complexe, la construction de la figure du nomade est un procédé qui a certainement servi aux sionistes pour traiter avec nous en tant que peuple. De nombreux Israéliens auxquels j'ai parlé, particulièrement ceux de ma génération, font apparaître qu'une partie de l'édification de l'État – notamment l'éducation et la formation des citoyens israéliens durant les années cinquante et soixante – était précisément conçue en vue de l'exclusion des Palestiniens. C'est une réalité fort difficile à admettre, le fait que vous ne soyez pas là comme une grande et héroïque figure ayant échappé à l'Holocauste, mais que vous y soyez principalement au détriment d'une autre personne que vous avez écartée, tuée ou chassée.

Il me paraît donc absolument vital d'aboutir à une forme de vraie normalisation, où les Israéliens

pourraient faire partie du Moyen-Orient et non plus demeurer à l'intérieur d'un sanctuaire isolé, relié exclusivement à l'Occident et niant, méprisant, ignorant les Palestiniens. La preuve en est que, partout en Israël, les panneaux de signalisation sont en anglais et en hébreu. La langue arabe est niée. Donc, si vous êtes arabe et si vous ne savez lire ni l'hébreu ni l'anglais, vous êtes perdu. C'est fait à dessein. C'est une façon d'exclure 20 % de la population. Aussi est-il très important pour les Israéliens qu'ils soient confrontés intellectuellement et moralement à la vérité de leur propre histoire.

C'est le rôle que les nouveaux historiens auront à jouer, mais il est aussi déterminant que les Palestiniens tiennent directement ce discours aux Israéliens et leur disent : « Telle est la réalité. » Je crois que l'une des conséquences de 1948, avec le recul de cinq décennies, est que nous puissions commencer à parler ensemble de l'histoire palestinienne et israélienne. Histoires séparées qui peuvent également apparaître comme entrelacées et superposées. L'Autre, sans cela, sera toujours déshumanisé, diabolisé, occulté. Il nous faut trouver un moyen. C'est ici que le rôle de l'esprit, l'intervention de l'intellectuel et la conscience morale sont essentiels. Il doit y avoir une manière correcte de négocier avec l'Autre et de lui restituer une place, plutôt que de ne lui en donner aucune. C'est tout sauf une utopie. L'utopie, c'est l'absence de lieu. Il s'agit donc de replacer l'Autre dans une histoire et un espace concrets.

C'est pourquoi je pense que l'étude des cartes, de la géographie et de la distribution de l'espace est un facteur vraiment décisif en la matière. Non pas seulement l'histoire, que nous faisons de toute façon – on peut construire toutes sortes de récits habiles –, mais l'observation des lieux en eux-mêmes. Au milieu des années soixante-dix, Moshe Dayan fit une remarque célèbre : « Il n'y a pas un seul terrain construit en ce pays qui n'ait précédemment servi d'habitat à une population arabe¹¹. » Lui pouvait le voir et le dire. Il a d'ailleurs ajouté : « Ces terres, nous les avons prises par la force, ne l'oubliez pas ! » Mais pour les générations suivantes, en partie à cause des liens qu'elles entretiennent avec les États-Unis et la diaspora juive américaine, cette vérité s'est peu à peu dissipée. Il est important que des gens comme nous, libres du dogme, des contraintes de l'orthodoxie et de l'autorité, prennent la responsabilité de présenter ces territoires tels qu'ils sont réellement. De même, il faut que les Arabes comprennent que ces combats ne relèvent pas d'épiphénomènes, ne sont pas comparables aux expéditions des croisés ou des anciens colons, que l'on pouvait toujours renvoyer chez eux. Nous devons aussi insister, comme je le fais souvent, sur le fait que les Israéliens sont des Israéliens. Ils sont citoyens d'une société qui s'appelle Israël. Ce ne sont pas simplement des « Juifs » que l'on peut à nouveau considérer comme des errants et renvoyer en Europe. On doit absolument bannir cette terminologie qui vise à normaliser la vie errante et la précarité.

Daniel Barenboïm, pianiste et chef d'orchestre connu dans le monde entier, est né en Argentine et a grandi en Israël. Vous avez eu avec lui d'intéressants échanges musicaux.

Nous nous sommes rencontrés il y a sept ou huit ans et, de façon assez inattendue, nous sommes devenus des amis proches. Comme moi, il voyage énormément. Parfois nos chemins se croisent et nous essayons de faire des choses ensemble. Les conférences que nous avons organisées ne portaient pas tant sur la politique, car il n'est pas plus politicien que je ne le suis, que sur la musique, la culture et l'histoire. En tant que musicien israélien ou juif, il s'intéresse beaucoup à l'œuvre d'artistes tels que Wagner, qui incarne, pour ainsi dire, la négation absolue des Juifs mais qui fut un grand musicien. Ainsi est-il intrigué par le paradoxe selon lequel une culture et une musique peuvent se construire en parallèle tout en se contredisant. Nous écrivons ensemble un livre sur ce thème¹². Cependant, la prédominance de l'orthodoxie dans sa propre communauté le contrarie autant que moi. Ces derniers temps, il ne vit plus en Israël, et l'année dernière, à l'occasion du cinquantième anniversaire du pays, il a refusé de jouer avec l'Orchestre philharmonique d'Israël. Il s'oppose vivement à l'occupation de la Cisjordanie et parle ouvertement d'un État palestinien. C'est un homme de courage, une personnalité non conformiste. La musique nous unit, mais également la biographie. Il est arrivé en

Palestine, à Tel-Aviv, où habitait sa famille, pratiquement à l'époque où la mienne a été expulsée.

Nous avons une relation fort cordiale et chaleureuse. Récemment – en fait la semaine dernière –, j'ai organisé les choses pour qu'il puisse donner, pour la première fois, un récital à Bir Zeit, l'université la plus importante de Cisjordanie – c'était la semaine dernière. De sa part, c'était un geste d'importance. Cela a demandé beaucoup de temps avant d'aboutir. Il y a eu des tas de problèmes qui ne tenaient pas à lui. Durant l'Intifada, Bir Zeit fut fermée quatre ans par les Israéliens. Le président avait été déporté durant vingt ans, de 1974 à 1994. Il y a deux mois à peine, un étudiant a été tué par les troupes israéliennes près du campus. Une longue histoire d'animosité et d'agressivité marque les relations entre Bir Zeit et les Israéliens.

Au début, il était donc difficile d'accepter l'idée qu'un Israélien s'y produise. Mais, avec le temps, on y est parvenu, et la soirée a rencontré un énorme succès. Ce fut un des grands moments de ma vie, et de la sienne, si je peux parler à sa place, qu'il ait pu faire cela et transcender son art en un acte purement culturel, mais devenu également un acte d'humanité, de solidarité et d'amitié, faisant ainsi don de ses talents qui, Dieu le sait, sont extrêmement coûteux et si demandés dans toutes les salles de concerts du monde. En tant que pianiste et chef d'orchestre, cet homme est au sommet de son art. Or c'est comme simple individu qu'il est venu, apportant avec lui son propre piano, car l'endroit n'en possédait pas de bons, afin de jouer un

récitation pour un auditoire essentiellement palestinien, dans le hall d'une université qui, ironie du sort, porte le nom de hall Kamal Nasser, en l'honneur du cousin du président assassiné à Beyrouth en 1973. Cet homme était un de mes grands amis, et j'étais présent au moment du meurtre. Le groupe d'assassins était dirigé par Ehoud Barak, aujourd'hui membre du parti travailliste et qui, à l'époque, était officier de commando dans les services secrets¹³.

Tout ceci donna à la soirée une forte tonalité émotionnelle et, ajouterai-je, culturelle dont tout le monde bénéficia sans exception. Zubin Mehta, chef d'orchestre du Philharmonique d'Israël et grand ami de Daniel, était des nôtres. C'est un Indien ardemment pro-israélien. Il n'était jamais allé en Cisjordanie. Mais il est venu, et son visage était couvert de larmes. L'événement était d'une importance considérable précisément parce qu'il se voulait apolitique. Personne n'essayait de l'emporter ou de marquer des points. Il ne s'agissait que d'un acte d'humanité et de solidarité fondé sur l'amitié qui nous lie, Barenboïm, moi et un groupe de Palestiniens de plus en plus nombreux à l'admirer, à l'aimer, et dont il apprécie la compagnie. Sa position, qui selon moi est la bonne, consiste à dire qu'Israël ne pourra continuer d'exister qu'en nouant des relations d'amitié et d'égalité avec les Arabes et les musulmans. Lui tient absolument à apprendre l'arabe. C'est un rare et remarquable visionnaire. Il n'y en a pas tant dans le monde. J'espère que nous pourrons à la longue renouveler ce genre de manifestation.

Peut-être devrais-je ajouter qu'il a des projets avec Yo-Yo Ma cet été à Weimar. Cette ville a été élue capitale culturelle de l'Europe pour l'année 1999. Notre idée est d'y inviter de jeunes musiciens talentueux âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, pour la plupart de nationalité arabe, mais avec également quelques Israéliens, ce pour une période de dix jours. Chose intéressante, Weimar se trouve à une heure de Buchenwald. Ainsi l'histoire reste présente. De plus, c'est la ville de Goethe, de Schiller et de Liszt, sommets de la culture allemande. Mais cette proximité avec Buchenwald fait qu'elle est liée à la fondation d'Israël, aux problèmes des Palestiniens, à l'existence de notre diaspora et à notre dispersion. L'idée est donc d'organiser des cours magistraux avec Daniel et Yo-Yo, assistés de certains musiciens du Berlin State Opera (que Daniel dirige), puis, le soir, des discussions que je mènerai et qui traiteront des relations entre culture, politique, histoire et surtout musique. Quelques remarquables jeunes musiciens se sont déjà proposés, nous ont envoyé des enregistrements, ont auditionné et ont été retenus. L'expérience promet d'être assez passionnante pour tout le monde.

Étant donné ma façon d'être, ce qui me plaît surtout, c'est l'absence de programme. Personne, à la fin, n'aura à signer de déclaration. Il s'agit simplement d'une sorte de mélange autour d'un noyau culturel, avec toutes sortes de suites possibles et imprévisibles, même d'ordre politique – mais comme aucun d'entre nous n'est politicien, ce n'est pas

l'aspect qui nous retient le plus. Ce qui nous intéresse, c'est de contribuer, par le truchement de la musique, de la parole et de la culture, à créer un sentiment d'égalité et de camaraderie qui, dans la tension et l'angoisse de la vie polarisée du Moyen-Orient, nous est refusé.

Cela fait huit ans aujourd'hui que, à la suite d'un examen de routine pour évaluer votre taux de cholestérol, on a découvert que vous étiez atteint de leucémie. Les gens me demandent des nouvelles de votre santé. Comment allez-vous ?

Je vous remercie de me poser la question. J'ai passé de mauvais moments. Durant les trois premières années, aucun traitement n'était nécessaire. Brusquement, au début du printemps 1994, j'ai commencé un traitement, d'abord de la chimiothérapie, puis des rayons. Il s'est ensuivi toutes sortes d'infections et d'affaiblissements qui, durant les années 1997 et 1998, m'ont été extrêmement pénibles. J'étais presque tout le temps malade et j'ai perdu beaucoup de poids. Il y a un formidable docteur indien qui s'occupe de moi. Au cours de ces événements, j'ai découvert à mon grand désarroi que j'étais atteint d'une forme rare de leucémie, appelée leucémie réfractaire, qui résiste à tous les types connus de chimiothérapie. L'été dernier, j'ai reçu un traitement expérimental de douze semaines, appelé anticorps monoclonal, qui a été terriblement douloureux. J'ai été malade tout du long. On me

l'administrerait trois ou quatre fois par semaine. Par bonheur, je bénéficie actuellement de ce qu'ils appellent une rémission temporaire. Ce n'est pas une guérison, car la maladie est récidivante, mais au moins cela m'a permis de vivre six mois sans subir de traitement important, en restant dans un état général satisfaisant. J'ai bon espoir.



2.

Intifada 2000 : le soulèvement palestinien

New York, New York, 9 novembre 2000

Dans vos écrits et conférences qui traitent du conflit israélo-palestinien, vous faites constamment référence à cette date clé de 1948. Que faut-il savoir à ce propos ?

Je ne crois pas que l'on puisse comprendre les événements actuels ni la situation des Palestiniens sans savoir ce qui s'est passé en 1948. Toute une société, composée principalement d'Arabes, a été déracinée et détruite en Palestine. Une population arabe de 800 000 personnes a été délibérément chassée. Les archives sionistes sont très claires là-

dessus et plusieurs historiens israéliens ont confirmé cette version¹. Les Arabes, quant à eux, l'ont toujours dit. À la fin du conflit, en 1948, les Palestiniens n'étaient plus qu'une minorité dans leur propre pays. Les deux tiers étaient devenus des réfugiés, dont les descendants représentent aujourd'hui environ 7,5 millions de personnes dispersées dans le monde arabe, en Europe, en Australie et en Amérique du Nord². Le reste de la population a été soumis à l'occupation militaire israélienne en 1967, au moment où la Cisjordanie et la bande de Gaza, ainsi que Jérusalem-Est, ont été prises et occupées.

Pour les Palestiniens, 1948 est la date qui marque le commencement de leur quête pour l'autodétermination. Celle-ci ne débute pas en 1967, année où s'achève plutôt la conquête israélienne. Durant l'année 1948, non seulement toute la terre palestinienne – environ 94 % du territoire – a été envahie militairement par l'État d'Israël au nom du peuple juif mais, du même coup, les Arabes qui sont restés sur place – environ 20 % de la population actuelle d'Israël – ont perdu leur droit de posséder la terre. En Israël, la plupart des terres sont en effet contrôlées par l'État au profit du peuple juif. Par ailleurs, plus de 400 villages arabes ont été détruits puis réimplantés, pour ainsi dire, par les colons israéliens qui les ont remplacés en construisant les kibboutzim. Chaque kibboutz en Israël se trouve sur une propriété palestinienne. Ainsi, 1948 marque l'avènement d'une blessure qui a continué de suppurer, tandis que depuis cette date Israël ne cesse de

répéter : « Nous ne sommes pas responsables de ce qui est arrivé aux Palestiniens. Ils sont partis parce qu'ils ont obéi aux ordres de leurs chefs. » Toutes sortes de discours de propagande ont été utilisés. Jusqu'à présent, le consensus général veut que les Israéliens ne les aient pas chassés. En outre, il n'y a jamais eu le moindre effort de la part des Israéliens, même durant les rencontres de Camp David en juillet, pour prendre en considération le droit au retour, requête essentielle de chaque Palestinien, homme ou femme : l'autorisation de retourner sur les terres d'où ils furent expulsés en 1948³ Là est le nœud du problème.

Parlez-nous de ce qui soutient le discours en vigueur, à commencer par l'expression « processus de paix ».

Le processus de paix a débuté en 1993, lorsqu'un accord secret a été conclu entre l'Organisation de libération de la Palestine et le gouvernement d'Israël pour tenter d'attribuer aux Palestiniens et à l'OLP, représentée par Yasser Arafat, un peu de territoire et d'autorité en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Cependant, étant donné l'énorme disparité de puissance entre les Israéliens et les Palestiniens, le processus de paix n'a été en réalité qu'un moyen de présenter autrement l'occupation israélienne. En ce moment même, tandis que nous parlons, soit en novembre 2000, Israël contrôle encore 60 % de la Cisjordanie et 40 % de la bande

de Gaza. Jérusalem a été annexée et les territoires ont été peuplés de colons. En comptant ceux de Jérusalem, il y a environ 400 000 Israéliens dont la présence est illégale⁴. Ces colonies de peuplement et cette occupation militaire sont les plus longues des xx^e et xxi^e siècles, depuis l'occupation de la Corée par les Japonais, de 1910 à 1945. L'occupation israélienne, vieille de 33 ans, va bientôt battre le record.

Pour l'essentiel, le processus de paix n'a fait qu'engager l'Autorité palestinienne à accepter les conditions d'Israël, à savoir un petit redéploiement de troupes israéliennes. Pendant ce temps, les colonies de peuplement se poursuivent. Jérusalem se trouve toujours sous la souveraineté et la colonisation israéliennes. L'eau et les frontières, les entrées et sorties du territoire, de même que la sécurité, tout cela reste sous contrôle israélien. Américains et Israéliens n'ont rien fait d'autre qu'obtenir le consentement palestinien à ce reconditionnement de l'occupation. Cela a été présenté au public comme un pas vers la paix, alors qu'il s'agissait d'une monstrueuse supercherie. C'est la seule chose qui puisse expliquer la croissance et la profondeur de la rébellion palestinienne qui s'exprime depuis le 29 septembre 2000.

Que faut-il penser de la notion de « défense » revendiquée par les Israéliens ?

Comme on le sait, l'armée israélienne s'est baptisée Forces israéliennes de défense. Il a toujours

été dit que l'armée israélienne était une armée défensive. Les médias ont eu terriblement tort de la présenter comme défendant Israël contre les Palestiniens, alors que ces derniers, pour l'essentiel, se battent avec des pierres. Cela relève d'une situation quasi orwellienne. On ne peut dire que les Palestiniens disposent d'un réel armement, mis à part les armes de fonction qui équipent la police. Il s'agit surtout d'une population de jeunes qui luttent avec des pierres contre les missiles, les avions de chasse, les hélicoptères de combat, les tanks et les roquettes des Israéliens. Ce qu'il faut retenir, c'est que tous ces combats ont lieu sur le territoire palestinien. Aussi le terme « défense » est-il, ici, particulièrement inapproprié. Il faudrait plutôt parler d'une force d'occupation sévissant à l'intérieur du territoire palestinien. Les Palestiniens se battent contre une occupation militaire et les Israéliens, comme l'ont fait toutes les troupes coloniales, que ce soit en Algérie, au Vietnam ou en Inde, prolongent l'occupation en faisant payer la population civile pour cette résistance.

Et que faut-il penser du terme « terrorisme », également employé par les Israéliens ?

C'est un conflit abominable, et qui l'est depuis les années vingt, époque où les sionistes ont, en vérité, introduit le terrorisme en Palestine. L'une des techniques standard utilisées par les premiers groupes d'extrémistes sionistes était alors de poser des bombes dans les marchés arabes pour terroriser

la population. Cette pratique s'est accentuée durant les années trente et quarante, quand les sionistes ont recouru au terrorisme contre les Anglais pour hâter leur départ de Palestine, que ces derniers ont précisément quittée en 1948.

Depuis, il y a eu énormément de mouvements. En tout cas, il faut se rappeler que, dans l'effroyable nombre de victimes, et aucune excuse ni aucune réparation n'est possible à l'égard des innocents qui ont perdu la vie, les pertes palestiniennes ont été de loin supérieures. Si vous regardez, par exemple, les chiffres des six dernières semaines, il y a eu 180 Palestiniens tués pour 14 Israéliens⁵. Cela vous donne un ordre de comparaison. Parmi les Israéliens, 8 étaient des soldats, alors que les Palestiniens étaient tous des civils. Dans ce contexte précis, le terrorisme a effectivement constitué pour les Palestiniens l'arme du pauvre et de l'opprimé. Bien que très sporadique et limité, il a été amplifié et grossi dans des proportions grotesques par les Israéliens, qui tentent toujours de se dépeindre comme des victimes alors que, dans ce conflit précisément, ils ne le sont pas. Ce sont eux les oppresseurs, les agresseurs des Palestiniens.

Enfin, que faut-il penser du fait que l'on présente souvent les États-Unis comme un médiateur impartial et honnête ?

Israël est le seul pays au monde qui ait reçu une aide militaire et économique américaine s'élevant à environ 135 milliards de dollars actuels⁶. Toute

personnalité politique américaine d'importance, qu'il s'agisse d'un militant dans une petite région du nord de l'État de New York ou d'un candidat aux élections présidentielles, est obligée de déclarer son soutien inconditionnel à Israël. Toute déclaration émanant du Congrès – du Sénat ou de la Chambre des représentants – fait automatiquement apparaître de larges majorités approuvant la politique israélienne. Cela est dû à la puissance du lobby israélien et au fait qu'il y a une communauté très active, bien située et bien calée politiquement, de partisans d'Israël. La politique des États-Unis s'est vraiment appliquée à défendre et à soutenir Israël dans toutes ses entreprises. Les États-Unis ont opposé leur veto à un grand nombre de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU afin d'empêcher la condamnation d'Israël dans des cas de violation flagrante du droit international, qui vont de la torture à l'usage d'hélicoptères et de missiles à l'encontre de civils, en passant par des implantations et annexions illégales⁷.

Qualifier les États-Unis de médiateur impartial est donc une méprise absurde. Les États-Unis sont indubitablement dans le camp israélien. Toutes les informations dont nous disposons sur les négociations du processus de paix des sept dernières années nous montrent qu'ils présentent toujours le point de vue israélien dans les discussions et demeurent partisans d'Israël. Par ailleurs, il faudrait également signaler que la majorité des personnalités officielles impliquées dans le processus de paix, à commencer par Dennis Ross, Martin Indyk et Aaron David

Miller, sont elles-mêmes d'anciens employés ou des tenants invétérés du lobby israélien.

The Economist, l'hebdomadaire conservateur anglais, a remarqué que « la nouvelle Intifada palestinienne prend rapidement la forme d'une sérieuse révolte anticoloniale⁸ ». C'est peut-être la première fois qu'un magazine de la grande presse emploie l'expression.

Il me semble que la première Intifada, qui eut lieu en 1987 et fut stoppée par Arafat en 1993, était déjà une révolte anticoloniale. C'est bien de cela qu'il s'agit ici. L'occupation de la Cisjordanie et de Gaza par les colons, les implantations, les routes, l'expropriation continue des terres palestiniennes, la destruction des cultures et des oliviers au profit des réseaux routiers, le redécoupage géographique de la Cisjordanie afin de favoriser un plus large contrôle israélien, l'ensemble de ces politiques ont suivi, nonobstant l'amnésie des médias américains, la voie classique de tous les colonialismes. Ceci, en d'autres termes, afin d'assurer la captivité et la subordination d'un peuple opprimé pour le profit et, dans certains cas, pour le bien-être de ses occupants.

Donc ce qui s'est produit, durant ces six ou sept dernières semaines, c'est une tentative de renversement de cette situation, y compris du processus de paix, qui n'est, comme je l'ai dit, qu'une forme de reconditionnement de l'occupation, rationalisée de telle manière que le contrôle d'Israël puisse s'effec-

tuer avec moins d'effectifs et en faisant fréquemment appel aux Palestiniens pour maintenir l'ordre au nom des Israéliens. Ces dispositions faisaient partie du processus de paix. Ironiquement, un grand nombre de questions concernant la sécurité israélienne ont été remises aux mains de la police palestinienne, dont la tâche est de soumettre précisément ceux qui sont actuellement les manifestants anticolonialistes. Cet embrasement, ce nombre effarant de victimes, ne peut qu'être le résultat d'une politique d'occupation qui a simplement détruit la vie des gens, ne leur laissant d'autre alternative que celle de descendre dans la rue et de lancer courageusement, d'aucuns diront imprudemment, des pierres contre les tanks. Sans la moindre peur.

Souvenons-nous, il y a quelques années, du tollé général, du chœur mondial d'approbation, de soutien et d'admiration pour le jeune Chinois qui s'opposa aux tanks de la place Tienanmen. Cela n'a pas eu lieu ici. Les médias sont si majoritairement pro-israéliens que les gens ordinaires ne peuvent faire entendre leur soutien à ce qui est, en réalité, un vaillant effort pour renverser une occupation militaire de style colonial.

Vous avez attiré l'attention sur l'absence de cartes dans ce conflit des plus géographique. Pourquoi sont-elles importantes ?

En premier lieu, la superficie de la Palestine en elle-même est minuscule. Ce conflit dure depuis

cinquante ans. Sachant que la durée d'attention du téléspectateur ou du lecteur de journaux est notablement courte, la conscience relative à l'histoire ou à la topographie géographique qui sont ici impliquées est fort mince. La plupart des gens disent : « Voilà les Arabes et les Juifs qui remettent ça », donnant à penser qu'il y aurait deux côtés à égalité, et que l'un d'eux, le côté israélien, serait pris pour cible et assailli. Les Arabes seraient donc ceux qui agressent et qui menacent. Et, bien sûr, la mémoire de l'Holocauste et de toutes les horreurs de l'antisémitisme rôde en arrière-plan. Alors qu'en réalité, pour tous les Palestiniens, 1948 et la fondation de l'État d'Israël ont surtout signifié que 78 % du territoire historique de la Palestine, qui était arabe, sont devenus israéliens⁹. Voilà ce qui s'est passé. Voilà ce qui a été reconnu. L'ensemble de la Cisjordanie et de la bande de Gaza constitue 22 % du territoire historique de la Palestine, et ce sont ces territoires qui font l'objet de la lutte actuelle. Les Palestiniens ne se battent pas pour les 78 % qu'ils ont déjà perdus, ils se battent pour les 22 % qui leur restent. Sur ces 22 %, les Israéliens contrôlent encore 60 % de la Cisjordanie et 40 % de Gaza. Ainsi, au cas où un État palestinien verrait le jour, il n'y aurait pas de contiguïté territoriale. L'ensemble serait tronçonné en petites parcelles, contrôlées par les routes que les Israéliens ont construites et qui encerclent à présent chacune des zones. Ceci explique pourquoi les Palestiniens sont aujourd'hui assiégés à l'intérieur de leur petit territoire.

Les Israéliens ont organisé le terrain de manière à rendre les déplacements des Palestiniens d'une zone à l'autre, du nord au sud et d'est en ouest, impossibles. La « Grande Jérusalem », qui couvre environ 4 % du territoire tout entier, a été annexée par Israël, et les Israéliens n'ont nulle intention de la rétrocéder¹⁰. L'idée, c'est que cette zone passera entièrement sous le contrôle d'Israël, à l'exception des services municipaux et des institutions comme celles de la santé, autrement dit, de tous les épineux problèmes citoyens qu'ils veulent remettre aux mains de l'Autorité palestinienne. La sécurité et les frontières demeurent sous contrôle israélien. Aujourd'hui même, Yasser Arafat ne peut entrer ni sortir de Gaza sans l'autorisation des Israéliens, et ces derniers peuvent fermer l'aéroport, voire le détruire complètement, ainsi qu'ils l'ont déjà fait, et boucler le territoire pour empêcher les gens de circuler. En réalité, ils sont en train d'étrangler les Palestiniens à mort. Voilà le résultat du processus de paix, et non pas celui de la guerre. Cela participe des accords désastreux conclus entre les Israéliens et l'Autorité palestinienne sous l'égide des États-Unis, et c'est la raison du soulèvement.

D'où viennent vos informations ?

Du *Rapport sur les implantations israéliennes dans les territoires occupés*, un bimensuel publié à Washington¹¹. Il s'agit d'une publication de la Fondation pour la paix au Moyen-Orient dont

l'éditeur est Geoffrey Aronson. C'est l'unique source et la plus autorisée, à partir d'agences israéliennes, palestiniennes et internationales traitant du développement des colonies, des acquisitions foncières, des constructions, des nouvelles initiatives d'implantations, de la destruction de propriété et de la croissance de la population coloniale.

*Noam Chomsky, Alexander Cockburn, Robert Fisk ainsi que d'autres critiques de la politique israélienne de colonisation ont employé le terme « bantoustan » pour la décrire*¹².

Tout ceci entre particulièrement en résonance avec l'histoire coloniale du XIX^e siècle. C'est exactement ce que les Français ont fait en Algérie. Ils localisaient des zones où l'on pouvait enfermer ensemble les indigènes dociles et leurs chefs dans leurs propres villages. En Afrique de l'Ouest, les Anglais ont pratiqué cette méthode en l'appelant « régulation indirecte ». Celle-ci leur permettait d'élire certains autochtones pour diriger les natifs indisciplinés – tandis qu'eux-mêmes, en tant que pouvoir d'occupation, gardaient l'autorité réelle. En Afrique du Sud, l'idée était de parquer les Noirs dans des réserves, ou *homelands*, à l'intérieur desquelles ils pouvaient disposer de certains des attributs de la souveraineté, mais d'aucun qui soit essentiel. Ils ne contrôlaient ni la terre, ni l'eau, ni les entrées et les sorties, qui restaient toutes sous le pouvoir des Blancs. C'est exactement le schéma

devant lequel nous nous trouvons ici. Les modestes parcelles palestiniennes, petites et divisées, constituent des foyers de population, mais elles sont l'équivalent des réserves, dans lesquelles quelqu'un comme Arafat pourrait avoir ou se donner l'impression qu'il est le chef, alors qu'en fait c'est l'occupant colonial qui tire les ficelles derrière la scène.

Le 28 septembre, Ariel Sharon est allé au Haram al-Sharif, au dôme du Rocher et à la mosquée d'Al-Aqsa, à Jérusalem. Il était escorté d'un bon millier de gardes de la sécurité israélienne¹³. Cette visite de l'ancien général et ministre du Conseil israélien est perçue comme l'étincelle qui a mis le feu aux poudres de la nouvelle Intifada. Que représente-t-il aux yeux des Palestiniens? Que peut-on en conclure au sujet de Barak, qui l'a autorisé à effectuer cette visite?

Dans la mythologie populaire israélienne, Sharon est de l'étoffe des héros. Ses exploits ont débuté dans les années cinquante. Il était responsable de l'incursion dans la ville de Qibya, où environ 65 personnes innocentes ont été tuées dans leurs maisons, en représailles d'un raid contre une patrouille israélienne au cours duquel, la veille, trois soldats avaient perdu la vie¹⁴. Par la suite, il a collectionné ce genre d'exploit. Fondamentalement, c'est une brute qui a pour spécialité l'oppression de civils et d'ennemis beaucoup moins bien équipés que lui. Il a été le pacificateur de Gaza après l'occupation d'Israël en 1967. Au début des années soixante-dix, il a fait

détruire de nombreuses habitations et déplacer les Palestiniens afin de déraciner ce que les Israéliens appelaient des cellules terroristes, qui étaient en fait des cellules de résistance à l'intérieur de Gaza. Bien sûr, il a surtout été l'architecte de l'invasion du Liban en 1982, trompant son propre cabinet en faisant croire que les troupes n'iraient pas au-delà de quelques miles, alors qu'elles allèrent en fait jusqu'à Beyrouth, tuant en cours de route 17 000 personnes¹⁵. Il a été considéré par la commission d'enquête sur les événements dans les camps de réfugiés de Beyrouth (commission Kahan) comme indirectement responsable des massacres de Sabra et Chatila, qui eurent lieu dans une zone sous contrôle israélien, bien que l'action en elle-même ait été perpétrée par des milices de Libanais maronites agissant sous la supervision des Israéliens¹⁶.

Quels que soient les critères de jugement, donc, Ariel Sharon est un criminel de guerre. Il ne cache pas que son vœu serait de chasser le reste des Palestiniens et de les refouler en Jordanie. D'après ses dires, la solution de la Palestine est ce qu'il appelle l'option jordanienne : transformer la Jordanie, État souverain, en un État palestinien¹⁷. Son apparition sur l'esplanade d'Al-Aqsa était une provocation. Cette mosquée est, bien sûr, tenue par Israël et a été annexée avec le reste de Jérusalem-Est en 1967, en complète violation des accords internationaux et de plusieurs résolutions de l'ONU, nonobstant celles auxquelles les États-Unis ont opposé leur veto. Le lendemain, 29 septembre, aussitôt après les prières,

une manifestation a eu lieu contre sa présence la veille sur le site. La police israélienne a ouvert le feu sur les manifestants, tuant cinq civils¹⁸. Comme vous l'avez dit, le 28 septembre, Sharon était là, escorté des mille policiers que Barak lui avait fournis.

Il est très clair que Barak était derrière tout cela ou, du moins, qu'il approuvait le geste. Pas seulement comme une provocation, car ce geste n'a peut-être pas été pensé pour déclencher les horreurs qui ont suivi. Je ne crois pas que son cerveau limité lui permettait de prévoir une telle chose. Mais je crois que c'était une façon d'affirmer l'hégémonie israélienne sur un site sacré de l'islam. Cet acte était moins conçu pour être provocateur que pour être offensif, pour montrer qu'une figure militaire israélienne, ayant un lourd passé de brutalités et de crimes de guerre, pouvait apparaître impunément sur l'un des lieux les plus saints de l'islam. C'est une chose dont les Israéliens sont tout à fait capables. Ainsi, peu importe ce que sont les musulmans ; leurs souhaits, leurs sentiments, leur sens du sacro-saint peuvent être violés par les Israéliens quand bon leur semble. Voilà ce qu'était l'idée. Elle faisait s'affronter dans l'arène les aspects les plus laids du monothéisme. L'Israélien, représentant de l'État juif, qui foulait aux pieds l'islam et les lieux musulmans disait en réalité : « Nous sommes l'occupant militaire, nous pouvons faire de vous ce qu'il nous plaît. » Et, pourtant, rien de cela ne transparissait dans les médias. Ceux-ci parlaient toujours d'une provocation, alors que cela n'était pas voulu comme une provocation, mais

comme une assertion de la puissance israélienne, et donc de la supériorité juive sur l'islam.

Le prêche que débitent des gens tels que Elie Wiesel, prix Nobel, Thomas Friedman, maintes fois prix Pulitzer et chroniqueur au New York Times, Charlie Rose, de PBS, ou encore Bernard Lewis, universitaire orientaliste, se résume à peu près ainsi : les accords de Camp David ont échoué à cause de l'intransigeance d'Arafat et de son incapacité à saisir une occasion unique. L'offre de Barak dépassait de loin tout ce qui avait été proposé auparavant. C'était un compromis fort généreux et de grande portée.

C'est tout simplement faux, si l'on s'en tient aux faits. Primo, avant de quitter son poste, Barak a très clairement indiqué qu'il n'avait nulle intention de revenir aux frontières de 1967¹⁹. Or le principe de départ du processus de paix était bien celui d'un retour du territoire tout entier aux frontières du 5 juin 1967.

Principe qui reposait sur la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Ainsi que sur la résolution 338 du même Conseil de sécurité. Secundo, Barak a fait entendre sans aucune ambiguïté qu'il n'y aurait pas de retour des réfugiés; tertio, qu'aucune partie de Jérusalem ne serait restituée aux Palestiniens; et qu'quarto, qu'il n'envisageait absolument pas de retirer les colonies

de peuplement²⁰. Voilà les positions sur lesquelles s'est fondée toute la négociation qu'il a menée par la suite. Celle-ci ne s'en est pas éloignée, elle les a simplement consolidées. Une fois de plus, si vous considérez les faits plutôt que les suppositions faussement optimistes émises par les spécialistes en communication des médias américains et israéliens, en réalité, il n'a rien restitué de Jérusalem-Est. Il n'a fait aucune concession. Il a simplement dit : « Nous vous permettrons d'exercer une certaine autorité dans les lieux saints. Nous garderons le contrôle des secteurs chrétiens et arméniens. Vous pouvez avoir quelques droits sur certains des lieux saints musulmans, mais le pouvoir réel et substantiel sur Jérusalem-Est restera entre les mains des Israéliens. » De cette façon, la majeure partie de la ville, en termes de superficie, resterait sous la coupe israélienne. Cette position était censée représenter une « avancée » dont il fallait se réjouir. Barak refusait de rapatrier les réfugiés palestiniens, même en petit nombre, et rejetait toute responsabilité quant aux événements de 1948. Ceci, ne l'oublions pas, venant de la part du leader d'un peuple qui a lui-même, fort justement, exigé des réparations pour les souffrances qu'il a endurées du fait de l'antisémitisme durant la Seconde Guerre mondiale. En vérité, voici ce qu'il disait aux Palestiniens : « Nous ne prenons même pas vos revendications en considération. Pour nous, elles sont simplement hors de propos. » Il a catégoriquement refusé de renoncer aux colonies de peuplement.

Confronté à cela, Arafat n'a pas voulu participer aux deux semaines de pourparlers prévues, session qui n'était pas simplement conçue comme une continuation du processus de paix, mais comme le «statut final» de la négociation. Il ne pouvait donner son accord. Non seulement à cause des conditions, qui étaient drastiques, mais aussi pour deux autres raisons. La première était qu'on lui demandait de mettre fin au conflit et de suspendre toute revendication palestinienne, autrement dit toute revendication musulmane ou chrétienne, à l'égard d'Israël. Chose qui n'était pas en son pouvoir. La seconde était qu'on exigeait également de lui qu'il abandonne la requête palestinienne du droit au retour et à l'autodétermination, ce qu'il ne pouvait pas davantage accepter, simplement par crainte de ce qui lui arriverait s'il signait. Ainsi, loin d'être pour Arafat une occasion de bénéficier de la générosité des Israéliens, Camp David lui offrait en réalité l'occasion de mettre fin à ses jours et de leur donner le dernier mot, la cerise sur le gâteau, pour ainsi dire, à savoir exactement ce qu'ils voulaient, en plus de ce qu'Arafat leur avait déjà laissé, soit 78 % de ce qu'ils avaient en 1948. Arafat a également cédé Jérusalem-Ouest, qui est le lieu où je suis né et où ma famille possédait une maison. Ce secteur était à 40 % arabe. Il a tout liquidé. Les concessions qu'il a faites sont immensément plus généreuses et irréfléchies que toutes celles des Israéliens. Donc je pense qu'il s'est fort justement rebellé.

Un autre thème dont les experts se font l'écho est l'image des Palestiniens en tant que perdants. Dans son discours à la Knesset, le 30 octobre, Barak a ravivé la remarque d'Abba Eban selon laquelle les Palestiniens ne ratent jamais une occasion de rater une occasion²¹.

Depuis le début, l'information israélienne a toujours joué sur deux niveaux. Au premier niveau, il y a ce qu'ils appellent *hasbara*, mot hébreu signifiant information, mais qui est essentiellement de la propagande destinée aux *goyim*, les étrangers. C'est la représentation d'Israël comme d'un pays accueillant, démocratique, sur la défensive, victime, généreux et compatissant. Autrement dit, une image fabriquée pour plaire à la conscience libérale occidentale. Puis, au second niveau, il y a ce qu'Israël se dit à lui-même et ce que Barak dit à son peuple. Depuis le tout début – que ce soit Shimon Pérès qui prenne la parole, ou Yitzhak Rabin, ou Yossi Beilin, ou Ehoud Barak, ou Benjamin Netanyahou –, tous ont dit la même chose. Ils ont dit : « C'est un processus de paix dans lequel nous n'avons rien à perdre. » Rabin l'a énoncé quelques mois avant la signature des accords d'Oslo, en 1993. Il a dit : « J'aimerais que Gaza sombre dans la mer. C'est un tel boulet que nous avons à traîner. C'est surpeuplé, un million de personnes qui vivent dans des conditions misérables. Pourquoi en serions-nous responsables ? Nous garderons les meilleures terres et nous donnerons le reste aux Palestiniens²². »

Voilà le fond des accords d'Oslo. L'appel du prétendu camp de la paix à l'intérieur du parti travailliste a toujours été : « Nous avons tout à y gagner. Nous abandonnerons les terres inutiles et renoncerons aux charges dispendieuses. Notre volonté n'est pas de diriger les Palestiniens. Qu'ils le fassent eux-mêmes. Nous ne renoncerons à aucune de nos implantations. » Voilà ce que Beilin ne cesse de dire. Et il est dépeint, aux États-Unis et en Israël, comme l'ultime représentant de la paix. Lui qui répète inlassablement : « Nous annexerons les meilleures terres. Nous garderons Jérusalem²³. » Et, s'adressant au Likoud : « Vous autres ne devriez pas vous plaindre, vous n'avez que très peu de raisons à objecter aux accords. »

Si l'on considère cette histoire avec attention et l'examine telle qu'elle est, dans les faits, et non plus au niveau de la *hasbara* ou de la propagande de surface, on se rend compte alors du jeu suicidaire qu'Israël est en train de mener. La violence est le seul argument que les Palestiniens puissent comprendre, voilà le fond de leur politique. L'occupation est une forme de violence contre laquelle les jets de pierres et un occasionnel attentat terroriste, si horrible qu'il soit, ne sont rien auprès du châtement collectif de 3 millions de personnes, qui s'étend sur les 33 dernières années. Israël est le seul pays au monde où la torture est légalement approuvée. Il se trouve que 20% des citoyens israéliens ne sont pas des Juifs, mais des Palestiniens, et que ceux-ci sont traités fondamentalement comme les Noirs l'ont été en

Afrique du Sud. Certains droits leur sont refusés. Il leur est défendu de posséder, de louer ou d'acheter des terres. En revanche, les leurs sont régulièrement confisquées. Il s'agit là d'une politique de violence et de discrimination de la pire espèce. Israël désire évidemment être accepté et reconnu, mais sa politique de force et d'occupation, son inflexibilité et sa surdité volontaire aux cris des Palestiniens qui souffrent depuis 50 ans ont engendré chez ces derniers un ressentiment qui n'a fait que s'accroître avec le temps.

Il faut également rappeler qu'Israël a signé des accords de paix avec deux pays arabes, la Jordanie et l'Égypte, et qu'après vingt ans de paix avec cette dernière les relations sont restées, pour l'essentiel, au point mort. « Nous avons essayé, disent-ils, nous avons envoyé des missions. » Mais il leur faut assumer les conséquences de leurs actes. Israël est, de toutes parts, accusé d'utiliser des armes lourdes, d'exercer une violence démesurée contre des populations civiles, d'exproprier continuellement des terres, d'implanter des colonies de peuplement et de mépriser les droits des Palestiniens. Ceci fait que le monde arabe et le monde islamique – 300 millions d'Arabes et 1,2 milliard de musulmans – considèrent Israël comme un État paria qui a accumulé contre lui une somme de rancunes, d'offenses et d'hostilités qui, étant donné sa politique actuelle, ne peut s'effacer. C'est pourquoi je dis que c'est une politique suicidaire, car, en fin de compte, Israël fait partie du Moyen-Orient. Il

n'est pas voisin du Kansas, ne fait pas partie de l'État de New York, mais se situe à 10000 kilomètres de là. Sur sa frontière nord, on trouve le Liban, à l'est on trouve la Syrie et la Jordanie, et au sud l'Égypte. Les Palestiniens vivent partout, à l'intérieur d'Israël, en Cisjordanie et à Gaza. On peut évidemment les écraser. Israël possède la plus puissante des armées, un arsenal de 200 têtes nucléaires²⁴, la meilleure aviation de la région, et l'une des deux ou trois meilleures du monde. Sa supériorité militaire et économique est évidente. Israël bénéficie surtout du soutien des États-Unis. Mais pour combien de temps ? Il viendra un moment où les chiffres lui seront défavorables. Je pense qu'aux environs de 2010 l'ancienne terre de Palestine comptera un nombre égal de Palestiniens et d'Israéliens. Il y aura égalité démographique entre les Juifs et les Arabes. Quelle sera alors la capacité de contrôle des Israéliens ? Vers 2030, il y aura deux fois plus d'Arabes que de Juifs²⁵. Ces derniers formeront donc une minorité.

Il est tout à fait normal que les Juifs puissent exercer une politique d'autodétermination, mais il n'est pas normal que l'unique garantie de celle-ci soit d'ordre militaire. Ce ne peut être une politique à long terme. La seule option est la paix, mais une paix réelle entre égaux, et non une paix imposée par le plus fort sur le plus faible.

Vous avez dit que les Palestiniens vivant en Israël constituaient environ 20 % de la population.

C'est exact. Un million de personnes.

Pendant le soulèvement de 1987, ils étaient restés plutôt passifs. Mais lors de l'Intifada 2000 cela a radicalement changé. Pourquoi ?

L'une des raisons, c'est que, depuis le début, le traitement infligé aux citoyens israéliens d'origine palestinienne par le gouvernement israélien est infâme. Ils ont été gouvernés par décret militaire jusqu'en 1966. Ainsi, à dater de la naissance de l'État en 1948, et pendant dix-huit ans, ce peuple a été exilé à l'intérieur de son propre pays, subissant toutes les discriminations possibles. Il lui était interdit de circuler, de recevoir une vraie éducation et d'accéder à certains emplois. En 1966, le décret militaire a été levé et ses conditions de vie se sont alors légèrement améliorées. En tant que citoyens d'origine palestinienne, ils ont été représentés à la Knesset et ont obtenu le droit de vote. Mais il leur est toujours défendu d'acquérir des terres supplémentaires. À partir de 1966 et au cours des années qui ont suivi, l'annexion de leurs terres a continué de se faire sous leurs yeux. De nombreux villages, comme Umm El-Fahm, probablement le plus gros village arabe en Israël, ont perdu jusqu'à 10 000 *dunams*, soit environ 1 250 hectares, au profit du gouvernement israélien²⁶. Ces terres ont été confisquées simplement pour des raisons militaires. Elles devaient servir de champs de tir. Comme je l'ai signalé, le budget attribué à cette population est

extrêmement faible. Ses écoles sont évidemment moins bien dotées. Les services de première nécessité comme l'eau et l'électricité sont très restreints dans les villes et villages arabes.

Le fait d'être discriminés pour la seule raison qu'ils ne sont pas juifs a donc fait naître un sentiment accablant. La communauté tout entière était en butte à une sorte de racisme contre lequel elle s'est finalement insurgée. Ils ont vu ce que l'armée israélienne faisait en Cisjordanie et à Gaza, et se sont identifiés avec les Palestiniens qui vivaient là. Cette réaction de solidarité est la seconde raison, et la plus importante, de leur soulèvement. Car l'objectif des Israéliens était de détruire le sentiment d'unité qui existait entre ces différents groupes de gens, déjà divisés par la géographie. Les Palestiniens d'Israël sont de nationalité israélienne; ceux de Cisjordanie sont d'anciens Jordaniens; ceux de Gaza, autrefois des apatrides sous réglementation égyptienne, résident à présent dans un État au statut indéterminé; enfin, les Palestiniens du Liban sont eux aussi des apatrides. Historiquement, la réalisation la plus importante de l'OLP, c'est d'avoir permis que le peuple palestinien se sente un peuple uni. A mon avis, toute la politique des Etats-Unis et d'Israël, ces vingt dernières années, a consisté à saper sans relâche l'identité palestinienne, à la fragmenter, afin que les gens ne puissent plus se sentir solidaires d'une même entité, c'est-à-dire d'un peuple qui a souffert collectivement sous la fêrule israélienne, secondée bien sûr par les Américains.

Mais ce calcul s'est révélé faux. Un sentiment d'identification immédiat a fait que l'ensemble des Palestiniens sous occupation militaire en Cisjordanie et à Gaza se sont rapprochés de l'ensemble des Palestiniens de citoyenneté israélienne, avec lesquels leur ressemblance était flagrante, que l'on privait des mêmes droits et qui étaient, en réalité, sévèrement opprimés, spoliés et défavorisés. Ces derniers se sont mis, eux aussi, à manifester contre les Israéliens. Mais la réponse, au lieu d'être politique, a été militaire. Résultat : la police israélienne a abattu 13 citoyens d'Israël²⁷.

La politique d'Israël envers les Palestiniens, dans sa volonté de ne pas les traiter en tant que peuple, est donc également une constante. Derrière elle se cache une peur irrationnelle d'exhumer le passé. Car si vous vous permettez de regarder le passé franchement et ouvertement, comme nombre d'entre nous, Israéliens et Palestiniens, l'avons réclamé, vous verrez que le péché originel d'Israël est d'avoir détruit la Palestine en 1948. Et que, loin de s'estomper, ce péché n'a fait que se reproduire sous différentes formes. Sa portée s'est agrandie afin d'impliquer non seulement la Cisjordanie et Gaza, non seulement les Palestiniens de la diaspora – ceux qui ont créé l'OLP ne venaient pas de la Cisjordanie ou de Gaza, mais du Koweït et du Liban –, non seulement les citoyens palestiniens, mais l'ensemble de toutes ces communautés agissantes. Celles-ci ont réaffirmé l'aspiration palestinienne à l'autodétermination, qui leur est déniée,

et la nécessité d'obtenir des réparations de la part d'Israël, cause de tous leurs malheurs.

C'est un problème majeur, face auquel les gouvernements israélien et américain sont, hélas, incompetents. Ils ne savent le traiter qu'en termes de gardiennage. « Déplacez-les quelque peu, accordez-leur quelques privilèges mineurs, laissez-les conduire dans les mêmes voitures que nous, et peut-être circuler dans les mêmes autobus », ce genre de chose, mais aucune amélioration substantielle, aucune mise en œuvre de leurs revendications nationales. Et cela n'a pas fonctionné. Au contraire, les revendications se sont accrues et la nécessité s'est intensifiée. Les dénégations israéliennes sont devenues plus perçantes, plus stridentes, mais aussi plus éloignées de la réalité. Pour tout Israélien, la première chose à faire maintenant, c'est de s'attaquer au problème tel qu'il se pose à l'intérieur des frontières d'Israël, c'est de reconnaître l'existence de cette large communauté de citoyens qui, au nom de la religion, sont traités en citoyens de seconde zone.

Israël est unique de bien des manières. C'est un État sans constitution, gouverné par un ensemble de lois élémentaires. Un État qui opère des distinctions très radicales, poussées jusqu'à la précision des statistiques, entre Juifs et non-Juifs. Tout est déterminé en fonction de qui est juif et qui ne l'est pas. La chose est impraticable. C'est effectivement un État sous autorité religieuse. Beaucoup de citoyens israéliens s'inquiètent vraiment de ce que l'avenir réserve aux Juifs laïques qui refusent d'être dirigés

par des ecclésiastes orthodoxes et conservateurs. Plutôt que d'affronter cela ouvertement, les Israéliens ont recours, comme toujours, à leur réflexe traditionnel : soit nier, soit réaffirmer une chose tout à fait différente, n'ayant que très peu de rapport avec la réalité. Les Palestiniens ont donc le devoir – spécialement les intellectuels, mais aussi les simples citoyens et les autres Arabes – de leur faire comprendre cela paisiblement et de leur dire : « Nous sommes ici et vous êtes ici. C'est un fait que vous ne pouvez éternellement évacuer. La vérité, vous devez la rechercher dans votre passé, et dans le nôtre – peut-être par la mise en place d'une commission de vérité et de réconciliation semblable à celle qui a été établie en Afrique du Sud. »

Ce qui est stupéfiant dans ce conflit, c'est que, durant 50 ans, les deux communautés ont fonctionné sur des principes totalement opposés. Les Israéliens ont dit : « Nous avons un droit sur ces terres, elles étaient inhabitées. » C'est, d'une manière ou d'une autre, ce qu'ils ne cessent de dire depuis toujours : « Peu importe ce qui est arrivé en 1948. Essayons plutôt de nous occuper de 1967. » De telles réponses sont inadmissibles au XXI^e siècle. Il incombe à chacun de le leur dire : « Votre comportement est tout simplement inacceptable. Vous ne pouvez effacer l'ardoise selon votre convenance et votre politique. Vous devez faire face à l'autre parti et vous efforcer d'assumer les conséquences de vos actes comme tout le monde. » Les Japonais ont assumé les conséquences de ce qu'ils ont fait aux Coréens. De

même pour les Allemands et les Polonais vis-à-vis des Juifs. En cela, les Israéliens ne sont pas différents des autres peuples. Ce qu'ils ont infligé au peuple palestinien est une calamité, qui dure encore à ce jour et s'accompagne d'une longue suite de dénis.

« Non, il n'y avait personne sur cette terre, elle était déserte ; Dieu nous l'a donnée ; ceux-ci ne sont que des Arabes, ils ne comptent pas. » Ce genre d'argument est encore en usage de nos jours. Ou, plus radicalement : « Ce sont des gens de second ordre, des barbares ; nous sommes beaucoup plus évolués. »

Voilà, à mon avis, où se trouve le problème aujourd'hui. Il est impossible de l'aborder par le biais du ridicule processus de paix, imposé par les caprices des États-Unis et des dirigeants israéliens.

Après la déclaration Balfour, lorsqu'on demanda à Chaïm Weizmann de s'exprimer au sujet de la population indigène de Palestine, sa réponse fut : « Il y a quelques centaines de milliers de nègres, mais c'est un sujet sans importance²⁸. »

Je l'ignorais, mais cela révèle bien l'attitude. Cela n'a pas vraiment d'importance. Et, si nécessaire, comme le disait Theodor Herzl, il faudra les faire disparaître par la « sorcellerie »²⁹. Prenez les arguments avancés à l'intérieur du mouvement sioniste, qui sont tous de notoriété publique. Ils n'ont rien d'obscur, de secret ni d'ésotérique. On les trouve dans les archives sionistes des années quarante telles qu'elles sont mises à la disposition

des chercheurs palestiniens et israéliens. Il en ressort clairement que la pure présence physique des Palestiniens a toujours été le problème majeur. Que ce soit pour tenter de s'en débarrasser, pour prétendre qu'ils n'étaient pas sur les lieux, qu'ils n'étaient pas les habitants originels, ou pour autre chose, tout cela relève de ce que j'appellerai de l'entêtement épistémologique gratuit visant à représenter les Palestiniens comme une quantité négligeable. Entre-temps, le problème ne s'estompe pas, il s'accroît.

Des colons et des Israéliens juifs orthodoxes ont orchestré des manifestations de protestation et ont lancé des pierres contre les voitures et les bus. Est-il arrivé que les forces de sécurité israéliennes ouvrent le feu sur eux ?

Jamais. Laissez-moi vous donner un exemple franchement dramatique. La ville d'Hébron est essentiellement une ville arabe. Il n'y avait pas de Juifs avant 1967. Après cette date, ils sont parvenus à établir, par la force, une colonie d'environ 300 à 400 Juifs à l'intérieur d'une ville qui contenait 120 000 à 130 000 Arabes. En vertu du processus de paix, ces colons, qui représentent à peu près trois dixièmes de la population, contrôlent à présent 20 % de la ville³⁰. La partie qu'ils occupent se trouve en plein cœur du territoire arabe, et non à la périphérie. Ils traversent donc la ville, entourés d'hommes armés qui les protègent et sont aussi leurs pourvoyeurs d'armes. Jour après jour, heure

par heure, ils sont là pour manifester leurs droits en tant que Juifs dans une ville arabe, et fouler aux pieds les désirs de l'écrasante majorité des citoyens qui, eux, sont arabes. C'est de ce groupe que vient Baruch Goldstein, l'homme qui a assassiné 29 fidèles dans la mosquée d'Hébron, contrôlée, elle aussi, par les Israéliens³¹. Lors de ma visite en 1992, j'ai été sidéré. Pour pénétrer dans la mosquée, qui abrite également une école juive, il faut franchir plusieurs barrières israéliennes, des détecteurs de métaux et un groupe de soldats assis à l'entrée, les pieds posés sur la table – geste très provocant dans un contexte islamique –, les bottes à la hauteur du visage des fidèles qui tentent de passer. C'est à travers ce barrage que Baruch Goldstein est passé, en février 1994, avant d'ouvrir le feu sur les fidèles.

Voilà à quoi ressemble la situation quotidienne, cent fois pire en Cisjordanie et à Gaza, où les colons sont tous membres de groupes d'autodéfense enragés, où les colonies d'implantation sont construites aux abords des villes arabes, où les colons sont armés et protégés par des soldats, et sont eux-mêmes des soldats – comme Goldstein, qui était réserviste de l'armée israélienne. Ils s'attaquent aux villages arabes et sèment la terreur parmi la population. Ils brisent ses fenêtres, brûlent ses voitures et détruisent ses récoltes. Ces colons sont une effroyable provocation. Le problème, c'est que leur nombre s'est accru depuis l'arrivée au pouvoir de Barak en 1999. Ce dernier a multiplié les colonies, plus que Netanyahu et bien plus que

Pères et Rabin. Le problème des colonies d'implantation est donc réel, car elles impliquent de nouvelles confiscations de terres et une intrusion illégale de nationaux israéliens sur un territoire qui est, en réalité, palestinien. C'est là une des anomalies essentielles du processus de paix, car, alors qu'il est en marche et que les Palestiniens signent des accords, les Israéliens en profitent pour compromettre de plus en plus la création d'un État palestinien viable. Ils occupent tous les territoires. La vallée du Jourdain est sous leur coupe. Ceci pour éviter toute frontière commune entre un État palestinien et un autre État arabe. Les colonies d'implantation et les avant-postes militaires leur permettront bientôt de contrôler la totalité des frontières.

Vous êtes l'auteur d'une série de trois articles intitulés « Le sionisme américain », parus dans Al-Ahram Weekly³². Dans le premier, vous parlez d'un entretien que vous avez eu avec Avi Shavit, de Ha'aretz, l'un des principaux journaux israéliens. Ce dialogue vous a permis de tirer certaines conclusions. Lesquelles ?

J'ai essayé de faire des distinctions à l'intérieur de la position générale d'Israël vis-à-vis des Palestiniens, position qui consiste à affirmer : « D'accord, ils sont là, mais c'est un peuple inférieur. » La droite dit : « Nous les avons conquis, ils doivent donc nous servir. » Et la gauche dit : « Nous pouvons les réinstaller de manière à les rendre inoffensifs. » Aujourd-

d'hui, les Israéliens qui vivent en Israël sont conscients de l'existence des Palestiniens parce qu'ils les côtoient à longueur de journée. Ces gens sont leurs employés de maison, leurs serveurs dans les restaurants de Tel-Aviv, leurs chauffeurs personnels et leurs chauffeurs de taxi, sans compter tous ceux qui travaillent à Jérusalem et dans les territoires occupés. Leur simple présence physique dit leur existence. Les Israéliens sionistes ont donc une certaine conscience des Palestiniens. En revanche, les sionistes américains, eux, ne perçoivent absolument pas les Palestiniens comme une réalité. Ils préfèrent les appréhender comme une espèce d'entité imaginaire, une abstraction idéologique et gratuite, conçue pour harceler les Israéliens et dont les actions correspondent, par conséquent, à des dérives de l'antisémitisme. Un antisémitisme arabe, comme Bernard Lewis ne cesse de le dire. En coupant les Palestiniens de leur histoire, du fait qu'ils ont été écrasés, que leur société a été détruite en 1948 et qu'elle vit sous occupation militaire depuis 1967, le sionisme américain devient beaucoup plus dangereux que le sionisme israélien. Ce qui relève de l'imagination, c'est de penser que les Palestiniens n'existent pas vraiment, qu'ils peuvent, finalement, être traités comme des microbes ou, au mieux, comme une abstraction idéologique.

Cet entretien s'est vu accorder une place de choix dans le journal.

Il a été publié à la une de *Ha'aretz*, dans le supplément du vendredi³³. Shavit avait évidemment un point de vue qui divergeait du mien mais, au moins, il avait accepté de m'écouter. Un tel entretien n'aurait jamais pu paraître dans un journal américain. Ils n'auraient jamais osé publier pareil article. Simplement parce qu'aux États-Unis tout ce qui a trait à la Palestine est virtuellement tabou et ne peut être considéré que comme un problème secondaire d'un problème secondaire. C'est en vertu de ce principe que fonctionnent la plupart des organisations juives.

Il y a deux ans, vous avez réalisé un film documentaire pour la BBC intitulé À la recherche de la Palestine³⁴. Après avoir été diffusé sur BBC2, puis sur BBC World, il a plus ou moins disparu. La BBC a failli échouer à le faire passer sur les chaînes de télévision américaines. Pour quelle raison ?

Ici, aux États-Unis, les films qui défendent le point de vue palestinien ont tous une histoire. Les organisations sionistes ont une stratégie élaborée pour tenter de les contrer, de les bloquer. Elles utilisent des arguments de poids. Elles s'assurent que les annonceurs, s'il s'agit de télévision, paient pour la diffusion de ce film un prix très élevé en le classant dans le registre « propagande masquée ». S'ils veulent passer un film palestinien, ils doivent alors en diffuser cinq autres montrant le point de vue israélien. C'est à peu près ce qui s'est passé avec

mon film. Personne ne voulait le diffuser. La BBC ne parvenait pas à le placer dans ce pays. Finalement, grâce à mes contacts personnels, j'ai obtenu de la chaîne 13 à New York, PBS, qu'elle le programme une fois, et je crois qu'il est passé une fois aussi sur la chaîne publique à San Francisco. Si le film a effectivement été mis hors circulation, c'est parce que la représentation des Palestiniens en tant qu'êtres humains ayant leur propre histoire et une cause à défendre est tout simplement proscrite.

Par exemple, durant les six dernières semaines de l'Intifada d'Al-Aqsa, qui a débuté fin septembre, le *New York Times* n'a fait paraître que trois articles pro-palestiniens dans ses pages de commentaires éditoriaux : le premier était rédigé par un Israélien qui parlait du « cas palestinien », le second par un Jordanien, et le troisième était un texte retentissant d'Allegra Pacheco, avocat israélien qui se trouvait à l'époque aux États-Unis³⁵. Tous les autres articles étaient pro-israéliens. Même chose dans le *Washington Post* et dans tous les principaux journaux. Aucun de ces reportages n'illustre la situation par des cartes géographiques ; difficile donc de savoir quels étaient les territoires que les Palestiniens avaient perdus, et de se rendre compte de la réalité des lieux où ils étaient confinés, ces petits bantoustans de Gaza et de Cisjordanie.

L'image de la Palestine et des Palestiniens qui circule dans l'esprit des gens est donc extrêmement réductrice. Par bonheur, il existe des sources parallèles. Votre programme, Alternative Radio, en est

une. L'Internet fournit des extraits de la presse israélienne, anglaise et arabe, ainsi que des articles de journalistes libres et indépendants qui écrivent dans le monde entier. Tous sont disponibles dans le cyberspace. Mais le consensus officiel dominant, c'est de présenter Israël comme un pays assiégé et victime des Arabes, qui le rejettent parce qu'ils sont antisémites.

Il faut dire également que le monde arabe est lui-même en très mauvais état. Tous ses dirigeants, sans exception, sont despotiques et antidémocratiques. La démocratie n'existe pas. Ce sont les Arabes qui en paient le prix fort, pas les États-Unis. Ce sont les Arabes qui en souffrent, eux dont la situation générale – tant pour la santé que pour l'éducation, le niveau des revenus, les infrastructures, le transport ou l'environnement – a continuellement régressé au cours des dernières années, et jamais autant qu'au lendemain du processus de paix lancé au début des années quatre-vingt-dix. Voilà, je pense, ce qui explique pourquoi la Palestine est devenue une sorte de pierre d'achoppement pour l'opinion arabe dans le monde entier. Elle représente l'injustice du dominant sur le dominé, qu'il s'agisse du pouvoir des Israéliens sur les Palestiniens, de celui de certains Palestiniens sur d'autres Palestiniens – c'est-à-dire de ceux qui utilisent l'Autorité palestinienne contre les leurs dans les territoires occupés par Israël –, ou de peuples qui se révoltent contre un pouvoir injuste et contre des régimes en perte de légitimité, comme au Maroc ou en Égypte, ceux-ci étant bien sûr

soutenus par les États-Unis. Il n'est donc pas surprenant que nous soyons, selon moi, arrivés à un point charnière dans l'histoire du Moyen-Orient.

Que peut-on faire pour rectifier ce que vous appelez la perversion du discours général dans le monde arabe ?

Il faut d'abord commencer par mobiliser tous ceux qui, aux États-Unis, et ils sont nombreux, défendent les droits des Palestiniens et agissent en faveur de la paix et de la réconciliation entre les Palestiniens, les Arabes en général et les Israéliens. Ce dont on a besoin ici, c'est donc une mobilisation de l'opinion. Il nous faut davantage de moyens de pression, car j'ai observé les sondages depuis le début des années soixante-dix, et ils révèlent qu'une majorité de l'opinion publique américaine voit bien au-delà de la politique officielle. Les comités d'action politique, le lobby juif et les médias ont joué un rôle excessivement réducteur et ont pris des positions très rétrogrades par rapport à celles de la plupart des Américains qui, dès qu'on leur donnera la moindre chance, feront la part de la justice et de l'injustice de la situation. Il est important d'avoir constamment un œil sur les médias pour souligner la partialité de leurs points de vue, et cela commence à se faire un peu partout dans le pays. La NPR, les réseaux de télévision et des journaux comme le *New York Times* devraient être bombardés sans relâche de points de vue divergents, de lettres d'opinion et

de campagnes organisées pour changer leur manière de couvrir les événements.

Deuxièmement, la chose la plus importante est de réfuser la légitimité de l'occupation militaire israélienne – laquelle, comme je l'ai dit, a duré 33 ans –, et il faut suivre en cela l'exemple de l'activisme anti-apartheid qui, organisé massivement ici, aux États-Unis, a rendu le fonctionnement de l'apartheid impossible. Israël est le plus grand bénéficiaire de l'aide étrangère dans l'histoire de ce pays. L'échange entre enseignants américains et universitaires israéliens est constant. J'ai moi-même poussé les gens qui vont en Israël, invités par l'une de ses nombreuses facultés, à se faire un devoir de visiter les universités palestiniennes. Le travail qui nous incombe, c'est donc de regrouper les enseignants, écrivains, artisans, intellectuels, anti-impérialistes, militants pour la paix et contre la ségrégation qui abondent aux États-Unis. Mouvement des droits civiques, mouvement afro-américain, mouvement contre la guerre, mouvement des femmes : nous devons tous les inviter à s'engager aux côtés des Palestiniens au nom d'une lutte commune.

Les États-Unis vendent, pour des dizaines de milliards de dollars, des armes au Moyen-Orient, que ce soit aux pays du Golfe ou à Israël³⁶. Ceux-ci figurent parmi les plus gros acquéreurs d'armes du monde. Ce que nous devons faire, c'est soulever le voile afin que le débat sur le Moyen-Orient ne soit plus entravé par la crainte d'éveiller la colère du lobby juif. Le simple fait que la *New Republic* ou

(copy
1967)

Commentary descendent quelqu'un n'est pas une raison pour cesser de se battre. On ne doit pas avoir peur des tigres de papier. Le bien-fondé de leur cause est fragile. Leurs actions sont plus bruyantes que pertinentes.

C'est un défi que l'on peut relever si les jeunes gens sont mobilisés et s'ils acquièrent une conscience critique de ce qui se passe. L'ignorance n'est pas une excuse.

Les médias se sont surtout focalisés sur les organisations religieuses palestiniennes telles que le Hamas et le Djihad islamique. Que se passe-t-il dans la société civile ?

Dans la société moyen-orientale, l'écart entre riches et pauvres n'a fait qu'augmenter. La globalisation, en convertissant les économies en vastes marchés de consommation qui favorisent le capitalisme aventurier, a empiré la situation. Seuls de petits secteurs isolés et liés aux régimes s'enrichissent. La grande masse des gens vivent dans la pauvreté, la crainte d'être expulsés, l'incapacité de trouver du travail, de nourrir les enfants et de les envoyer à l'école. Je pense qu'il est inexact de voir les organisations islamiques uniquement comme des mouvements terroristes. Elles ont fourni au peuple, sans aucun doute, une alternative face à la corruption totale des gouvernements. Les budgets de ces derniers subissaient de gros détournements. Le budget palestinien, par exemple, ne prévoit quasi-

ment rien pour la mise en place des infrastructures, alors que l'administration absorbe des sommes colossales. Voilà le genre d'anomalie que l'on rencontre. Les gens fréquentent les mosquées et les écoles religieuses pour obtenir une nourriture qu'ils ne peuvent trouver ailleurs. Militairement parlant, les militants du Hamas et du Djihad islamique n'ont pas rencontré de réels succès. Ils ont montré également qu'en dehors de cette aide à la subsistance dont je parlais ils n'ont pas de vrai message à délivrer.

Autrement dit, durant les 20 dernières années, depuis l'émergence du Hamas – mais cela vaut également pour les Frères musulmans en Égypte et le Front islamique du salut en Algérie –, le message ne parvient pas à toucher le peuple, tout simplement parce qu'il ne propose aucune perspective d'avenir. Il ne suffit pas de dire que l'islam est la seule solution. Il faut aussi traiter les problèmes d'eau, d'électricité, d'environnement, de transport, et ceux-ci ne peuvent être islamiques. Sur ce plan, ces organisations ont donc échoué. À mon avis, cette situation complexe montre précisément que la force dominante est du côté de la laïcité. L'islam est le dernier bastion culturel qui défend le musulman arabe contre les intrusions et les agressions qu'il subit de la part d'Israël, des États-Unis et des régimes inféodés. Je dirai donc qu'il s'agit plus d'une résistance symbolique que d'une chose qui pourrait se concrétiser rapidement en un discours ou un programme politique pour l'avenir. Ce qu'il

n'est pas. Cela ne peut venir que de citoyens qui parlent de coexistence, de coopération et, disons, pour le monde arabe, de marché commun arabe, de fonds commun de ressources arabes, de politique commune d'immigration et d'intégration, une initiative qui n'a, hélas, pas eu cours depuis au moins deux générations.

À la lumière de l'Intifada 2000, que dire de la proposition que vous faisiez l'année dernière d'un État binational où Palestiniens et Israéliens vivraient ensemble dans le même pays³⁷ ?

La chose essentielle à présent, c'est la fin de l'occupation militaire. Les réalités sur le terrain corroborent en fait ce que je disais. Les Palestiniens et les Israéliens sont des peuples tellement assimilés, le territoire est tellement petit, qu'il est impossible d'accepter une situation où l'un s'impose militairement à l'autre. Je m'oppose vivement aux évictions et au fait d'expulser les gens. C'est ce qui nous est arrivé. Je pense, cependant, que les implantations doivent être démantelées et que les populations doivent non seulement se côtoyer en voisins, mais trouver un mode de coexistence, et former un État essentiellement homogène ayant pour nom historique la Palestine, qu'il soit palestinien ou israélien. Leurs économies et leurs histoires sont tellement entremêlées que je persiste à penser qu'un État binational est à long terme la seule solution.

Je suppose que dans l'intervalle, en guise de

transition, il serait nécessaire d'établir deux États, tous deux délivrés de l'occupation militaire. Grâce à cette liberté, l'État palestinien pourrait alors mener des politiques qui l'uniraient non seulement à Israël mais à la Jordanie, au Liban, et aux autres pays constitutifs de cette partie du monde densément peuplée et potentiellement intégrée. Le fait est que la division, la séparation n'ont pas fonctionné. Ce système a toujours impliqué que l'un des côtés se trouve défavorisé alors que l'autre, perçu comme l'étranger, était le plus puissant. Cela complexifie les situations. Depuis les années quarante, moment où Israël fut créé et où la plupart des États arabes acquièrent leur indépendance, les problèmes se sont multipliés. Ils n'ont pas disparu. La cohabitation derrière des barbelés, dans la méfiance et la brutalité, la violence d'État comme celle que pratique Israël, et comme celle, par exemple, sur laquelle ont misé les régimes syrien et irakien, ne pourront jamais produire la stabilité ni la coexistence pacifique auxquelles tout le monde aspire.

Je pense toujours qu'un État binational est la meilleure solution, et qu'elle adviendra. Mais il faudra, hélas, encore bien du temps pour que certaines de ces redoutables plaies du passé se cautérisent.

Comment vous portez-vous ?

Ça va. J'ai une maladie chronique qui est incurable mais qui peut être tenue à distance. Je

dois subir un traitement régulier. Avec l'âge on finit par perdre, mais le but, c'est de durer le plus longtemps possible.

À propos de votre santé, la situation est plutôt comique : vous êtes soigné dans un hôpital juif de Long Island par un éminent docteur indien secondé par des infirmières irlandaises.

Et par un assistant indien d'Amérique. Et je suis, moi-même, un patient palestinien. Je me sens privilégié. Ayant été en traitement pendant sept à huit ans, je me considère comme le plus ancien pensionnaire actif de cet établissement particulier. Ils sont très bons avec moi et j'apprécie de m'en remettre à eux. Je n'aime pas être ici. Ô combien j'aimerais ne pas y être ! Mais s'il faut en passer par là, c'est le meilleur endroit.

Contrairement au titre de vos Mémoires, À contre-voie, vous vous y sentez tout de même un peu à l'aise ?

Non, je ne m'y sens toujours pas à ma place, mais il y a des nuances dans ce sentiment, et comparée aux autres contradictions de la vie à New York, celle-ci est tout à fait tolérable.

Quels sont les livres que vous préparez ?

J'ai une longue série d'essais intitulée *Reflections on Exile*, qui va bientôt paraître, publiée par

Harvard. J'ai aussi un livre d'entretiens intitulé *Culture, Politics, and Power*, qui sort chez Pantheon l'automne prochain. Puis deux petits livres, l'un sur l'opéra, l'autre sur l'humanisme. Tous deux sont tirés de conférences. Celui sur l'opéra vient de celles que j'ai données à Cambridge, et celui sur l'humanisme de celles que j'ai données à Columbia.

Trouvez-vous le temps de vous consacrer à la musique ?

Je prépare un livre d'entretiens avec mon ami, le pianiste et chef d'orchestre Daniel Barenboïm³⁸. Il sera achevé pour la fin de cette année. Aussi souvent qu'il m'est possible, je joue du piano et de la musique de chambre avec des amis.



3.

Ce qu'ils veulent, c'est me faire taire

Santa Fe, Nouveau-Mexique, 2 mai 2001

Depuis le début de l'Intifada d'Al-Aqsa, fin septembre 2000, un certain nombre d'événements sont intervenus, parmi lesquels l'élection d'Ariel Sharon comme Premier ministre d'Israël. Que pensez-vous de la situation actuelle, sur le terrain, en Palestine ?

La situation est au point mort. Je ne pense pas qu'il y ait de stratégie clairement définie, sauf, des deux côtés, un retour à des positions antérieures qui sont quasi élémentaires : pour les Palestiniens, il s'agit de demeurer sur leurs terres et de résister au

mieux de leurs capacités ; pour les Israéliens, il s'agit de les en chasser. C'est la politique de Sharon. Elle repose sur ce qu'ils appellent l'« astreinte », qui est en réalité l'usage d'une force disproportionnée, puisqu'ils opposent des hélicoptères de combat, des missiles et des tanks à une population civile essentiellement désarmée et sans défense, et ceci sur la base d'un rapport de force totalement inégal, chose qui est souvent occultée par les médias. Il ne s'agit pas d'un combat entre deux États. C'est un combat dans lequel un État, à la tête d'une armée essentiellement coloniale, attaque une population colonisée et dépourvue d'État en utilisant toutes les formes de répression collective. Politiquement, il n'y a aucune avancée réelle. Ce que veulent les Israéliens, c'est le statu quo sans les Palestiniens, et ce que veulent les Palestiniens, officiellement, c'est au moins la reprise des négociations là où elles en sont restées au départ de Clinton. Mais le peuple, lui, ce qu'il veut, c'est la fin de l'occupation israélienne.

Les Palestiniens se sont-ils mieux débrouillés pour faire entendre leur cause, la faire connaître à l'extérieur ?

Je ne le pense pas, simplement parce que le poids du pouvoir israélien est tel que les Palestiniens n'ont aucune chance d'y parvenir. Ils ne sont pas organisés. Ils ont bien quelques sites Internet, que l'on peut consulter si l'on veut se mettre au courant des derniers événements. Mais si l'on cherche une

analyse de fond et des cartes montrant que le véritable enjeu est une occupation militaire et coloniale confrontée à une volonté de libération, c'est plus difficile. Les principaux journaux font sans cesse référence à la « violence palestinienne », laquelle apparaît ainsi comme gratuite et dirigée contre les Juifs. L'effort massif de la propagande israélienne, qui s'est offert aux États-Unis les services d'agences de presse, a conquis le Congrès américain tout entier et dispose d'immenses ressources financières, politiques et autres, bloquant toute initiative de la part de l'ONU pour protéger les civils palestiniens de l'assaut des militaires israéliens¹. D'où une situation très malsaine, dans laquelle des Palestiniens trouvent la mort. On compte actuellement plus de 400 morts, près de 14 000 blessés graves, et il y a très peu d'espoir sur le terrain politique². C'est une situation tragique, absolument inadmissible.

L'Intifada d'Al-Aqsa est à présent complètement reléguée aux dernières pages des journaux. Aujourd'hui, par exemple, on trouve un petit article en page 4 de l'Albuquerque Journal, une brève en page 11 du New York Times³, et rien du tout dans le journal local de Santa Fe, The New Mexican. Sauf en cas d'atrocités ou d'affrontements majeurs, l'information se contente de ronronner.

Mon impression est que cela correspond tout à fait au sentiment du peuple israélien, à savoir que les

Arabes sont une menace et que leur présence est indésirable. Pour la plupart des Israéliens de Tel-Aviv, Haïfa ou Herzliya, la vie quotidienne se poursuit sans heurt. Ils sont complètement à l'écart des événements. Même les colons de Cisjordanie et de Gaza n'ont pas affaire aux Palestiniens. Ils en sont protégés, exactement comme les Blancs l'étaient des Noirs durant l'apartheid, par un jeu d'enclaves et de routes qui les contournaient afin de leur en éviter la vue. L'empiétement et l'encerclement sont incessants. Il y a, en outre, un étranglement économique à l'œuvre. Personne n'en témoigne, car cela ne peut se faire par les moyens habituels. Et puis les Israéliens veulent donner d'eux-mêmes une image de victime harcelée, comme pour perpétuer ce que Hitler a fait subir aux Juifs, propagande dénuée de tout scrupule et qui cherche à rejeter délibérément la faute sur les autres.

Dans le New York Times d'aujourd'hui, on trouve en pleine page un communiqué du Comité des Juifs américains qui expose les principales idées reçues concernant le conflit⁴. Comment les Palestiniens peuvent-ils se faire entendre face à une telle publicité ?

Ces communiqués sont redoutables, car ils sont fondamentalement mensongers et, en outre, éludent totalement le contexte. Ils citent des extraits de la presse égyptienne et syrienne, par exemple les choses qu'a pu dire un *mufti*, mais sans les relier à leur véritable contexte – celui-ci étant que les Pales-

teniens sont agressés par un État juif qui agit au nom du peuple juif. Il y a donc une relation de cause à effet : le ressentiment et la haine que les gens nourrissent dans le monde arabe et islamique à l'égard des Juifs ne découlent pas de l'antisémitisme classique européen, mais directement des actes barbares commis par Israël. Il n'y a pas d'autre mot pour les qualifier.

De plus, ce que ces communiqués ne montrent pas, c'est l'excessive violence du sentiment raciste chez les Juifs. Il y a quelques jours, le rabbin en chef du parti Shas, Ovadia Yossef, a déclaré que les Palestiniens devaient être exterminés : « Ce sont des serpents, il faut les tuer⁵. » Si vous parcouriez la presse israélienne, vous y trouveriez des sentiments bien pires envers les Arabes, les musulmans et les Palestiniens que dans cette stupide liste de citations hasardeuses, dont la plupart sont probablement fabriquées par le Comité des Juifs américains à l'intention du consommateur américain, qui, lui, ne sait pas. Les Américains n'ont aucune idée de ce que leur argent permet de financer. Car tout ceci est payé par les États-Unis. L'oppression des Palestiniens est financée par les 5 milliards de dollars qu'en tant que contribuables nous accordons à Israël sans aucune contrepartie, de même que nous lui permettons d'utiliser des armes défensives comme armes offensives.

Entre-temps, les Palestiniens n'ont malheureusement toujours pas compris que ce dont ils ont besoin, c'est une campagne d'information organisée,

chose qui, je pense, est possible. Il y a, dans la diaspora, une importante communauté palestinienne qui n'a pas été mobilisée. De même, de nombreuses ressources en Palestine et dans le monde arabe n'ont pas été exploitées. Nous en sommes encore au stade très primitif des luttes de pouvoir. Nous sommes toujours sous la coupe tyrannique et, selon moi, à l'heure actuelle, vaine, d'une Autorité palestinienne qui tient à contrôler l'information dans le but de garder le pouvoir et de revenir à des négociations dont personne ne veut plus. Il est évident que la plupart des Palestiniens ne veulent pas reprendre des négociations en vue d'un accord provisoire qui laisserait aux Israéliens le droit de poursuivre les implantations dans les territoires, implantations dont le nombre est monté en flèche sous Barak. La plupart des gens pensent que Barak était un homme bon et généreux qui a été battu à cause de son manque de fermeté envers les Palestiniens. En réalité, il était aussi brutal que Sharon. Le taux d'expansion des colonies de peuplement sous son gouvernement a été supérieur à celui relevé sous l'exercice des quatre ou cinq Premiers ministres précédents.

Ceci confirme donc la poursuite inlassable d'une politique d'oppression et de soumission des Palestiniens par des méthodes qui dépassent de loin tout ce qu'on a pu voir sous l'apartheid en Afrique du Sud. Ce point doit être souligné, et il ne l'a pas été parce que l'Autorité ainsi qu'une grande partie de l'élite palestinienne croient encore que la méthode

est d'attirer l'attention de l'administration américaine, ce qui est absurde. Rappelez-vous les propos de Colin Powell, lorsqu'il demandait aux Israéliens de se retirer de Gaza lors de leur fameuse incursion à la mi-avril : il accusait surtout les Palestiniens de les avoir provoqués. Comme toutes les administrations américaines, l'administration Bush est hostile aux aspirations palestiniennes. Aux États-Unis, nous devons donc nous concentrer sur les groupes d'électeurs qui nous sont favorables, dans les universités, les Églises, la communauté afro-américaine, la communauté latino-américaine, la population féminine. Nous les avons tout simplement oubliés.

D'où vient cet oubli ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu davantage de campagnes d'information ?

Cela s'explique probablement par l'effroyable sentiment de désespoir et d'encerclement. On n'évaluera jamais à sa juste mesure la pression que subissent les Palestiniens. Ils sont en train de se faire décimer par un ennemi impitoyable, et tout ce qu'ils ont pour se défendre contre les tanks, les missiles et les hélicoptères de combat, ce sont de jeunes hommes qui lancent des pierres. Telle est la réalité toute nue. Nous avons des dirigeants incapables de diriger, quelle qu'en soit la raison. D'abord parce que le leader est en prison. Arafat est claquemuré dans Ramallah depuis bon nombre de mois. En fait, les Israéliens l'ont enfermé dans une cage et ont jeté la clé⁶. Il ne peut plus se rendre à Gaza.

Une politique d'homicide extrajudiciaire est à l'œuvre, par laquelle les chefs sont abattus, et tous ceux qui occupent une position de pouvoir dans la communauté palestinienne se trouvent ainsi directement menacés d'assassinat par Israël. La majorité des habitants souffrent de terribles conditions économiques et parviennent à peine à nourrir leurs enfants. Il ne leur est plus possible de travailler. Le taux de chômage dépasse les 50 %⁷. Notre sentiment est que nous sommes isolés. Nous sommes encerclés. Après cent ans de lutte contre cet ennemi résolu, le monde ne nous prête plus aucune attention. Voilà la principale raison de cet oubli.

L'autre raison est l'ignorance. Les élites palestiniennes, intellectuelles et autres, croient encore à la possibilité d'influencer directement l'Amérique, qui est dans cette affaire l'acteur principal, Israël mis à part. Car rien de tout ceci ne pourrait se faire sans l'Amérique. On ignore tout à fait comment ce pays fonctionne et quels sont les points sensibles sur lesquels on peut agir. Chaque fois que l'on a pu exercer une pression sur l'un de ces points, cela a marché. Par exemple, au cours de l'année 2000, la lutte pour empêcher le fabricant de glaces Ben & Jerry de pomper son eau à partir des territoires occupés sur les hauteurs du Golan a réussi⁸. Exposé aux pressions et au boycott, Ben & Jerry a finalement abandonné. Ces stratégies fonctionnent réellement. Mais ce qu'il faut, c'est une nouvelle autorité dirigeante, une instance alternative d'intellectuels qui fasse de ce genre d'actions une priorité, sans se

laisser dissuader ni inquiéter par la réaction de la Ligue arabe, ou encore par l'attitude des Anglais ou des Allemands. Ce dont nous avons besoin, c'est concentrer notre attention sur les acteurs principaux. Le premier est Israël et le peuple israélien, dont nous devons nous occuper. Nous ne l'avons jamais fait. Le second est l'Amérique et le peuple américain, c'est-à-dire au moins les communautés qui, dans cet immense pays, seraient susceptibles de se joindre à nous pour lutter contre cette guerre interminable.

Jusqu'à quel point pensez-vous que les Arabes eux-mêmes ont été colonisés, particulièrement aux États-Unis ?

Aux États-Unis, les Arabes forment une communauté relativement récente. Ils sont arrivés il y a peu de temps et, pour la plupart, il s'agit de communautés non assimilées, politiquement rudimentaires, chez lesquelles la référence reste encore le pays d'origine. La communauté syrienne a son regard tourné vers la Syrie, l'égyptienne vers l'Égypte, et la libanaise vers le Liban. Bien des problèmes, ici, ressemblent à ceux qu'ils ont connus au Proche-Orient. Les Libanais ne se font pas confiance entre eux, reproduisant ainsi les sectarismes haineux qui ont cours dans leur pays. Ils ne fréquentent ni les Syriens ni les Palestiniens. Il y a donc cette difficulté. On ne peut pas parler d'une colonisation. Ces gens se trouvent dans un contexte qui leur est étranger, leur situation est incertaine, ils ne peuvent

agir comme des citoyens à part entière puisque, justement, ils mettent toute leur énergie à s'intégrer pour le devenir. C'est plutôt la génération suivante, celle de mes enfants, qui a, il me semble, une forte conscience politique. Et, lentement, elle met les choses en place. Mais cela prend du temps.

Les Juifs n'ont commencé à s'organiser qu'après 1967, grosso modo, et cela parce que Israël était victorieux et qu'il fallait en tirer profit. Nous, nous arrivons après d'énormes pertes militaires, politiques et territoriales. C'est un état de choses fort difficile à transformer. Nous avons, dans notre structure psychologique, un sentiment de défaite et d'échec à surmonter. C'est pourquoi il est important de tirer les enseignements d'une société plus vaste, comme celle des États-Unis, et des mouvements de libération du monde entier. Nous ne l'avons pas fait. Il y a beaucoup de bonne volonté, et beaucoup de gens sont prêts à nous soutenir.

Pensez-vous que la peur qui était présente dans votre génération l'est moins dans celle qui vous succède ?

C'est évident. Ils ont aussi, envers les entreprises de ma génération, beaucoup de mépris, ce qui peut se comprendre. Il n'y a qu'à voir le spectacle qu'offre l'actuel monde arabe. Le problème, c'est qu'à cause de ce mépris, et j'ai compris cela en travaillant avec les jeunes gens dans certaines des nouvelles organisations arabes, ils n'ont pu tirer de ma génération les

expériences, les connaissances et les réalisations que nous avons accumulées. Ces nouvelles organisations en sont à réinventer la roue, elles repartent de zéro. Elles reviennent en arrière pour faire des choses qui ont déjà été faites, qui n'ont nul besoin d'être refaites et sur lesquelles elles pourraient bâtir, au lieu de les ignorer et de les écarter avec dédain. C'est un problème de relais entre les générations que l'on doit résoudre. Je pense qu'il est en train de se dénouer.

Bien que notre nombre soit considérablement plus faible et que nous ne disposions pas des ressources de la communauté juive ou d'autres communautés ethniques de ce pays, il y a, parmi les jeunes gens, un formidable réservoir de compétences et de réalisations, je le constate à chacune de mes visites dans les universités du pays. Il y a de jeunes Arabes américains alliés à des Afro-Américains, des femmes, des Indiens, qui sont très évolués. Ce dont on a besoin désormais, c'est un dispositif qui leur permette d'œuvrer tous ensemble.

Vous venez de donner une conférence à Bellingham, à la Western Washington University. Comment vous a-t-on reçu ? Je vous pose la question car cette université diffère quelque peu de Berkeley, de Madison ou de Boulder.

Mon cours magistral portait sur l'humanisme et ne traitait pas de la Palestine. Mais plus tôt dans la journée j'ai conversé avec un groupe d'environ 50 ou 60 étudiants en anthropologie, littérature et

sciences politiques. J'y ai trouvé, je ne dirai pas une unanimité, mais une ouverture surprenante et, qui plus est, une approbation de la position palestinienne. Il n'y avait pas d'Arabes américains. La plupart des étudiants venaient du Nord-Ouest. Ils avaient une bonne intelligence de la situation palestinienne, du contexte politique au Moyen-Orient et de l'action du lobby sioniste dans ce pays. Le plus drôle, c'est que l'un de leurs professeurs, qui compte parmi les principaux de cette université, se trouve être un Juif américain qui n'est pas sioniste. Grâce à son enseignement et aux lectures qu'il dirige à partir de mes livres, de ceux de Noam Chomsky et d'autres auteurs, ces jeunes ont compris. C'est un exemple parfait.

Quelques semaines auparavant, j'étais à Princeton. Je donne beaucoup de conférences dans les universités. On y trouve une minorité sioniste d'extrême droite. Tous les autres sont très ouverts et compatissants. La semaine dernière, je donnais une conférence à Londres. Il devait y avoir plus de 2 000 personnes, beaucoup d'Arabes, mais aussi beaucoup d'Anglais. J'ai parlé également à l'École des études orientales et africaines. Il y avait des centaines d'étudiants originaires de tous les coins du tiers-monde. Ce qui m'a frappé, là encore, c'est l'incroyable ouverture d'esprit et la volonté de comprendre manifestées à l'égard de la cause palestinienne. Nous n'avons jamais songé à recueillir cela d'une manière concertée. Voilà bien ce que je trouve stupide de la part de l'autorité officielle d'Arafat !

Je fais donc de mon mieux pour qu'une part au moins de cette attention serve les Palestiniens. C'est à présent une question de survie. Mais je pense qu'il nous faut dépasser le stade de la survie et nous battre sur le terrain de la culture et de l'information. En Israël, il y a aussi des gens qui ne demandent qu'à nous écouter. Notre message doit pouvoir les convaincre que le sionisme ne leur a jamais rien apporté de bon. Nombre d'Israéliens commencent à réaliser que, en dépit de son énorme force militaire et de sa puissance économique et politique, Israël n'a jamais été aussi peu sûr. Il y a une raison à cela. Mais puisque le commandement israélien est incapable de leur fournir l'explication, c'est à nous de le faire. Si nous avons donc beaucoup de travail sur les bras, il est faisable, et il n'implique ni le suicide, ni des actes courageux mais en fin de compte inutiles, tels que lancer des pierres ou s'exposer aux repréailles des militaires israéliens.

Quel est, d'après vous, le rôle de l'ONU dans la résolution de la question palestinienne ?

L'infrastructure des Nations unies est absolument essentielle. Malheureusement, Arafat et l'OLP se sont passés de sa protection en participant aux pourparlers de Madrid. Ils n'ont évoqué les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU que pour la forme. Celles-ci interdisent l'annexion des territoires, l'expropriation de territoires supplémentaires, toutes choses qui se sont

produites durant le processus de paix d'Oslo. Ce que nous devons faire à présent, en tant que Palestiniens, c'est contraindre nos dirigeants à refuser toute autre négociation avec les Israéliens, à moins qu'à leur tour ceux-ci n'acceptent les principes des résolutions 242 et 338. Puisque les États-Unis ont opposé leur déplorable veto au Conseil de sécurité, il devrait y avoir une injonction de la part de l'Assemblée générale pour assurer la protection des civils palestiniens qui sont quotidiennement exposés aux tirs israéliens.

Du National Post canadien au Wall Street Journal, à Commentary et à la New Republic, vous servez de paratonnerre à la critique⁹. Comment réagissez-vous ?

Je ne réagis pas. C'est une perte de temps totale. Ces propagandistes sont animés d'une haine raciale pour les Palestiniens, les Arabes et les musulmans qui paraît irrémédiable. D'ailleurs, il ne s'agit pas des lecteurs de la *New Republic* ou du *National Post*, mais de leurs propriétaires. Des hommes fortunés – Martin Peretz, Conrad Black, Mort Zuckerman et tous les autres – qui ont des idées tordues et profitent de leurs journaux pour les imposer. Cela me flatte, je suppose, qu'ils me considèrent comme suffisamment important pour ne pas cesser de m'attaquer. En fait, cela suscite l'intérêt d'un plus grand nombre de gens pour mon travail et mes écrits. Voilà ma façon de réagir, produire davantage. Je pense

que ce qu'ils veulent, c'est me faire taire. À moins que je ne meure, cela n'arrivera pas.

Dans votre livre paru en 1978, L'Orientalisme, vous écriviez : « La vie d'un Palestinien arabe en Occident est démoralisante¹⁰. » Est-ce, selon vous, une situation qui est toujours d'actualité ?

Ce qui est démoralisant, c'est que la plupart des préjugés contre lesquels je luttai, les images déformées, les présupposés racistes concernant les Arabes et les musulmans, sont toujours présents. Évidemment, je n'étais pas assez vaniteux pour croire que mon livre renverserait le cours des choses. Mais ces idées sont chaque jour renforcées par les médias – que ce soit pour des raisons intrinsèques, par ignorance ou par paresse –, qui en perpétuent les images, et par ceux aussi dont les intentions sont différentes. Je vais vous en donner un parfait exemple. John Burns, qui a été durant des années le correspondant du *Times* pour le sous-continent indien, est venu me voir, il y a cinq ans, pour m'annoncer qu'en accord avec l'éditeur du *Times*, Joseph Lelyveld, il avait décidé de prendre une année sabbatique afin de se réorienter comme spécialiste de l'islam et des Arabes. Il a passé son année à Oxford et Cambridge. Je l'ai rencontré une fois lors d'une conférence que je donnais à Oxford. Il étudiait l'islam et les Arabes, disait-il, afin de pouvoir couvrir ces sujets d'un point de vue différent. Non plus sous l'angle du terrorisme et de la

violence, mais sous celui de la diversité des cultures, pour explorer les courants qui, dans ces sociétés, vont au-delà du terrorisme et de la violence. Il est revenu un an plus tard. Et quel a été le résultat ? Des reportages sur le terrorisme et la violence parmi les Arabes et à l'intérieur du monde islamique. Voilà donc, au sein des médias, ce qui est jugé recevable. Sur bien des points, c'est pire que par le passé.

Mais, d'un autre côté, il y a un peu partout à présent un contre-courant assez évident qui montre que cette tendance est combattue. Il y a d'autres médias, que vous représentez et qui sont assez répandus. Il y a une énorme quantité d'information disponible sur l'Internet, ainsi qu'une presse parallèle venant de divers pays comme l'Angleterre, la France et Israël. Au moins, de ce point de vue, mes livres peuvent être perçus dans un contexte plus large, ce qui est encourageant.

Une pression délibérée s'est exercée contre moi pour me décourager de prendre la parole et pour décourager les autres de venir m'écouter. Ils emploient des moyens très dissuasifs. Ils menacent. Ils obligent les gens à annuler les conférences. Ce n'est pas arrivé très souvent, mais c'est ce qu'ils tentent de faire. Ils ne vous affrontent jamais directement. C'est d'une grande lâcheté. Conrad Black, par exemple, a donné des ordres à ses auteurs en Angleterre afin qu'ils ne formulent jamais le moindre avis favorable aux Palestiniens et s'interdisent toute critique envers les Israéliens. Il a échoué. À cause des rumeurs qu'il a provoquées,

nombre d'auteurs, comme Ian Gilmour et d'autres, ont réagi sans qu'il ait pu les en empêcher¹¹. Ici, aux États-Unis, la situation est moins favorable, car Peretz a interdit que la moindre critique soit prononcée contre Israël dans la *New Republic*. Le *New York Times*, dans ses pages de commentaires éditoriaux, n'a permis aucune divergence de vues concernant la Palestine, excepté de rares fois depuis le commencement de l'Intifada. Quant au reste, c'est du William Safire, du Thomas Friedman et compagnie. Il nous faut donc regarder ailleurs, et là c'est moins démoralisant.

Noam Chomsky dit que vous êtes « dans une position ambivalente par rapport aux médias et à la culture dominante », car vos contributions en qualité de critique littéraire sont reconnues et estimées. Néanmoins, vous êtes « en butte à de constantes diffamations »¹².

Ma situation est très similaire à la sienne. C'est un linguiste éminent et réputé. On l'a célébré et honoré à ce titre. Mais il est également calomnié en tant qu'antisémite et adorateur de Hitler. Que ce soit contre lui ou moi, l'étendue des accusations atteint des proportions si démentes que cela en devient presque drôle. Mais elles sont insensées. Voyez ce qui m'est arrivé à cause de ce caillou que j'ai lancé au Sud-Liban¹³. La chose a été rapportée en dépit des 22 années d'occupation du Sud-Liban par les Israéliens, des quelque 17 000 personnes

tuées durant l'invasion du Liban en 1982, et des 8 000 personnes torturées dans la prison de Khiam, à un mile à peine de l'endroit où j'ai lancé ce caillou. Au bout d'un certain temps, on commence à se poser des questions : « Ces gens sont-ils fous ? » Ils sont tellement timbrés. Ils ressemblent à ces personnages de Molière, pleins d'« humeurs », comme on disait au XVII^e siècle, colériques, déraisonnables, tapant de leurs petits pieds rageurs. Cette attitude, du reste, se retourne contre eux de bien des manières. En tout cas, cela ne nous a pas arrêtés, ni Noam ni moi-même.

*Les répercussions de l'incident du caillou se prolongent. Vous aviez été invité par la Société freudienne de Vienne pour donner une conférence le 6 mai, mais l'invitation a été annulée*¹⁴.

C'est clairement dû à une pression extérieure. J'ai été invité par la Société freudienne à l'été 2000, bien après l'incident du caillou, rapporté dès le jour suivant dans *Ha'aretz* et à peine deux jours plus tard dans les médias américains. Nous étions au début de juillet. Mon invitation était prévue pour le milieu du mois d'août. J'ai accepté le 1^{er} septembre. Je leur ai donné le titre de la conférence. Ce n'est qu'à la mi-février que j'ai reçu cette lettre inattendue disant que la conférence était annulée. Pourquoi ? À cause, disait le monsieur, « de la situation politique au Moyen-Orient et de ses conséquences ». Par retour de courrier, je lui ai demandé

aussitôt de bien vouloir m'expliquer le lien qu'il y avait entre une conférence sur Freud à Vienne et «la situation politique au Moyen-Orient et ses conséquences». À ce jour, j'attends encore la réponse. Mais la conférence fut annulée.

Par la suite, j'ai appris ce qui s'était passé. Ils avaient une promesse de financement pour un projet d'exposition des documents de Freud à Tel-Aviv, et on leur avait fait savoir que s'ils voulaient exposer ces documents et toucher cette subvention, il leur faudrait annuler ma conférence. Ce qu'ils acceptèrent. Les sponsors se trouvaient en Israël et en Amérique. Il y eut de nombreuses protestations. Une douzaine de psychanalystes, parmi les plus éminents du monde, signèrent une lettre de protestation contre la Société freudienne, qui fut publiée dans la *London Review of Books*¹⁵. La presse autrichienne était unanimement hostile. Le malheureux intermédiaire de la Société freudienne à Vienne, un sociologue qui est à la tête de son comité, fut obligé de dire des choses stupides, comme : «Nous devons prendre en considération les sensibilités de la communauté juive autrichienne, l'émergence de Jörg Haider, et la mémoire de l'Holocauste», sans jamais faire le moindre lien entre tout cela et moi-même ou ma conférence. Je crois avoir eu le dernier mot en rappelant que Freud avait été chassé de Vienne par les nazis à la fin des années trente et que, en tant que Palestinien, on m'interdisait de parler à Vienne essentiellement à cause de la même mentalité, une ou deux générations plus tard¹⁶.

Le résultat fut que l'Institut du musée de Freud à Londres me fit aussitôt parvenir une invitation pour que je prononce la conférence que j'aurais dû prononcer à Vienne, à la date de mon choix. Je ne pouvais choisir le 6 mai, anniversaire de Freud, à cause d'autres engagements, mais je me suis réservé la fin de décembre. Quatre autres institutions à Vienne, parmi lesquelles l'université, l'Institut des sciences humaines et celui du Moyen-Orient, m'ont invité à m'exprimer, ce que je ferai en novembre, malgré la capitulation puérile et stupide du musée Freud face à la pression extérieure.

Robert Fisk, le correspondant de The Independent pour le Moyen-Orient, constate que « le niveau d'abus et de menaces ouvertes auquel s'expose à présent quiconque – universitaire, analyste, journaliste – ose critiquer Israël atteindra bientôt des proportions dignes de l'ère maccarthyste [...]. L'ignorance à l'égard du Moyen-Orient est à présent une norme à laquelle on adhère si fermement aux États-Unis qu'il n'y a plus que de rares et modestes journaux capables de rapporter autre chose que le point de vue d'Israël¹⁷ ».

J'ai fait ma propre enquête sur les principaux journaux des grandes villes, dont Los Angeles, New York, Chicago, Atlanta et Boston. La totalité de leurs reportages, sans exception, viennent d'Israël, c'est-à-dire de reporters stationnés à Tel-Aviv ou à Jérusalem, ville qui, depuis son annexion, appartient

à Israël, et ils ont très peu de correspondants dans le monde arabe donnant le point de vue palestinien. En outre, ce qu'ils écrivent est renvoyé au siège, dans les rédactions de départ, et les histoires sont remaniées afin que toutes reflètent la même tendance, la même ligne. La formule consacrée, c'est la violence palestinienne et l'insécurité israélienne. Voilà le thème de la totalité des reportages qui relatent des incidents au cours desquels des centaines de Palestiniens ont été tués, des milliers mutilés et blessés, et qui ignorent les comptes rendus d'Amnesty, de la Ligue des droits de l'homme, des comités des Nations unies et du Haut-Commissariat aux réfugiés.

Concernant ce qui se passe, je pourrais vous fournir des centaines de documents aisément vérifiables. Rien n'apparaît dans les principaux journaux, encore moins à la télévision. Même les médias ou les programmes plus prétendument vertueux, comme la *NewsHour* sur PBS, ou la National Public Radio, se conforment à une ligne identique, et cela, m'ont-ils expliqué lorsque j'enquêtais, surtout à cause des campagnes de lettres ou de courriers électroniques qui inondent les journaux ou les régies de diffusion, campagnes de plaintes évidemment orchestrées par des comités sionistes ou des équipes de relations publiques, quels qu'ils soient, conçues afin que les informations restent focalisées sur Israël et ses malheurs. Il existe bien quelques personnes intrépides qui écrivent dans l'*Orlando Sentinel*, le *Seattle Post-Intelligencer*, *Z Magazine*, le *Des Moines Register*, le *Hartford*

Courant; on les trouve çà et là, mais ils sont isolés et peu nombreux, et ils ne touchent pas le lectorat des principaux journaux et magazines.

Pour les médias des États-Unis, le terrorisme est un point de mire permanent. Le département d'État vient de publier son rapport annuel contenant la litanie des États terroristes, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Iran, l'Irak, la Libye, le Soudan et la Syrie, tous pays à majorité musulmane. Au moment de sortir le rapport, Colin Powell déclarait : « Le terrorisme est un mal persistant¹⁸. » Quelle est la fonction géopolitique de cette focalisation sur le terrorisme ?

En premier lieu, cette poursuite acharnée du terrorisme est à mon avis presque criminelle. Elle permet aux États-Unis de faire ce qu'ils veulent n'importe où dans le monde. Prenez, par exemple, le bombardement du Soudan en 1998. Il fut décidé à cause des problèmes de Bill Clinton avec Monica Lewinsky. La raison invoquée était qu'ils bombardaient une usine prétendument terroriste. Celle-ci se révéla être une usine pharmaceutique produisant la moitié des réserves de médicaments du pays, lequel fut, quelques semaines plus tard, victime d'une épidémie¹⁹. Des centaines de personnes moururent à la suite de l'épidémie et de la pénurie de médicaments due au bombardement délibéré des États-Unis.

Le terrorisme est devenu une sorte de paravent créé depuis la fin de la guerre froide par les responsables politiques de Washington et par tout un

groupe de gens comme Samuel Huntington et Steven Emerson qui, ce faisant, assurent leur gain. Il est conçu pour maintenir la peur et le sentiment d'insécurité dans la population, et pour justifier globalement les intentions des États-Unis. Toute menace visant leurs intérêts, que ce soit le pétrole du Moyen-Orient ou leurs positions géostratégiques ailleurs dans le monde, est aussitôt qualifiée de terroriste. C'est exactement ce qu'ont fait les Israéliens, à partir du milieu des années soixante-dix, vis-à-vis de la résistance palestinienne à leur politique. Il est fort intéressant de noter que l'origine de toute l'histoire du terrorisme remonte aux politiques impérialistes. Les Français ont désigné par « terrorisme » tout ce que faisaient les Algériens pour résister à leur occupation, qui débuta en 1830 et ne s'acheva qu'en 1962. Les Anglais employèrent le terme en Birmanie et, en Malaisie, ce fut la même idée. Est terroriste tout ce qui vient s'opposer à ce que « nous » voulons faire.

Étant donné que les États-Unis sont la superpuissance du globe, qu'ils possèdent ou prétendent posséder des intérêts dans le monde entier, de la Chine à l'Europe en passant par le sud de l'Afrique, l'Amérique latine et toute l'Amérique du Nord, le terrorisme devient un instrument efficace pour perpétuer cette hégémonie. Même la résistance à la globalisation est à présent considérée comme terroriste. Cette corrélation est à souligner. J'observe d'ailleurs qu'Arundhati Roy a fait, elle aussi, le rapprochement, et que les mouvements de résis-

tance populaire contre la privation, le chômage, la perte des ressources naturelles sont tous qualifiés de terroristes²⁰.

Quelques groupes, comme celui de Ben Laden et les gens qu'il commande, que ce soit en Arabie Saoudite, au Yémen ou ailleurs, tirent directement profit de ce cercle vicieux. Leur importance est amplifiée et exagérée dans des proportions insensées, qui n'ont rien à voir avec le réel pouvoir et la réelle menace qu'ils représentent. Cette focalisation a pour fonction de masquer les immenses dommages commis par les États-Unis, qu'ils soient militaires, écologiques ou économiques, à une échelle mondiale qui éclipse de loin tout ce que peut faire le terrorisme.

En dernier lieu, il se dit très peu de chose sur le terrorisme qui se produit chez nous, celui des milices, des groupes armés de ce pays, des Timothy McVeigh. Je me souviens très précisément qu'à la suite de l'explosion du bâtiment fédéral d'Oklahoma City mon bureau a été submergé d'appels téléphoniques parce que – ce doit être Steven Emerson, aussitôt désigné comme expert en terrorisme, qui fut le premier à le dire – « ceci portait toutes les marques du terrorisme sévissant au Moyen-Orient²¹ ». Ils ont instantanément contacté mon bureau. À l'époque je me trouvais au Canada. Au moins une trentaine de personnes appartenant aux médias m'avaient appelé. Étant donné que je suis originaire du Moyen-Orient, ils présumaient que j'étais renseigné sur le terrorisme et possédais

donc des lumières sur l'attentat à la bombe d'Okla-homa. Aux États-Unis, ce cycle d'enchaînements est profondément nuisible aux individus d'origine arabe et musulmane. Le résultat est que, durant la campagne électorale de 2000, tout ce qui touchait à l'islam ou aux musulmans a servi d'arme pour discréditer les adversaires. Hillary Clinton a renvoyé une contribution de 50 000 dollars venant de l'Alliance musulmane, qui est un groupe très conformiste et politiquement très neutre, parce que, disait-elle, elle empestait le terrorisme²². Ce genre d'étiquette peut s'assimiler à des profils raciaux et viser non seulement les Afro-Américains et les Latinos, mais également les Américains musulmans.

Les sanctions appliquées à l'encontre de l'Irak par les États-Unis et la Grande-Bretagne sont clairement en train de s'effriter. Quelle en est la cause ?

Elles ont échoué. Dans un premier temps, le but des sanctions était de faire tomber Saddam Hussein. Il est devenu plus fort. Secundo, la population civile irakienne a subi de graves atteintes, des atteintes génocidaires, à cause du Royaume-Uni et des États-Unis. Soixante mille enfants meurent chaque jour depuis l'application des sanctions²³. Un nombre incalculable d'autres enfants, non répertoriés, souffrent de cancers et d'autres maladies génétiquement transmissibles, ceci sans mentionner l'appauvrissement de la population tout entière. Deux émissaires de l'ONU affiliés au programme

«Pétrole contre nourriture» ont démissionné à cause de l'inhumanité des sanctions²⁴.

Tertio, contrairement à ce que s'imaginent les responsables politiques américains, l'Irak n'est pas au milieu du néant. Avec l'Égypte, c'est un des principaux pays arabes. Historiquement, son économie a toujours été liée à celle de ses voisins, particulièrement la Jordanie. Ainsi, les Jordaniens sont à présent approvisionnés en pétrole par l'Irak à un prix de 50 % inférieur, et le commerce continue. Il y a d'autres sortes de liens organiques entre l'Irak et ses voisins, y compris certains pays du Golfe. Il est donc impossible que les sanctions puissent se maintenir telles qu'elles ont été envisagées.

Résultat, nous avons Colin Powell qui parcourt le Moyen-Orient en février, préconisant ce qu'il appelle des «sanctions intelligentes», appellation qui m'a frappé comme franchement inappropriée, et comme une illusion de plus pour suggérer que les États-Unis sont en fait capables de forcer les gens à se ranger à leurs côtés en reniant leurs propres intérêts²⁵. Cela n'arrivera pas. Toute l'affaire relève d'une politique totalement vaine et désastreuse. Quelle ironie ! La puissance, la richesse et la distance des États-Unis sont telles que la plupart des gens ne se rendent pas compte des dégâts causés en leur nom ni, ce qui est pire, de la haine qui s'est accumulée contre eux dans tout le Moyen-Orient et le monde islamique. Tout ceci à seule fin de garantir et de perpétuer l'emprise d'une minuscule minorité dont les intérêts sont liés à cette politique ridicule et inhumaine.

La Turquie est l'un des pays qui ont enfreint les sanctions. Elle a, de fait, autorisé des vols pour Bagdad. Sa situation est celle d'un État qui sert de base principale à l'aviation américaine bombardant l'Irak, mais qui a aussi envahi un certain nombre de fois le nord de l'Irak en poursuivant les combattants de la résistance kurde.

Une guerre contre les Kurdes à laquelle les États-Unis contribuent, à un tel point qu'en comparaison ce qui est arrivé aux Albanais du Kosovo ressemble à une partie de plaisir. Il ne faut pas oublier que la Turquie est une très proche alliée d'Israël. Les deux pays participent à des manœuvres militaires communes. Il y a une alliance militaire avec les États-Unis et Israël, et cependant, parce que les intérêts commerciaux et régionaux outrepassent les intérêts stratégiques, la Turquie négocie et obtient actuellement du pétrole de l'Irak, qui est le deuxième principal fournisseur de pétrole de la région. Il n'est pas non plus complètement inconcevable qu'à présent l'Irak négocie avec le Pakistan.

Pensez-vous que l'alliance militaire et économique entre Israël et la Turquie fasse partie d'un vaste plan d'encercllement des Arabes ?

Non, car l'Égypte est impliquée. Ce n'est pas pour encercler les Arabes, mais pour encercler certains États considérés comme intraitables, tels que la Syrie, l'Irak et l'Iran. Ce n'est pas dirigé contre les

Arabes, mais plutôt contre ces États que l'on juge trop anti-israéliens ou trop partisans de la cause palestinienne. Mais c'est une stratégie idiote et irrationnelle car, en fin de compte, bien qu'en Égypte l'armée soit l'employeur le plus important et soit évidemment asservie à la volonté des dirigeants, cette politique profondément impopulaire ne pourra jamais durer. C'est comme Syngman Rhee en Corée du Sud, ou Nguyễn Cao Kỳ et Nguyễn Văn Thiệu au Vietnam. Les responsables politiques américains ne tirent jamais aucune leçon. Ils répètent les mêmes erreurs avec le même coût humain, économique et politique. Ils continueront à le faire, car leur éducation et leur point de vue, transmis de génération en génération, restent les mêmes.

Dans une interview récente accordée à la presse turque, Shimon Pérès, lauréat du prix Nobel et actuel ministre israélien des Affaires étrangères, a nié le génocide arménien²⁶.

Là aussi, les politiques turque et israélienne sont très semblables. Les deux pays ont intérêt à occulter les actes, connus et reconnus, qui ont été perpétrés par le gouvernement turc contre les Arméniens au début du xx^e siècle. Voici un exemple. En 1983, il existait un programme de la radio gouvernementale israélienne qui tentait d'expliquer ce qui était arrivé aux Arméniens²⁷. Il fut interdit de diffusion simplement parce qu'il employait les termes «holocauste» et «génocide», lesquels, en Israël, sont exclusive-

ment réservés à ce qui est arrivé aux Juifs. Les paroles que Pérès a prononcées perpétuent ce genre d'attitude, stupidement, au lieu de tendre à élargir la conscience et l'intelligence de ce qui peut arriver à tous les peuples, qu'ils soient rwandais, arméniens ou bosniaques, partout dans le monde où ces choses horribles ont eu lieu et où les êtres humains ont intérêt à ce qu'elles ne se reproduisent plus. Ils veulent donc organiser la mémoire de telle façon qu'elle se focalise exclusivement sur certains groupes au détriment d'autres qui, pourtant, ont souffert des mêmes calamités historiques.

Norman Finkelstein a sorti récemment un livre intitulé L'Industrie de l'Holocauste²⁸. Que pensez-vous de sa thèse selon laquelle il y aurait une forme de récupération de l'Holocauste?

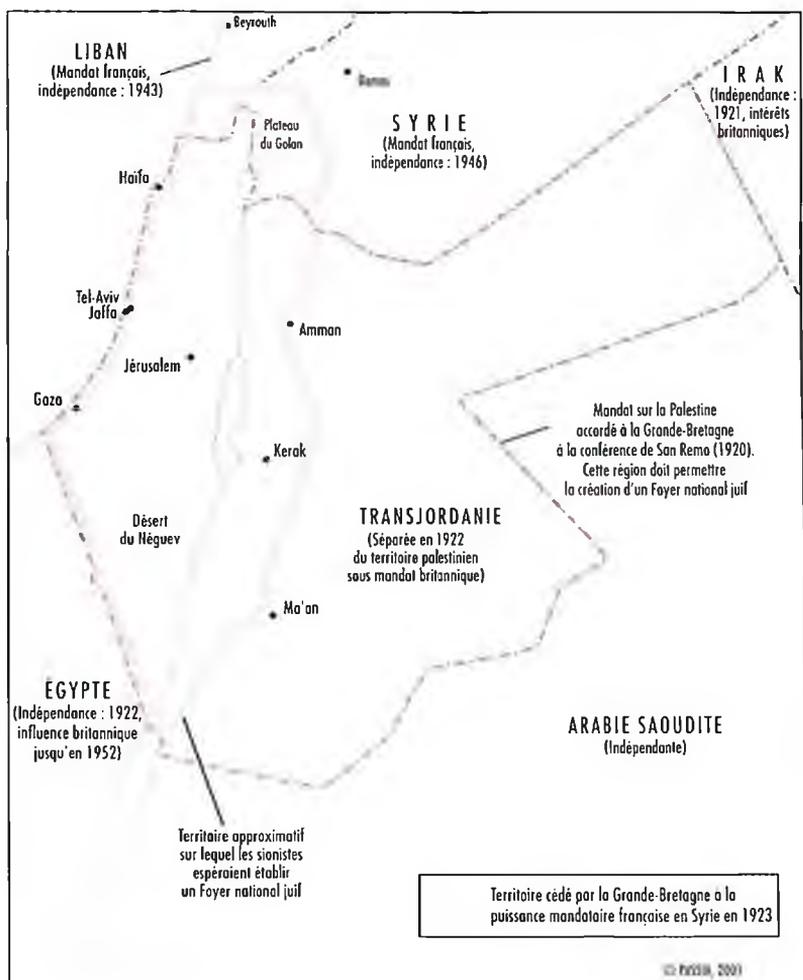
Je pense qu'il a raison sur bien des points. Il y a, ici aux États-Unis, une volonté évidente de faire de l'Holocauste une sorte de religion séculière, digne d'un sujet de thèse, et de se l'approprier, comme si les Juifs avaient le monopole de cette expérience. Il faudrait plutôt le considérer comme faisant partie d'un phénomène beaucoup plus vaste, comprenant l'holocauste des Indiens qui a eu lieu ici même, aux États-Unis. On devrait y inclure le labeur et les terribles épreuves des millions d'Africains qui furent amenés ici pour endurer l'esclavage et la captivité. La récupération de l'Holocauste a été correctement identifiée par Finkelstein comme se rapprochant

d'avantage d'une affirmation de pouvoir que de celle d'une vérité historique. C'est une propension désagréable qui a très peu à voir avec les souffrances réelles des victimes de l'Holocauste elles-mêmes, qu'elles les aient subies en Allemagne ou en Pologne, et qui toutes méritent d'être étudiées, mais pas dans les limites étroites que l'on rencontre actuellement dans les universités américaines et ailleurs. On devrait les considérer comme s'insérant dans une étude plus large de l'humaine inhumanité.

Vous avez souvent pris la parole en faveur du droit au retour. Les Palestiniens progressent-ils dans leur combat pour faire reconnaître ce droit ?

De plus en plus de gens sont conscients qu'il existe un droit au retour. Je ne veux pas dire seulement en Palestine. Le droit au retour, c'est l'article 2 de la Charte des Nations unies, inscrit au cœur de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de tous les protocoles internationaux. Il dit que les peuples ne peuvent être chassés de leur pays ou même choisir de le quitter sans avoir aussi le droit d'y revenir. C'est le principe dans son acception la plus large. Quant au cas particulier des Palestiniens, c'est un élément politique qui mérite d'être mis en avant et qui l'est de plus en plus. Les accords d'Oslo n'en ont pas tenu compte. Les Palestiniens constituent actuellement la plus grande population existante de réfugiés privés de droits civiques et vivant dans des camps, et ce depuis la Seconde Guerre mondiale.

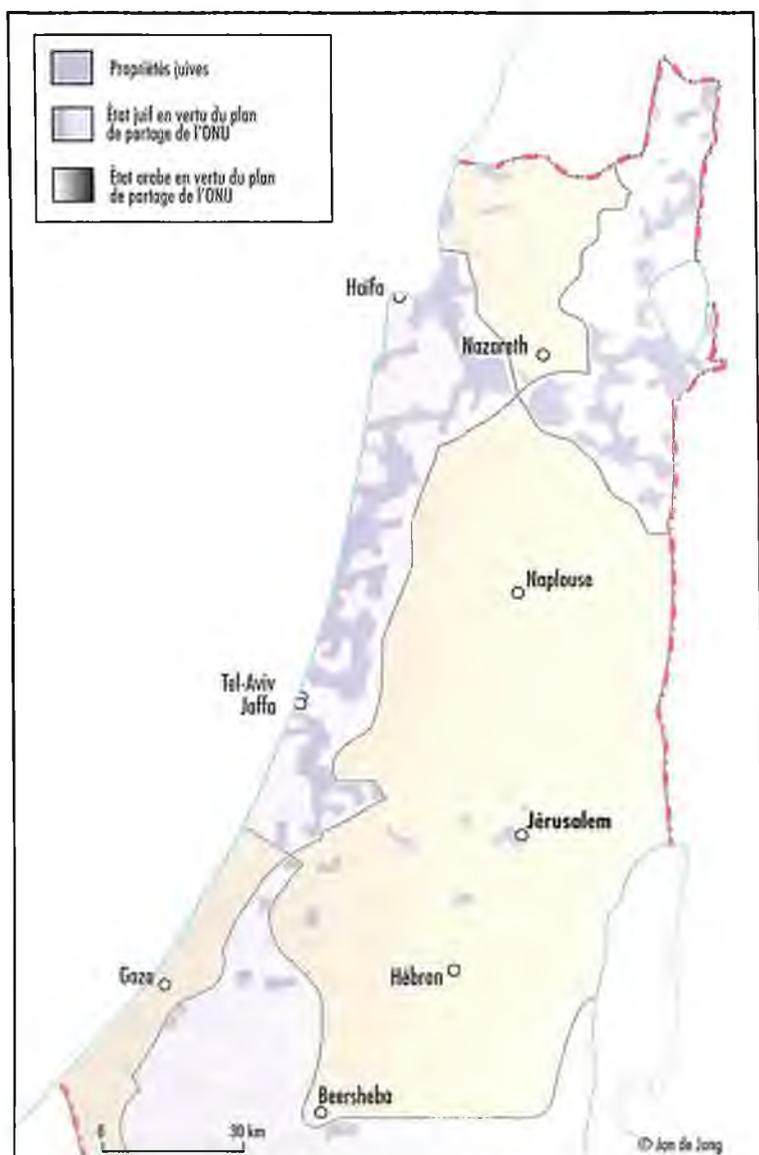
Mandat britannique 1928-1948



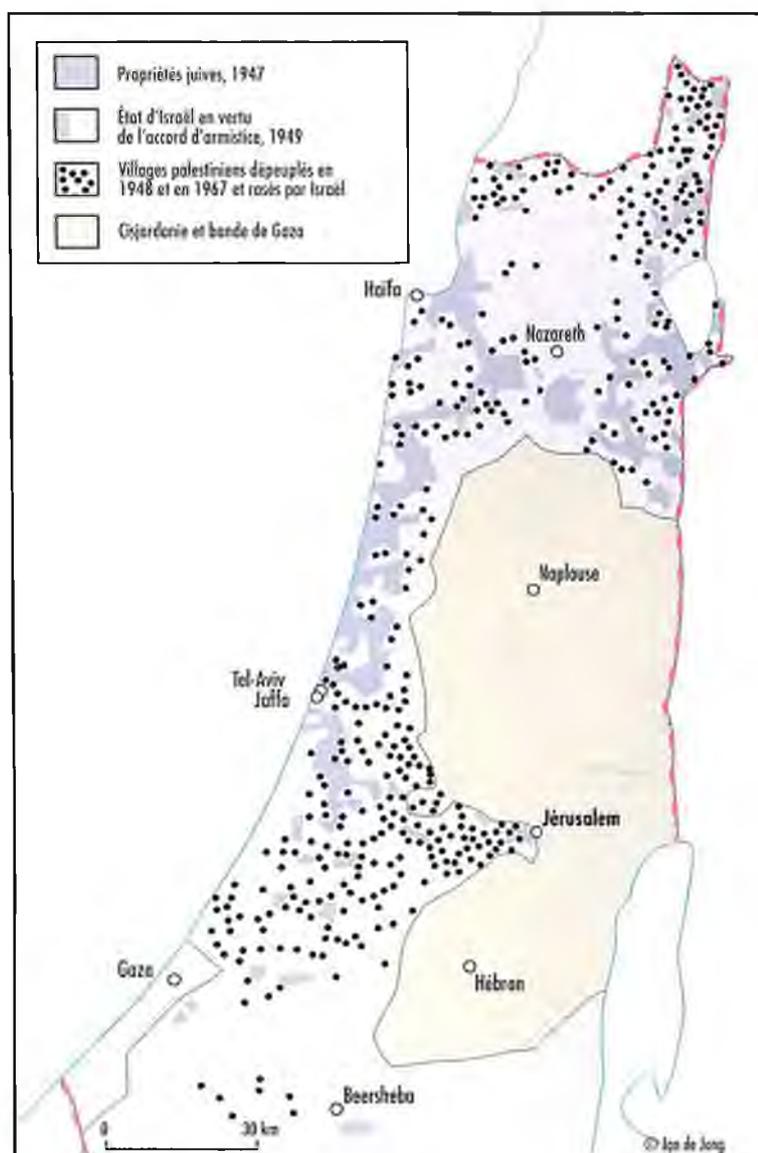
Source des cartes : Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs (PASSIA). *The Palestine Question in Maps : 1878-2000* (Jérusalem, PASSIA, 2002).

Cartes également disponibles à l'adresse : www.passia.org.

Possession des terres 1947



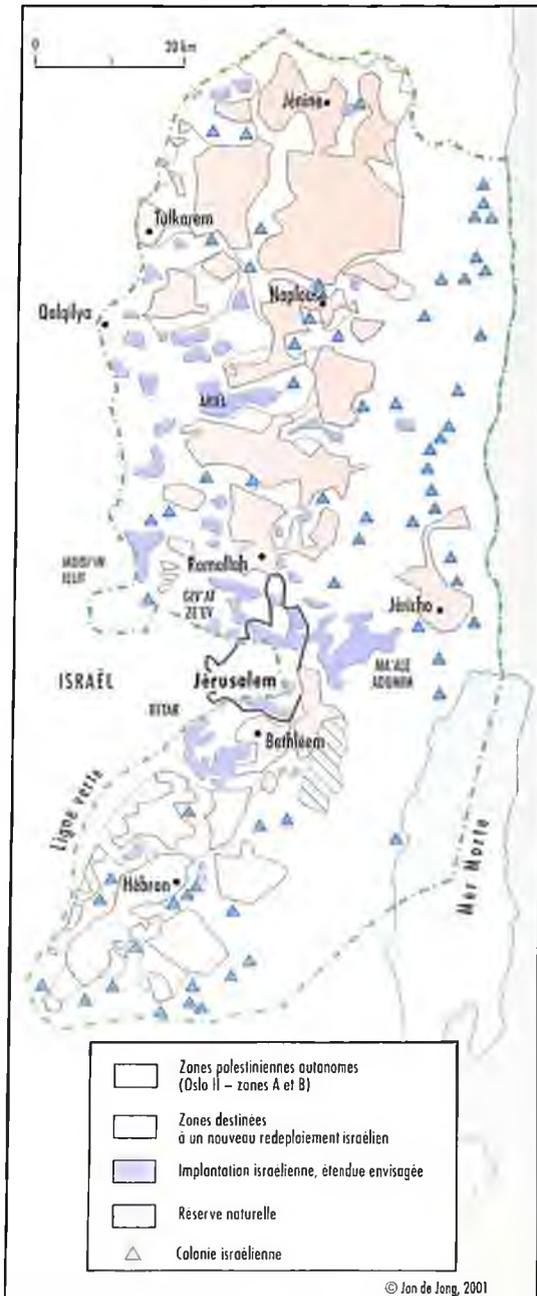
Villages palestiniens dépeuplés



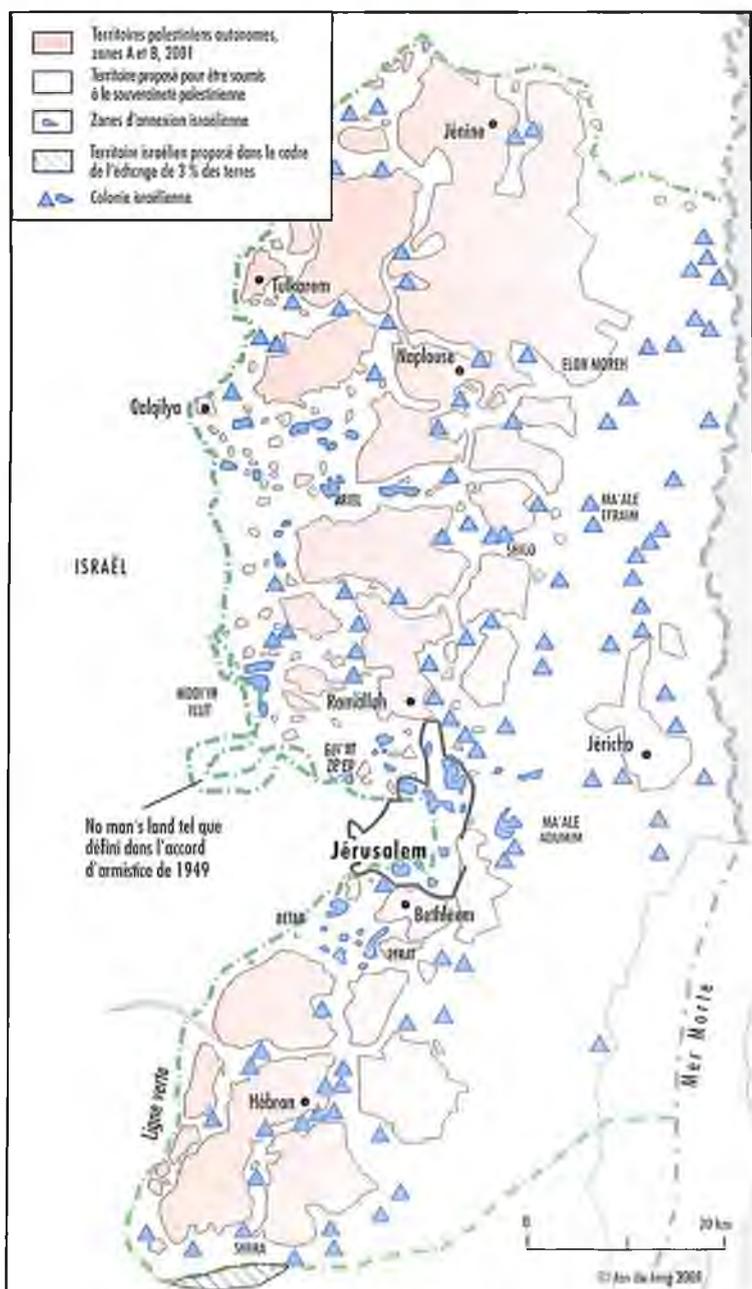
Oslo II 1995



Wye Plantation 1998



Taba (I)



Taba (II)

Zones d'annexion

41 implantations

65 % des colons

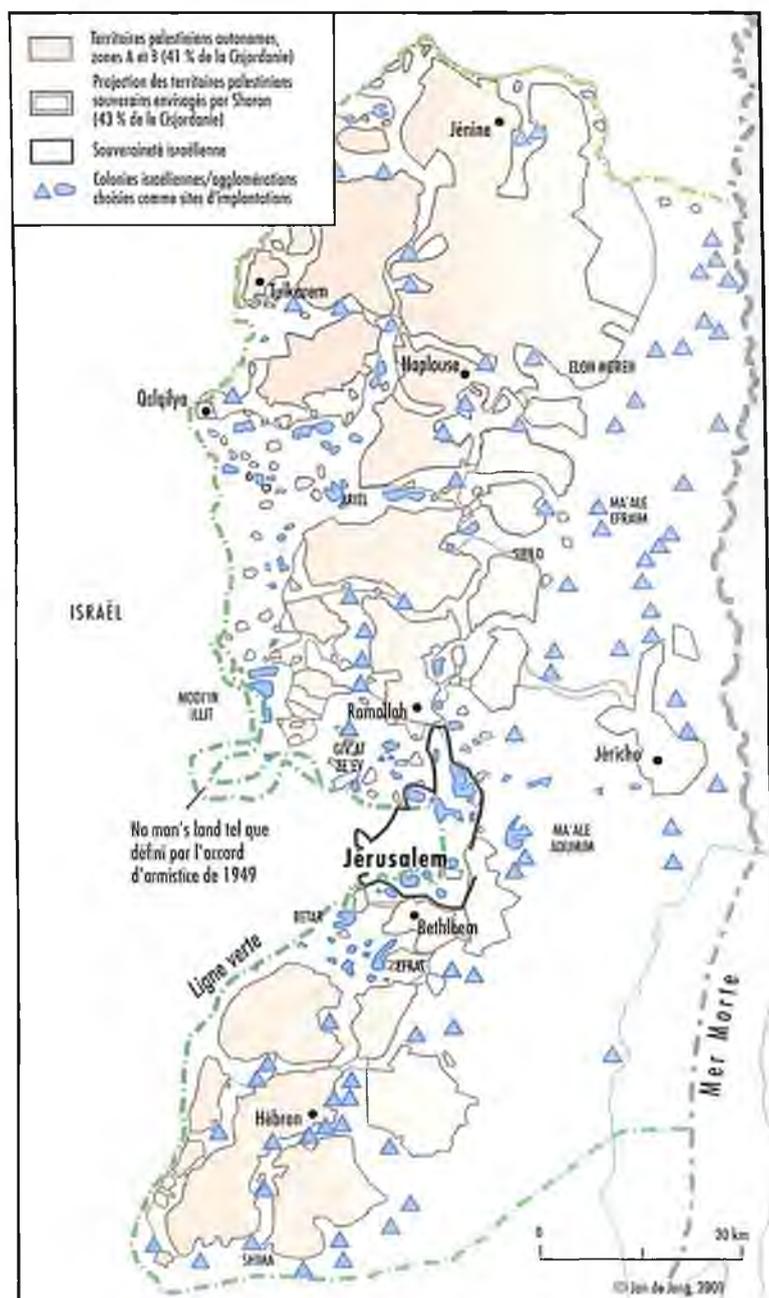


Division de la Cisjordanie
avec nombre d'implantations israéliennes
et pourcentage de colons,
à l'exclusion de Jérusalem-Est

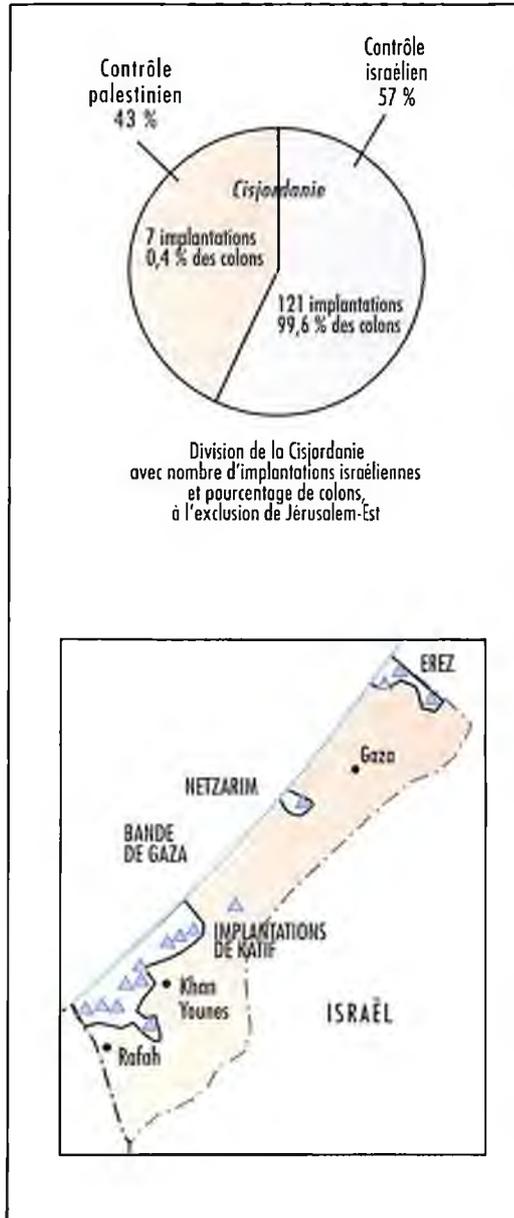
Comparaison historique



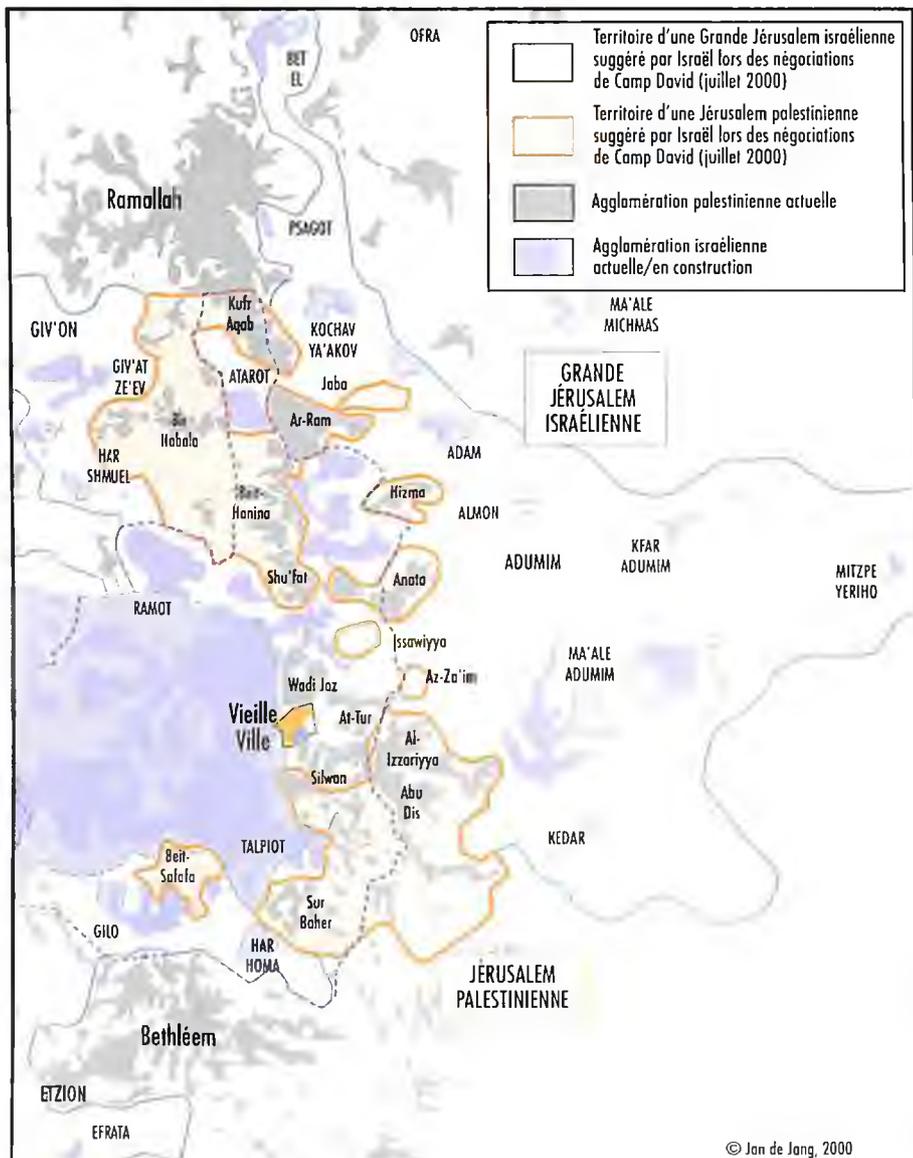
Plan Sharon 2001 (I)



Plan Sharon 2001 (II)



Jérusalem selon les accords de Camp David



Le droit au retour peut aussi servir à attirer l'attention sur la situation critique des Palestiniens dans les pays arabes, tels que le Liban, la Syrie et d'autres, où les droits de naturalisation, de résidence, de travail et de circulation leur sont refusés. Ce n'est donc pas seulement en Israël, bien qu'Israël soit le principal responsable, mais aussi ailleurs dans le monde arabe en général que les Palestiniens sont traités de façon humiliante. J'incline à penser que ceci fait partie d'un problème plus large, celui du droit d'entrée des immigrants dans d'autres pays lorsqu'ils ont été chassés du leur. S'ils ne peuvent y retourner pour des raisons politiques et physiques, le droit de résidence devrait alors leur être accordé où qu'ils se trouvent.

C'est un phénomène mondial qui m'intéresse profondément. Nous vivons en des temps de migrations, de déplacements et de résidences forcées qui ont littéralement submergé le globe. Il en est résulté, non seulement en Israël, mais aux États-Unis et en Grande-Bretagne, une série de lois d'immigration fort réactionnaires motivées par un certain mythe de pureté. Des pays comme l'Italie, la Suède, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont revendiqué le droit de rejeter ces peuples mineurs, venant pour la plupart d'Afrique et d'Asie. Qu'il s'agisse d'interdire aux gens de retrouver leurs terres en Palestine, ou de leur interdire de se réinstaller dans des pays comme le Liban, les États-Unis ou la Suède sous prétexte qu'ils sont étrangers et appartiennent à une autre culture, le principe est le

même. Les concepts d'étranger, d'immigré et d'autochtone doivent être entièrement repensés de manière à englober le sort de ceux dont les ancêtres ont été exterminés, et de ceux qui, venus en tant qu'immigrés, n'ont d'autre choix que de coloniser des pays comme Israël et les États-Unis. C'est un vaste phénomène qu'il est urgent de reconsidérer selon des modes que le mouvement du droit au retour des Palestiniens peut, je l'espère, souligner.

Voilà plus de trente ans que vous enseignez. Que tentez-vous de transmettre à vos étudiants? Comment parvenez-vous à leur inculquer une pensée critique?

C'est difficile. Nous vivons à un âge où les informations subissent un conditionnement qui les rend attrayantes et faciles à ingérer, le modèle de référence étant les médias aussi bien, je dois dire, que l'Internet. Il arrive que l'on s'appuie sur des articles imprimés présentant un certain air d'autorité et de finalité qu'il est, il me semble, du devoir de tout esprit critique d'interroger. Pour moi, la tâche du professeur est avant tout de transmettre de l'information et du savoir, d'exposer les étudiants à des choses dont ils ne savaient rien jusque-là. J'enseigne principalement la littérature et la philosophie. Il existe de fort nombreux ouvrages et auteurs qui méritent d'être connus, et dont je ne manque jamais de recommander la lecture. Je m'efforce toujours d'entraîner les gens à lire.

Deuxièmement, je leur apprend comment lire

de façon critique, c'est-à-dire non seulement comment considérer un livre pour ce qu'il est, simplement un livre, mais comment le replacer dans son contexte, saisir les raisons de son avènement, savoir que rien n'est dû au hasard. C'est un acte fondé sur le choix, sur une série de choix, de processus, dans lesquels s'engagent ensemble auteurs et sociétés. Troisièmement, je tente de montrer que ces livres participent, pourrait-on dire, de réseaux d'intelligence, d'informations et de savoirs que les étudiants doivent également prendre en compte, assumer, assimiler et, finalement, passer au crible, afin de comprendre, par exemple, comment un roman en anglais peut s'associer à un roman en français, ou à un roman en anglais écrit par une personne non anglaise en Afrique, aux Caraïbes ou en Amérique. Je veux que mes étudiants atteignent un niveau où ils réalisent que le savoir et la lecture ne s'achèvent jamais, qu'il s'agit de processus continus requérant une infinie capacité d'interrogation, de découverte et de défi. Au moins aurai-je réussi à semer en eux la graine de l'insatisfaction et de l'incessante interrogation, sans toutefois leur ôter le goût du plaisir et de l'enseignement qui sont au cœur de ce que nous faisons.

Le rôle de l'intellectuel est-il par définition celui d'un opposant ?

Dans cette société, je pense qu'il ne peut en être autrement. Je crois beaucoup à la conscience

individuelle. C'est le fondement de toute œuvre humaine. La compréhension humaine ne peut émerger à l'échelon collectif si elle n'a pas d'abord surgi à l'échelon individuel. À notre époque, la conscience individuelle est bombardée, voire étouffée, par de vastes quantités d'informations organisées et conditionnées. Leur objectif principal est de générer une sorte d'assentiment, d'absence de questionnement et de passivité collective. La plupart du temps, nous sommes pilonnés par des images qui sollicitent notre adhésion et, finalement, nous poussent à les acheter – qu'elles nous parviennent par le biais des actualités, des produits de consommation, des voyages ou de n'importe quoi d'autre.

Tout est conditionné pour être mis en vente. Voilà la signification du marché économique néolibéral que la globalisation a imposé au monde, laissant très peu de place au défi et au questionnement de l'individu, tandis que d'importantes organisations, qu'il s'agisse de gouvernements ou de corporations, poursuivent des politiques qui en bien des circonstances sont virtuellement aveugles, causant d'immenses dommages à l'environnement, d'immenses dégâts génétiques, et permettant à de puissants groupes d'amasser des profits en toute impunité. Dans un tel contexte, le rôle de l'intellectuel est de s'opposer, et j'aime à croire qu'il s'agit là d'un rôle absolument, peut-être même désespérément nécessaire. Je ne veux pas dire simplement de manière négative et primaire, non, je suis contre ce genre d'attitude. Mais, par ce rôle

d'opposant, j'entends l'aptitude à filtrer, à juger, à critiquer et à sélectionner de façon à ce que la possibilité du choix et de l'action revienne à l'individu. Il est important d'appartenir à un autre ensemble d'êtres humains, une communauté qui n'a point en tête des intérêts globaux et des buts de commerce profitables. De tels objectifs sont très difficiles à atteindre. Mais je crois qu'ils sont réalisables.



4.

Les origines du terrorisme

KGNU, Boulder, Colorado, 24 septembre 2001

Les événements du 11 septembre 2001 ont choqué et dérouté beaucoup d'Américains. Par quoi pourrait-on commencer pour expliquer le contexte et les antécédents qui ont conduit des terroristes, pirates de l'air, à commettre de tels actes ?

En tant que New-Yorkais, je dois dire que l'ampleur de cet événement a été une chose particulièrement violente et effrayante. Il était fait pour choquer, terrifier, paralyser et provoquer de nombreux et terribles dommages, selon moi impardonnables.

Mais il ne fait aucun doute qu'il est le fruit d'une

longue planification, et d'une exécution terriblement audacieuse, d'aucuns diraient brillante. Au départ se trouve une volonté impitoyable de nuire. Non point tout à fait aveuglement, dirai-je, car cet acte visait des symboles : le World Trade Center, cœur du capitalisme américain, et le Pentagone, quartier général de l'institution militaire américaine. Mais il rejetait d'emblée toute discussion. Il ne faisait partie d'aucune négociation et, de toute évidence, il ne devait s'accompagner d'aucun message. Il parlait de lui-même, ce qui est inhabituel.

Je pense que ces attentats découlent logiquement de la longue politique d'intervention des États-Unis à l'étranger durant tout le siècle dernier. Ils procèdent de leur implication dans les affaires du monde islamique, du monde des producteurs de pétrole, du monde arabe et du Moyen-Orient. Autrement dit, toutes ces régions considérées comme essentielles aux intérêts et à la sécurité des États-Unis, comprenant : le pétrole et le pouvoir stratégique ; un contrôle et un positionnement dans le golfe Persique ; la protection d'alliés comme Israël, l'Arabie Saoudite et d'autres. Ainsi, à cause de cette logique, et de l'inéluctable série d'interactions qu'elle a entraînées, les États-Unis ont joué, aux yeux de l'ensemble des habitants de ces pays, un rôle très précis, dont il me semble que la majorité du peuple américain a été tenue à l'écart, ou dont elle n'est simplement pas consciente.

En premier lieu, il est important de comprendre que nous avons affaire à deux mondes : celui des

gens qui vivent dans cette partie de la planète et celui des gens qui vivent aux États-Unis. Ces deux mondes ont vraiment peu de chose en commun. Ils n'ont guère eu d'échanges directs comme ce fut le cas, par exemple, entre la Grande-Bretagne et le monde islamique, y compris l'Afghanistan et bien évidemment les pays du Golfe, l'Inde et même l'Irak. Les États-Unis ont été protégés par l'énorme distance qui les sépare de ces pays, ne serait-ce que par la présence de l'océan Atlantique et de la Méditerranée, bref, par la simple difficulté de s'y rendre. Mais il y avait aussi et surtout d'autres barrières, celles de la langue et de la religion.

Dans cette partie du monde qui commence, disons, en Bosnie et continue vers l'est à travers toute l'Asie centrale, puis descend vers le Moyen-Orient, le Pakistan, le Bangladesh, l'Indonésie, et traverse toute l'Afrique du Nord, dans cette partie du monde, donc, où vivent 1,2 milliard de musulmans, les États-Unis sont perçus de deux manières fort différentes. La première correspond à leur image officielle, celle des interventions militaires, comme en 1953, lorsqu'ils renversèrent le gouvernement nationaliste de Muhammad Mossadegh en Iran et ramenèrent le shah au pouvoir. La seconde est celle des États-Unis qui s'impliquèrent d'abord dans la guerre du Golfe, puis dans les sanctions extrêmement néfastes, et qui le furent surtout pour les civils, prises contre l'Irak. Celle des États-Unis qui ont fourni d'énormes quantités d'armes à Israël et qui l'ont soutenu contre les Palestiniens. d'abord

dans la fondation de l'État en 1948, puis dans l'occupation de 1967, la guerre du Liban, l'invasion du Liban par Israël en 1982 et les Intifadas de 1987 et de 2000. Donc, si vous habitez dans cette région, ces choses vous frappent forcément comme faisant partie d'une volonté constante de domination, accompagnée d'une sorte d'aveuglement délibéré à l'égard des désirs et des aspirations des gens qui vivent sur place.

Pour moi, la plupart des Arabes et des musulmans ont le sentiment que les États-Unis n'ont guère pris leurs attentes en considération, qu'ils ont agi pour leur propre compte et poursuivi leurs politiques sans trop se donner la peine de les expliquer ou de les justifier. Et, surtout, qu'ils ont mené ces diverses politiques en désaccord avec les nombreux principes qu'eux-mêmes proclament comme étant les leurs : la démocratie, l'autodétermination, la liberté d'expression, la liberté de rassemblement et le respect des accords internationaux. Il est très difficile, par exemple, de justifier les 34 années d'occupation de la Cisjordanie et de Gaza – 140 implantations israéliennes et environ 400 000 colons venus avec le soutien et le financement des États-Unis – en disant que cela illustre l'adhésion de l'Amérique aux accords internationaux et aux résolutions des Nations unies.

Tous ces faits constituent donc un dossier dont le volume ne cesse de grossir, qui concerne une zone où – et nous abordons ici le point le plus désolant – les dirigeants ont été soutenus par les États-Unis

contre les vœux des peuples. Le sentiment général est que les États-Unis se moquent de leurs propres principes afin de maintenir de tels régimes et de tels gouvernements en place, et qu'ils se moquent tout autant du grand nombre de gens qui subissent la domination de ces régimes.

Cela donne une image quasi schizophrénique de l'Amérique. Tous les Arabes ou musulmans que j'ai rencontrés manifestent un très grand intérêt pour les États-Unis. Beaucoup y envoient leurs enfants étudier et viennent y passer leurs vacances. Certains y font des affaires ou suivent des cours de formation. D'un côté, ils sont parfaitement conscients de l'extraordinaire pays qu'est l'Amérique. De l'autre, il y a ce sentiment que le gouvernement américain est une autre histoire, tout à fait insensible aux appels de la conscience, de la décence et des accords internationaux. Ainsi, dans ce mélange quelque peu entêtant de violence et de politiques – comment dire – notoires par leur totale et absolue impopularité, il n'est pas difficile pour des démagogues, spécialement ceux qui prétendent parler au nom de la religion, donc de l'islam, de lancer une croisade contre les États-Unis, de brandir une bannière et de dire : « Nous devons nous défendre contre cette politique et trouver un moyen d'abattre l'Amérique ; d'abord nous devons résister, ensuite nous devons les attaquer. »

Enfin, n'oubliez pas, et c'est la dernière remarque que je ferai à ce sujet, que, ironie du sort, la plupart de ces meneurs, y compris Oussama Ben Laden et

les talibans afghans, aussi bien que les moudjahidin, ces combattants qui jadis les ont accompagnés, étaient soutenus et approvisionnés par les États-Unis au début des années quatre-vingt, durant l'invasion soviétique de l'Afghanistan. On s'accordait alors à penser que rallier l'islam contre l'athéisme communiste équivalait à jouer un très mauvais tour à l'URSS, ce qui fut en effet le cas. Je me souviens d'un groupe de moudjahidin qui vint à Washington en 1986. Il fut accueilli par le président Reagan, qui les baptisa « combattants de la liberté¹ ».

Ce fut longtemps la formule consacrée. Puis il y eut ce sentiment de trahison éprouvé par bien des musulmans, gens du peuple qui vivent, comme je l'ai dit, dans la pauvreté et le désespoir. Surtout dans le désespoir, il me semble, le désespoir et l'ignorance. Il n'est pas difficile de se mettre à rallier les gens au nom de l'islam. Ces prêcheurs, d'ailleurs, se sont tout simplement autoproclamés porte-parole de l'islam. Ils ne sont en aucune manière les représentants officiels de l'islam. Ce ne sont ni des imams ni des cheikhs. Ils se sont autoproclamés combattants de l'islam, et c'est le cas d'Oussama Ben Laden en particulier, qui est un Saoudien, un homme qui se sent solidaire de sa patrie face à la présence des forces américaines en Arabie Saoudite, terre sacrée du prophète Mahomet. Il estime qu'il est de son devoir de s'élever et de fulminer contre les États-Unis et les gens qui leur ont ouvert la porte. Il y a aussi, parmi ces prêcheurs, ce grand sentiment de triomphalisme : « Puisque nous avons vaincu l'Union soviétique, nous

pouvons vaincre les États-Unis.» Il ressort de tout cela, de cette désespérance comme de cette foi pathologique, une volonté omniprésente de nuire et de détruire, au mépris des personnes innocentes et non concernées, comme ce fut le cas à New York.

Tenter de comprendre tout cela ne signifie bien évidemment pas le cautionner. Ce qui me terrifie à présent, c'est que nous entrons dans une période où le simple fait d'en parler comme d'une réalité historique, même sans lui conférer la moindre sympathie ou la moindre excuse, sera bientôt interdit et jugé antipatriotique. C'est très dangereux. Il incombe à tous les citoyens de bien comprendre le monde où nous vivons et de connaître son histoire, à laquelle non seulement nous participons mais que, de bien des manières, nous contribuons à façonner en tant que superpuissance.

Dans votre article publié par le London Observer et intitulé « Les drapeaux de l'islam et de l'Occident ne sont pas ceux qu'il faut brandir », vous remarquez que la volonté des États-Unis d'entrer en guerre rappelle étrangement le capitaine Achab s'élançant à la poursuite de Moby Dick². Qu'entendez-vous par là ?

Dans le grand roman de Melville, *Moby Dick*, le capitaine Achab est un homme possédé par le désir obsessionnel de poursuivre la baleine blanche qui l'a mutilé en lui arrachant une jambe, de la poursuivre jusqu'au bout du monde quoi qu'il arrive³. Dans la dernière scène du roman, le capitaine Achab est

entraîné dans la mer, accroché à la baleine blanche par la corde de son harpon et filant inévitablement vers la mort. Cette scène relève finalement du suicide. Je pense qu'en dressant ainsi le peuple américain le gouvernement s'est laissé aller à la même soif de vengeance, pour des raisons tout à fait compréhensibles – c'est assurément un coup terrible infligé aux États-Unis. Le peuple comme la société ont subi sans nul doute d'immenses dommages et de terribles pertes. Le fait que tout soit désormais permis – la montée du désir de la guerre et de représailles, la volonté de traduire le coupable en justice, sa recherche mort ou vif, tous ces mots que George Bush a employés en public – témoigne non pas d'une démarche réfléchie et sérieuse afin de livrer l'homme à la justice en accord avec les conventions internationales, mais plutôt d'une volonté apocalyptique donnant lieu à quelque chose d'aussi atroce et d'aussi criminel que l'événement qui vient de se passer.

Il me semble que cela ne fait qu'empirer terriblement les choses, car il y a toujours des conséquences. Et donner à Oussama Ben Laden, qui a été diabolisé – il a été, en réalité, métamorphosé en Moby Dick, symbolisant tout le mal qui existe en ce monde –, une dimension quasi mythologique, c'est jouer son jeu. Je pense que nous devons démystifier l'homme, le ramener au niveau de la réalité, le traiter en criminel, en démagogue, en individu qui, au mépris des lois, a déchaîné la violence contre des innocents, et que nous devons le punir en conséquence. Mais

éviter, si possible, de détruire le monde autour de lui et de nous-mêmes dans le processus. Il faut se conduire envers lui comme envers les gens qui ont perpétré d'horribles crimes. Que les Américains se sentent en guerre avec l'islam est à présent inéluctable. Malgré les appels du président et du maire Giuliani affirmant le contraire, il est vrai que l'on voit se produire, un peu partout dans cette société, des douzaines, sinon des centaines d'incidents contre des musulmans et contre tous ceux qui leur ressemblent aux yeux de leurs agresseurs⁴. Il y a eu le cas d'un sikh tué en Arizona, et d'autres dont les propriétés ont été saccagées⁵.

Un Pakistanais a été assassiné au Texas⁶.

Oui, et de nombreux New-Yorkais ont senti l'impact de cette vague raciste. Des gens ont reçu la visite de la police et du FBI parce qu'ils portaient des noms moyen-orientaux, etc. Il y a donc une atmosphère non seulement de mobilisation mais de peur insidieuse, une sorte de paranoïa propre aux pays en guerre, ici contre une espèce de superennemi désincarné appelé Oussama Ben Laden et islam. Je suis convaincu que, dans tout ceci, les médias ont joué un rôle très important en diffusant les mêmes images en boucle, en diabolisant, en se répétant et, de fait, en bloquant le processus de la réflexion. Dans leur désir de faire part des événements, les médias se sont simplement laissé prendre par les émotions dominantes et n'ont fait que les

intensifier, attitude terriblement hâtive, à mon avis, et qui produira probablement plus de problèmes qu'elle n'en résoudra.

Il semble qu'il y ait ici un certain schéma récurrent, ainsi que vous le suggérez. D'abord, dans les années soixante-dix, Arafat et l'OLP ont été diabolisés, puis ce fut le cas de l'ayatollah Khomeiny, de Muammar Kadhafi, de Saddam Hussein, et maintenant, c'est le tour d'Oussama Ben Laden.

Ce schéma est certainement à l'œuvre et il y a également, au moins dans le cas de Saddam et d'Oussama Ben Laden, un refus de révéler la complicité des États-Unis dans la montée au pouvoir de ces personnages. C'est certain pour Ben Laden, comme je l'ai dit, mais aussi pour Saddam qui, en tant qu'ennemi de l'Iran, a été entretenu par les États-Unis, dont il a reçu beaucoup d'armes et de soutien durant la période qui a précédé son occupation du Koweït.

Mais, vous savez, le plus inquiétant dans tout ceci, c'est l'absence de volonté d'analyse et de réflexion au profit d'une volonté de différenciation et de définition. Prenez le mot «terrorisme». Ce terme est devenu à présent synonyme d'antiaméricanisme, lequel, à son tour, est devenu synonyme de critique à l'égard des États-Unis, laquelle, à son tour, est devenue synonyme de comportement antipatriotique. Voilà une série d'équations inacceptables. Je pense donc que nous devons revenir, par exemple,

sur les débats des années soixante-dix aux Nations unies concernant la définition du terrorisme. Car, d'un côté, on ne peut dire des moudjahidin qui luttèrent en Afghanistan contre les Soviétiques en 1980 qu'ils étaient des « combattants de la liberté » et, de l'autre, alors qu'ils tentent à présent de se défendre contre l'incursion d'autres pays en Afghanistan, que ce sont des terroristes. D'autant plus qu'il paraît y avoir une guerre non déclarée ou semi-déclarée contre les talibans qui, comme vous le savez, sont loin d'être sympathiques. Il nous faut une définition de la terreur et du terrorisme qui soit plus précise, afin que nous soyons capables, puisque nous possédons la puissance d'une grande nation, d'opérer une distinction, par exemple, entre ce que font les Palestiniens pour lutter contre l'occupation militaire israélienne, présente depuis bientôt 35 ans, et le genre de terrorisme dont découle la destruction du World Trade Center. D'autre part, il y a aussi ce qu'on appelle le terrorisme d'État.

Le célèbre universitaire et activiste pakistanais Eqbal Ahmad m'a dit un jour que le terrorisme était le B-52 du pauvre⁷.

Sur un certain plan, je pense que c'est parfaitement vrai, c'est-à-dire que les armes du pauvre sont susceptibles de prendre cette forme, sans bien sûr se confondre avec ce qui s'est passé au World Trade Center. J'aimerais faire la différence entre cet événement et le genre de terreur qui entraîne, par

exemple, un jeune homme de Gaza vivant dans les conditions les plus affreuses – pauvreté, ignorance, faim, surpopulation, dont je dirais que 90 % sont le fruit d’Israël et de sa politique d’occupation des territoires et d’encerclement des Palestiniens – à se sangler de dynamite pour se jeter ensuite dans une foule d’Israéliens. Je n’ai jamais excusé ni été d’accord avec de tels actes, mais au moins on peut les comprendre comme étant ce qui arrive à un être humain désespéré qui se sent exclu de la vie, chassé de son environnement, dépossédé de ses camarades, de ses parents, frères et sœurs, tous mourants ou souffrants, et qui veut agir, frapper en retour. Cela peut se comprendre comme l’acte d’une personne désespérée qui tente de se libérer de ce qu’il ou elle estime être des conditions injustes et imposées. Ce n’est pas un procédé que j’approuve mais, au moins, je peux le comprendre.

Alors que le 11 septembre 2001 est une tout autre histoire : les responsables ne sont évidemment pas des réfugiés pauvres et désespérés qui vivent dans des camps. Les gens qui ont perpétré la terreur par les attaques sur le Pentagone et le World Trade Center sont naturellement issus de la classe moyenne, ils sont suffisamment éduqués pour s’inscrire dans une école d’aviation en Floride, et savent parler l’anglais. Cela nous fait passer du plan politique au plan métaphysique, glissement qu’il est très important de garder à l’esprit, car il suggère le genre de mégalomanie, et je dirais surtout de démagogie, des cerveaux ici à l’œuvre. Ils refusent

d'avoir recours au dialogue, ou n'y accordent aucun intérêt, ils rejettent toute organisation politique ou toute démarche personnelle comme moyens de changer et d'améliorer la situation, et préfèrent, en revanche, cette sorte de destruction sanguinaire dont la seule raison d'être est la destruction elle-même. Vous remarquerez que ces attentats n'ont été accompagnés d'aucune revendication. Ils n'ont été suivis d'aucun message politique, d'aucune demande ni déclaration. Ce ne fut qu'un silencieux morceau de terreur infligé à une population, sans discrimination et sans négociation. Cela ne peut vraiment pas se comparer au B-52 du pauvre.

Mais je tiens à ajouter que certaines actions commises par des grandes puissances telles que la Grande-Bretagne, les États-Unis ou la France contre des minorités sont tout aussi inexcusables, comme le fait de lancer des bombes du ciel, en restant ainsi hors d'atteinte de gens particulièrement sans défense. C'est ce que font les Israéliens à Gaza et en Cisjordanie, utilisant des F-16 contre des maisons palestiniennes absolument pas protégées – il n'existe pas d'armée, ni d'aviation, ni de défense antiaérienne palestiniennes : il me semble que cela aussi participe d'une démarche terroriste. C'est fait pour répandre la peur, sans discrimination et sans la moindre possibilité de riposte. Une destruction pour l'unique plaisir de détruire et de terroriser les gens. Nous sommes donc dans une zone où beaucoup d'actes regrettables, qu'ils soient commis par « eux » ou par « nous », sont assez similaires, quel que soit le point de vue adopté.

Eqbal Ahmad, pour le citer à nouveau, observait que « si jamais l'on devait s'engager dans le terrorisme révolutionnaire, celui-ci devait être sociologiquement et psychologiquement sélectif ». Il disait : « Pas de détournements d'avions [...]. Pas de tueries d'enfants. » Il faisait alors remarquer que « les grandes révolutions, chinoise, vietnamienne, algérienne et cubaine, ne pratiquaient pas de terrorisme du type détournement d'avions »⁸.

C'est vrai. Mais il est important de se souvenir qu'elles se situaient à une époque antérieure à celle des grands détournements d'avions de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix, quand les vols long-courrier – symboles des capacités de communication d'une nation – sont devenus prédominants.

Mais avez-vous remarqué des composantes révolutionnaires dans les attentats du 11 septembre ?

Non, bien sûr que non. C'est bien ce que je soulignais plus haut. Ils ne comportaient aucun message, ne cherchaient nullement à transformer la mentalité des gens et n'étaient rattachés à rien. Les Algériens, eux, ont utilisé la terreur. Ils posaient des bombes dans les restaurants et les cafés à Alger pour tuer des Français. Ce n'est pas une chose que j'approuve personnellement ou que je recommanderais en aucune manière, mais cela faisait partie d'un mouvement politique visant à débarrasser l'Algérie de

l'occupation française, qui a duré 130 ans. Les attentats du 11 septembre, eux, ne participent de rien. Ce sont des attaques massives, vagues et obscures, dont les victimes sont exclusivement des personnes innocentes et qui ne poursuivent pas d'objectif explicite, sauf celui de la terreur pour la terreur. Vu sous cet angle, il s'agit d'une sorte de bond métaphysique vers un autre domaine, celui des abstractions folles et des généralités mythologiques venues de gens qui, à mon avis, ont détourné la religion de l'islam à des fins qui leur sont propres. Il est très important de ne pas tomber dans ce piège en essayant de riposter par une quelconque vengeance métaphysique.

Une partie des médias et des commentaires politiques semblent faire référence au personnage de Kurtz, dans Au cœur des ténèbres, quand il disait : « Exterminer toutes ces brutes⁹. » Robert Kaplan, un journaliste de l'Atlantic Monthly, auteur de The Coming Anarchy, disait sur NPR qu'il y avait « une sorte de haine existentielle envers l'Occident¹⁰ ». Dan Rather, le responsable de l'information sur CBS, disait des terroristes, au cours de l'émission Late Night with David Letterman : « Ils se représentent comme les perdants du monde. » Ce sont « des fous. Ils sont pleins de haine »¹¹. Et il s'est mis à pleurer.

Il m'est difficile de faire des commentaires sur Dan Rather et Robert Kaplan, pour lesquels je n'ai guère d'admiration et dont je ne recherche pas les

lumières. Mais il n'y a aucun doute que des gens comme Oussama Ben Laden et tous ceux qui tiennent le même langage ne se vivent pas du tout comme des perdants. À mon avis, ils se croient plutôt porteurs d'un grand message. Ces gens, évidemment autoproclamés, ont en eux l'enthousiasme et l'assurance plutôt déformés d'un peuple qui porte le poids d'une grande civilisation ripostant aux attaques des barbares.

Je pense qu'il est mauvais, très mauvais, d'employer des mots comme «gagnants» et «perdants». À leurs yeux, l'Occident représente le matérialisme, la vulgarité, l'omniprésence des films vidéo et pornographiques. Ils se sont fabriqué là une sorte d'idée monolithique, de la même manière que la plupart des Occidentaux se font de l'islam une idée rigide et uniforme. Ça fonctionne dans les deux sens ; aux yeux des Arabes, l'Occident représente tout ce qui est laid, c'est le fléau du monde. Leur devoir est donc de le purifier et d'accomplir ainsi l'œuvre de Dieu. Cette rhétorique fonctionne quel que soit son utilisateur, qu'il vienne d'un bord ou de l'autre, en admettant qu'il y ait réellement deux bords. Il y en a bien davantage, évidemment, mais ceux qui pensent en termes binaires, selon l'opposition eux/nous, qu'ils soient américains ou autres, ont précisément perdu le contact avec le genre de réalité que les êtres humains devraient défendre, à savoir une réalité riche, diversifiée, concrète, plutôt que ces absurdes abstractions mythologiques et religieuses, ou abstractions pseudo-religieuses, au

sein desquelles chacun croit qu'il ou elle est un instrument de Dieu. Il ne me semble pas que ce soit une affaire de perdants ou de gagnants mais plutôt, dans ce cas, une affaire de gagnants des deux côtés.

Au moins semble-t-il y avoir en Europe une approche et une analyse un peu plus nuancées quant à ce qui se passe. Par exemple, Matthew Parris, ancien membre du parti conservateur au Parlement anglais, a écrit dans le *Times* de Londres : « Ne savent-ils pas que lorsque l'on tue un Ben Laden, on en fait naître vingt autres ? Jouer à la police de la planète n'est pas une réponse à la catastrophe de New York¹². » Et puis Dario Fo, homme de théâtre italien, prix Nobel de littérature en 1997, a dit : « Les grands spéculateurs se vautrent dans une économie qui chaque année tue des dizaines de milliers de gens par la pauvreté [...]. Qui que soient ceux qui ont commis le massacre [se référant aux événements de New York et de Washington DC], cette violence est la sœur légitime de la culture de la violence, de la famine et de l'exploitation inhumaine¹³. »

En général, le regard sur les événements en dehors des États-Unis est forcément plus nuancé et différent, car ces pays n'ont pas été touchés. C'est un point essentiel dont il faut tenir compte. L'autre point, c'est qu'il s'agit de pays postimpériaux plus petits ; la Grande-Bretagne ne possède plus d'empire à défendre ; et, aussi fort que soit son sens de la mission, il ne découle que de son association avec les États-Unis. C'est ce qui explique que Blair soit venu les assurer de sa fraternelle solidarité. Comme s'il

tentait, en quelque sorte, de se réchauffer au soleil de la superpuissance américaine. Mais il y a autre chose : dans le monde considéré globalement, des pays différents peuvent se rapprocher, en partie à cause de leur taille, comme les Européens et les Moyen-Orientaux, par exemple, du fait de la proximité géographique et de l'histoire. C'est parce que nous sommes tous impliqués dans un même espace qui a pour nom, je crois, la réalité ou l'histoire, que nous ressentons le besoin d'être plus analytiques, plus attentifs et plus réfléchis.

Je suppose également qu'il y a une certaine dose de rancune et de jalousie envers les États-Unis à cause de leur énorme puissance, que les Européens ont parfois ressentie comme opprimante. C'est ce mélange qui permet que différents points de vue et différentes interprétations se reflètent dans les médias. Ces derniers, durant les premiers jours qui ont suivi le désastre du 11 septembre, ont été aux États-Unis d'une uniformité déprimante. C'était essentiellement la même analyse qui revenait sans cesse : on ne prêtait guère attention aux autres points de vue et ne prenait que très peu en compte les interprétations et les réflexions différentes. Je pense que cela vient du fait qu'aux États-Unis nous avons tendance à croire que l'analyse historique est une façon d'approuver l'événement. Ce n'est pas du tout le cas. On peut vouloir comprendre ce qui s'est passé sans excuser le moins du monde ce qui n'est autre qu'un crime terroriste. Mais il y a aussi une réelle angoisse quant aux conséquences d'une action

trop hâtive, qui est évidemment la voie sur laquelle le pays s'est engagé. Certaines personnes qui prennent la parole devraient modifier le ton de leur discours et permettre aux gens de prendre un peu de recul. Cette attitude, il me semble, était perceptible dans plusieurs remarques, même émanant du gouvernement. La différence est sensible entre le langage utilisé par Donald Rumsfeld ou Paul Wolfowitz, du département de la Défense, et quelqu'un comme Powell, qui est, d'une manière générale, plus prudent. C'est un bureaucrate, il est vrai, mais il me paraît plus conscient des diverses sensibilités qui composent le monde dans lequel nous vivons.

N'avez-vous pas l'impression de revenir en 1990? Un nouveau Bush siège à la Maison-Blanche et une nouvelle coalition se prépare à une action militaire, cette fois contre l'Afghanistan, l'un des pays les plus pauvres du monde et qui, aux dires de la CIA, ne possède même pas de gouvernement digne de ce nom.

Non, ce n'est pas vraiment mon impression, hormis par l'atmosphère qui règne ici, mais je pense que de plus en plus de gens commencent à prendre du recul; il n'y a pas vraiment la précipitation de 1990, parce qu'il n'y a pas vraiment de front ennemi ou de frontière hostile concrètement repérable. Il s'agit plutôt d'une chose vague que l'on appelle terrorisme, terme qui, comme je l'ai dit, manque de précision. Le terrorisme ne se limite pas à Oussama Ben Laden. Il est évident que de nombreuses autres

formes de terrorisme devraient figurer sous cette étiquette particulière. Le terrorisme ne vient pas d'un territoire déterminé – mis à part l'Afghanistan qui, comme vous venez de le dire, est loin de représenter le même défi que l'Irak de 1990, avec son immense armée, son aviation et ses missiles. Et il ne semble pas non plus qu'il y ait d'objectif précis. Affirmer que nous allons mettre fin aux régimes qui gouvernent certains pays, exterminer ou éradiquer le terrorisme, et que nous nous engageons dans une guerre qui durera plusieurs années, utilisant un large éventail de moyens, etc., suppose un conflit dont la fin serait beaucoup plus ouverte, un conflit beaucoup plus vaste et plus complexe, auquel les Américains, à mon avis, ne sont pas préparés.

Il y a donc un peu de déjà-vu dans la situation actuelle, mais s'y ajoute un nouvel élément : l'incertitude ou l'inconnu quant aux proportions de cette guerre, qui pourrait impliquer jusqu'à une soixantaine de pays censés abriter des terroristes. Comment les États-Unis comptent-ils faire face à ce qui est, en fait, un phénomène d'une énorme complexité, avec leur formidable arsenal d'avions, de soldats, de vaisseaux, etc. ? Voilà qui reste à déterminer. Aucun objectif n'est clairement défini. Et, comme le faisait remarquer Matthew Parris, même si l'on trouvait Oussama Ben Laden, il est évident que son organisation l'a débordé et qu'elle ne dépend plus de lui. D'autres individus apparaîtront et réapparaîtront forcément. C'est pourquoi je pense que nous avons besoin d'une action beaucoup plus précise, plus

définie, et planifiée avec plus de patience, une action qui ne consisterait pas simplement à enquêter sur la présence des terroristes, mais sur ses causes profondes, qui sont vérifiables et repérables.

Il y a dans le Queens, pas très loin de chez vous, sur l'Upper West Side de Manhattan, un homme du nom d'Emmanuel Constant venant de Haïti. Il est accusé dans son pays de crimes de guerre en Haïti, de violations des droits de l'homme, et il a été condamné. Haïti a tenté de le faire extradier¹⁴. Qu'arriverait-il si l'aviation ou la flotte haïtienne décidait d'attaquer les États-Unis parce qu'ils protègent un criminel de guerre?

Tout à fait ! Il me semble que la question contient sa propre réponse. Virtuellement, c'est impensable, et seuls les États-Unis, avec leur immense puissance et grâce à leur portée planétaire, peuvent se permettre d'envisager des actions du genre de celles qui semblent être au programme. Je ne détiens pas plus d'informations qu'un autre, mais il semble bien qu'il s'agisse d'une grande campagne transnationale, je dirais même transcontinentale, destinée à intervenir dans les affaires de nombreux pays qui, évidemment, seront jugés et poursuivis pour leurs crimes terroristes.

L'idée qu'il y ait une sorte de tribunal secret siégeant à Washington, déterminant les pays à attaquer, et qu'un débat ait lieu à l'intérieur des services de renseignement pour désigner ceux qui méritent d'être bombardés est inadmissible. Aucun

État, gouvernement ou individu ne devrait pouvoir entretenir un tel projet, ni être en mesure de le mettre à exécution.

La bonne réponse face à ce terrible événement de New York – je parle de nouveau en tant que New-Yorkais affligé par l'horrible agression que cette ville a essuyée, au cours de laquelle nous avons tous perdu des amis et dont nous avons subi les conséquences – consisterait à dire que cette affaire ne doit pas relever exclusivement des États-Unis, mais doit être prise en charge au plus vite par la communauté internationale et les Nations unies. Ce sont les autorités internationales qui devraient l'arbitrer, comme elles devraient le faire pour d'autres événements. Mais il est probablement trop tard, car cela n'entre pas dans les habitudes des États-Unis ; ils ont toujours fait cavalier seul, comme ce fut le cas pour l'Irak, convoquant l'ONU au dernier moment, alors que leur ligne de conduite avait déjà été arrêtée.

Alors, pourquoi les États-Unis et leurs alliés se sont-ils efforcés, auparavant, de traduire de présumés criminels de guerre devant un tribunal de l'ONU spécialement mis sur pied pour juger les crimes de guerre de l'ancienne Yougoslavie à La Haye ?

C'est une très bonne question. D'abord, nous avons actuellement affaire à un gouvernement différent. Depuis qu'il est entré en fonction, George Bush a clairement fait entendre que la politique unilatérale était la formule clé de son administra-

tion, et que celle-ci comptait faire les choses comme elle l'entendait, en accord avec des intérêts exclusivement définis par les États-Unis. La prédisposition à l'unilatéralité dans la politique étrangère américaine a toujours existé ; je crois qu'elle s'est aujourd'hui accentuée, et c'est peut-être naturel, car l'attaque visait résolument les États-Unis. Ce genre d'inconséquence et de comportement pour le moins bizarre est une des pierres angulaires de la politique étrangère américaine.

Dans votre introduction à la nouvelle version de Covering Islam : How the Media and the Experts Determine how We See the Rest of the World (Rendre compte de l'Islam : comment les médias et les experts déterminent notre façon de voir le reste du monde), vous dites : « Les généralisations malveillantes à l'égard de l'islam sont devenues la dernière forme consensuelle de dénigrement d'une culture étrangère en Occident¹⁵. » Parlez-nous du rôle de la culture populaire dans l'édification de l'image des Arabes, des musulmans et de l'islam. Jack Shaheen vient de sortir un nouveau livre, intitulé Reel Bad Arabs (Des Arabes vraiment méchants), qui explique comment Hollywood a calomnié les Arabes, les musulmans et l'islam¹⁶. Pensez-vous qu'il soit important d'examiner ce problème ?

C'est d'une importance capitale. Je l'ai toujours pensé et, dès mon livre *L'Orientalisme*, j'ai commencé à traiter ce sujet. Il existe un schéma de pensée

archaïque concernant l'islam et, par extension, les Arabes – d'ailleurs, beaucoup de gens pensent que l'Afghanistan fait partie du monde arabe –, dans lequel les distinctions n'ont plus cours et où il est admis que l'on résume des attributs essentiels, dont la plupart sont des idées fausses sur l'Autre avec un grand A. Ainsi, le musulman est vu comme étant ce que nous ne sommes pas : fanatique, violent, avide, irrationnel, etc. Cette idée persiste, car elle est profondément enracinée dans la religion chrétienne, qui voit en l'islam une sorte de religion rivale. L'islam est issu de la même argile que la chrétienté, c'est-à-dire la religion d'Abraham, que l'on retrouve d'abord dans le judaïsme, puis dans la chrétienté, enfin dans l'islam. Il y eut aussi une longue période d'environ 800 ans durant laquelle l'islam domina l'Europe – celle-ci correspond aux conquêtes musulmanes et arabes qui débutèrent au milieu du VII^e siècle et se poursuivirent jusqu'au XV^e siècle.

Le rapport à l'islam ressenti comme un Autre qui menace a perduré. S'ajoute à cela, bien sûr, l'attitude critique à l'égard de tout ce qui touche à la connaissance de l'islam et des Arabes, et qui se développe durant la période coloniale dans ce que j'ai appelé l'orientalisme. L'étude de l'Autre avait alors beaucoup à voir, en général, avec le contrôle et la domination de l'Europe et de l'Occident sur le monde islamique. Je dois dire que les choses n'ont guère évolué. Si vous examinez le programme de la plupart des universités et des écoles aux États-Unis, malgré notre longue fréquentation du monde

islamique, vous y trouverez très peu de véritables enseignements sur l'islam. Enfin, si vous observez les médias les plus courants, vous constaterez que le stéréotype tel qu'il est figuré par Rudolph Valentino dans *Le Cheikh* s'est maintenu et s'est transformé en cet ennemi public international que nous montrent la télévision, le cinéma et la culture populaire en général¹⁷.

Les généralisations fantaisistes sur l'islam sont faciles à faire. Il suffit de lire presque n'importe quel numéro de la *New Republic* et vous trouverez l'islam associé au mal absolu, l'idée que la culture des Arabes est corrompue, etc. Il est virtuellement impossible d'opérer de telles généralisations au sujet de n'importe quel autre groupe ethnique ou religieux dans l'actuelle société américaine, qui se doit de ménager la vive sensibilité des Afro-Américains, des Américains asiatiques, des Latino-Américains, etc. Mais envers l'islam cette position persiste, et l'une des principales raisons en a été l'absence totale de participation des musulmans et des Arabes à ce débat.

Les motifs de cette absence sont trop compliqués, trop longs à expliquer pour être abordés ici, mais une inconscience notoire a caractérisé le monde islamique et arabe quant au regard que l'Occident et les habitants des pays occidentaux – il faut se garder de généraliser – ont coutume de porter sur le musulman et l'Arabe. L'aptitude à se doter d'une politique culturelle, la disposition à engager le débat ou la discussion leur font défaut. Donc, pour ce qui concerne l'islam, le dialogue des

cultures est inexistant. Israël joue dans tout ceci un rôle central. Les gens ont le sentiment que si vous tentez de parler du monde arabe, et cela m'est arrivé personnellement, si vous tentez de faire venir un écrivain arabe en Amérique, vous le faites au détriment d'Israël, et il s'élève toujours des protestations touchant à l'absence d'un protagoniste de l'autre bord. Pourquoi n'avez-vous pas fait venir un écrivain israélien ? Ou bien, si vous parlez de la culture et de la civilisation arabes, c'est que vous êtes d'une certaine façon anti-israélien. C'est là une donnée structurelle que l'on rencontre constamment et avec laquelle il faut apprendre à traiter. Le terrain n'est pas facile à négocier, car il est truffé de pièges et d'écueils politiques.

Je voudrais ajouter quelque chose concernant le rôle des universités. Prenez celle de Columbia, qui possède un département de langues moyen-orientales ainsi qu'un département de religions : il est rare qu'elle propose un cours sur le Coran. Pour comprendre l'islam, il est pourtant nécessaire d'étudier le Coran. C'est aussi simple que cela. C'est comme étudier la chrétienté sans ouvrir la Bible ni le Nouveau Testament, ou étudier le judaïsme sans ouvrir l'Ancien Testament. C'est, hélas, ce qui arrive quand on étudie l'islam : on travaille sur des résumés, des comptes rendus de spécialistes occidentaux à propos de l'islam, mais pas sur le texte principal lui-même, qui, en islam, joue un rôle beaucoup plus important que les Évangiles pour la chrétienté ou la Torah pour le judaïsme.

Revenons à votre livre Covering Islam. Vous dites dans l'introduction qu'« on avance toujours ce même groupe d'"experts" du monde islamique, auquel on fait appel dans les moments de crise pour qu'ils pontifient en égrenant leurs poncifs au sujet de l'islam dans des émissions d'information ou des débats télévisés¹⁸ ». Le Charlie Rose Show, débat d'une heure diffusé en soirée, est une émission renommée sur PBS. J'ai la liste des gens qui ont été invités la première semaine qui a suivi l'attaque du 11 septembre. Permettez-moi de vous lire certains des noms : Wesley Clark, Sandy Berger, Anthony Lewis, Frank Rich, David Halberstam, Jim Hoagland, Mort Zuckerman, et à trois reprises Fouad Ajami, un spécialiste régulier de CBS qui passe en continu sur PBS.

Cette liste montre bien l'aspect sur lequel on insiste. Des événements comme celui-ci, dont l'importance, en vérité, dépasse les seuls États-Unis, qui a d'amples conséquences internationales et de nombreuses ramifications, de tels événements sont essentiellement traités comme des problèmes de sécurité et de stratégie militaire. Les invités que vous avez mentionnés ne sont pas tous dans le même bateau, mais il est clair que l'accent est mis sur des problèmes de ce genre et qu'aucun d'entre eux, à part Ajami, ne possède la moindre connaissance, pas même livresque, des mondes islamique ou arabe. Pas un d'entre eux. Ajami est un expert qui a clairement choisi le camp de l'extrême droite américaine, le mouvement néo-conservateur. Les

positions qu'il adopte envers Israël sont très conciliantes et, parce qu'il est arabe et musulman, on le considère comme un informateur idéal pour les débats télévisés. Alors qu'en fait ses publications et ses propos ne présentent aucun intérêt intellectuel particulier et que, à ma connaissance, personne dans ce domaine de la recherche et dans le monde islamique et arabe n'a entendu parler de lui ni ne le prend au sérieux. C'est un cas notoire de dissonance cognitive. On appelle experts des gens n'ayant ni la compétence ni le statut ni l'œuvre ni le savoir qu'une telle déférence implique. C'est vraiment très frappant. Alors que je peux aisément vous citer une demi-douzaine de personnes qui, dans ce pays, feraient un travail bien meilleur et bien mieux informé qu'Ajami, pour ce qui concerne les affaires du monde islamique et arabe.

Parlez-nous des deux pays situés de part et d'autre du monde islamique et qui vont être affectés par l'intervention militaire : l'Égypte à l'ouest et le Pakistan à l'est.

C'est une très vaste question. En Égypte, les mouvements islamiques auxquels le gouvernement a été confronté appartenaient à leurs débuts à la communauté nationaliste, apparue aux environs des années trente, avec la montée des Frères musulmans. Ces mouvements étaient antibritanniques, anti-impérialistes et antimonarchiques. Bien sûr, leur objectif a toujours été d'établir, dans ce pays à prédo-

minance islamique, et bien que l'Égypte ne le soit pas entièrement, un État islamique. Il existe une importante minorité de coptes chrétiens qui se sentent tout aussi égyptiens que les Égyptiens musulmans. En tout cas, cette communauté de musulmans nationalistes s'est transformée en un mouvement que je qualifierai de hautement réactionnaire, qui se veut le gardien de l'islam originel et primitif, souhaite que l'Égypte revienne à la charia et à La Mecque du XVII^e siècle et veut supprimer toute incursion de la civilisation moderne. Ses membres ont évidemment retenu l'attention du public parce qu'ils sont armés, relativement bien organisés, et que certains d'entre eux sont capables de missions suicides comme celles provoquant le massacre de touristes, ou comme l'assassinat d'Anouar el-Sadate. Ils représentent une force agitatrice et insurrectionnelle.

Cela ne signifie pas que tous les gens pieux, les femmes qui portent le hidjab et les hommes en robe se laissant pousser la barbe en fassent partie. Il existe aussi en Égypte un important groupe contestataire qui attaque le gouvernement, principalement pour ses mesures en matière de politique économique et étrangère. Celles-ci ont causé l'appauvrissement d'une classe d'universitaires diplômés, dont le nombre augmente de plusieurs milliers chaque année et qui sont sans travail, sans perspectives, sans lieu convenable où habiter, sans moyens pour gagner leur vie et nourrir une famille. Tous se regroupent au nom de l'islam.

Le gouvernement a joué avec eux un jeu très

dangereux. Il s'est parfois plié à leurs demandes, par exemple en censurant et en interdisant des livres considérés comme pornographiques et anti-islamiques, en intentant des procès à des professeurs, des écrivains et des personnalités en vue, en poursuivant des communautés jugées déviantes, qu'elles soient homosexuelles ou religieuses. Ainsi, de temps à autre, il cède et leur jette un os, fait interdire des émissions de télévision, des romans, etc., au lieu de s'en tenir à une ligne de conduite vraiment claire, chose qu'il a du mal à faire.

De l'autre côté, chez les Pakistanais, l'insurrection islamique est une tradition qui a vraiment joué de malchance. Chaque fois que l'occasion d'une élection s'est présentée pour décider de la nécessité ou non d'un gouvernement islamique, ils ont inmanquablement perdu. Cependant, eux aussi sont capables d'agitations, d'assassinats, etc. Eux aussi expriment leur mécontentement face à la corruption qui touche l'économie. Voilà une puissance d'une dimension nucléaire, mais incapable de résoudre les problèmes de pauvreté, de famine et de chômage qui sévissent dans les grandes villes comme Karachi. Nous avons affaire ici à des éléments très instables. Le poids d'une intervention militaire massive que les États-Unis ont imposé au Pakistan peut engendrer un profond déséquilibre. Dans un tel pays, la possibilité que le gouvernement militaire de Pervez Musharraf soit renversé par un mouvement islamique ou pro-taliban devient plus effrayante du fait qu'il possède l'arme nucléaire,

laquelle tombera aux mains de tout gouvernement qui accédera au pouvoir. Une telle éventualité n'est pas agréable à envisager.

Une photographie parue en première page du New York Times, le 22 septembre, montre deux policiers pakistanais en train de battre un manifestant sans arme. Quatre Pakistanais ont été tués à Karachi¹⁹.

Ce n'est pas surprenant, nous avons affaire à un gouvernement militaire pour lequel le mot d'ordre actuel est la mobilisation, en collaboration étroite avec les États-Unis. Il y a bien sûr des récompenses économiques à la clé : une partie de la dette du Pakistan sera effacée²⁰, il recevra un plus grand soutien financier et, grâce aux États-Unis, le gouvernement de Pervez Musharraf va pouvoir redorer son blason. Mais, comme pour toutes les interventions politiques de ce genre, les résultats seront à long terme plus négatifs que positifs.

La situation est franchement ironique, quand on pense que c'est le Pakistan qui a formé les moudjahidin dans les années quatre-vingt et qu'il est, en fait, à l'origine de la création des talibans et de leur installation au pouvoir.

Oui, et il n'a jamais cessé de les aider. Les services secrets pakistanais sont – comment dirais-je – les véritables meneurs des talibans. Les florissants échanges commerciaux, le soutien logistique et le

trafic de drogue entre l'Afghanistan et le Pakistan sont quasi officiels. Il ne s'agit pas d'une ou deux personnes, mais de sections entières des services secrets pakistanais. Quand la violence éclatera, cette situation ne sera pas aisément contrôlable.

Finally, quelles sont les meilleures sources d'information ?

Il existe toute une série d'écrits concernant l'Afghanistan. Moi, je commencerais avec les ouvrages de l'homme que vous avez mentionné, Eqbal Ahmad, un ami cher, mort il y a deux ans²¹. C'est pour moi une personnalité essentielle, et qui devrait servir notre cause. Car lui connaissait l'Afghanistan. Il était lui-même pakistanais, et connaissait l'Occident aussi bien que le monde arabe. C'était un musulman, un homme à l'esprit moderne qui maîtrisait parfaitement bien l'histoire. Je commencerais donc par ses écrits. Une longue série d'essais, ainsi que des entretiens avec vous, sont disponibles. Pour ce qui est des questions concernant les Arabes ou l'islam, il existe un important fonds d'ouvrages à consulter. Les travaux d'Albert Hourani et de Philip Hitti sont tout à fait recommandables²². Sur l'Égypte contemporaine, il existe aussi une vaste bibliographie, comme pour le Pakistan et l'Afghanistan. Il me semble qu'il nous faut nous référer à des sources autorisées qui ne soient pas des polémiques ni des manuels du département de la Défense sur la conquête et la guerre.

5.

Une approche palestinienne du conflit avec Israël

KGNU, Boulder, Colorado, 15 août 2002

La crise actuelle en Palestine pourrait être la plus sévère des 35 années d'occupation israélienne. À Londres, The Guardian signale que la bande de Gaza est frappée de «malnutrition aiguë¹». Comment jugez-vous la situation ?

Elle est terrible, et presque entièrement due à l'occupation israélienne des villes de Cisjordanie. La bande de Gaza, quant à elle, est entourée de clôtures comme une cage géante. Les routes entre les villes sont inaccessibles aux Palestiniens. Il existe, cependant, un vaste réseau routier réservé

aux colons israéliens qui occupent illégalement la Cisjordanie et Gaza. Si l'on tient compte de Jérusalem-Est, illégalement annexée, il y a actuellement plus de 400 000 colons. Ils sont autorisés à se déplacer armés. En réalité, les Palestiniens sont séquestrés dans leurs maisons durant les longues périodes du couvre-feu. Celui-ci n'est levé que le temps de leur permettre de se ravitailler. La majeure partie des infrastructures de Cisjordanie ont été détruites. Israël parle de « foyers terroristes », alors qu'en réalité c'est lui qui a quasiment démoli l'infrastructure civile : l'électricité, l'eau, les installations sanitaires, la totalité des bureaux, et pas seulement ceux de l'Autorité palestinienne, autorité qu'Israël présente comme un gang de terroristes mais qui est néanmoins une autorité civile. Il y a donc les ministères de l'Éducation, du Travail, de l'Urbanisme, le bureau central des Statistiques, pour la plupart situés dans Ramallah. Leurs bâtiments ont été totalement détruits. Les ordinateurs ont été fracassés, et les troupes israéliennes ont emporté les disques durs et les fichiers. Les Israéliens ont saisi un million de bulletins scolaires². En outre, les écoles et les universités ne sont plus accessibles à la majorité des étudiants. Tout simplement parce que ceux-ci ne peuvent franchir les barrages routiers. En règle générale, en ce qui concerne les déplacements, la vie est très difficile. Il est impossible de se rendre, par exemple, de Bir Zeit à l'hôpital de Ramallah. Ou alors on vous fait attendre des heures interminables aux barrages routiers. Des douzaines de

personnes sont mortes parce qu'elles ne pouvaient effectuer leur séance de dialyse. Même ici, aux États-Unis, les médias sont remplis de reportages évoquant des gens, principalement des civils, abattus aux postes de contrôle.

Mais, bien sûr, les médias se focalisent principalement sur les bombes humaines. Ils montrent des photos des carnages et des obsèques en affichant le nom des victimes. Bien sûr, il s'agit toujours d'incidents effroyables. Mais, presque chaque jour et dans presque tous les comptes rendus d'information concernant Gaza et la Cisjordanie, si on lit attentivement le résumé final, on verra que 4, 5 ou 6 Palestiniens ont été tués. Ceux-là, on ne donne pas leurs noms. Ils sont morts sans aucune raison particulière. Beaucoup d'enfants ont été tués. Le pourcentage des morts palestiniens par rapport aux morts israéliens est de trois, voire parfois quatre, pour un³.

La malnutrition découle directement du fait que les Israéliens bloquent la distribution des denrées alimentaires. Prenons un incident survenu il y a à peine 24 heures. Un camion de Gaza transportant 400 kilos de prunes tente de franchir l'enceinte de la cage. On le fait attendre sur le bas-côté de la route pendant des heures, en plein soleil. Résultat, la totalité des fruits pourrit⁴. Mais les nuisances les plus graves sont celles qui touchent au fonctionnement des services médicaux, comme les approvisionnements de sang et de médicaments. J'ai une amie malade, qui avait obtenu l'autorisation de quitter le pays pour raisons médicales. On la transportait

par ambulance de Ramallah à Amman, en Jordanie. Elle était assise à l'avant. À environ 200 mètres du poste de contrôle de Qalandiya, les soldats ont ouvert le feu, détruisant le pare-brise et la manquant d'une dizaine de centimètres. Ce genre d'incident est chose courante.

Je viens de rédiger un article intitulé « Mort lente : la punition à petit feu⁵ ». Voilà, me semble-t-il, à quoi se résume le plan de Sharon. Affamer, matraquer, mettre les Palestiniens à genoux. Il est en train d'échouer. Les Palestiniens restent sur leur terre, ils se refusent à la quitter. Comme dans toutes les guerres coloniales, en dépit du malheur et du désespoir, tout indique un sursaut de résistance et une volonté accrue de lutter.

Aucun avenir politique ne se profile à l'horizon. Le plan de Sharon se résume à une demande d'aide massive aux États-Unis, ce qui est une démarche dangereuse. Il veut à la fois obtenir leur appui et maintenir le siège. On parle de réformes et on en a déjà programmé de nombreuses, bien avant que George Bush les ait jugées nécessaires. La connaissance qu'a ce dernier de la Palestine a la taille d'une tête d'épingle. Les conditions actuelles ne permettent d'envisager aucune réforme, élection ou sécurité véritable. Les Palestiniens sont séquestrés dans leurs propres maisons. Personne n'a le droit de circuler, au risque d'être abattu. Les véhicules sont détruits. La presse israélienne relate nombre d'histoires de destructions absolument gratuites, et maintenant, en fait depuis le mois d'avril, ce sont des

maisons qui sont visées. Plusieurs milliers d'habitations palestiniennes ont été démolies dans des lieux tels que Jénine, Jabaliya et Deheishe, par les bulldozers Caterpillar que fournissent les États-Unis. Le centre de la vieille ville de Naplouse a été envahi et occupé par 150 tanks israéliens. Les ruelles y sont étroites et minuscules. Les tanks traversent les murs et les maisons en écrasant tout sur leur passage. Ils ne terrorisent pas les terroristes, mais les civils.

La position israélienne est à peu près la suivante : « Nous n'avons pas d'interlocuteur avec lequel traiter. Nous prenons ces mesures d'autodéfense pour parer au terrorisme palestinien. » Comment répondriez-vous à cela ?

Ils ont eu un interlocuteur pendant neuf ans, soit depuis 1993, date à laquelle Arafat et l'OLP ont signé un accord avec eux. Pendant ce temps, et je l'ai rapporté dans mes livres, les Israéliens, qui étaient supposés évacuer la Cisjordanie et Gaza, n'ont cédé que 18 % de la terre aux Palestiniens, terre qu'ils ont depuis réoccupée. Entre-temps, les implantations ont grossi, en superficie, de plus du double. Ainsi, tandis que continuait le prétendu processus de paix et que les négociations étaient censées progresser, en réalité rien n'avancait, le nombre des colonies de peuplement et la superficie des terres prises aux Palestiniens ne cessaient de s'accroître.

Depuis 1996, la fermeture d'une série d'établissements a mis au chômage les Palestiniens dont le

gagne-pain dépendait de leur travail en Israël. Ce dernier a fait venir des dizaines de milliers de travailleurs de Roumanie et de Thaïlande⁶. Dans la seule bande de Gaza, les Palestiniens connaissent un taux de chômage de 70 %, et près des trois quarts d'entre eux vivent avec moins de 2 dollars par jour⁷. C'est une situation de famine et d'étouffement. Une atmosphère de désespoir. Les gens doivent littéralement se battre pour survivre, et ce sans armée, sans aviation militaire, et sans chef à proprement parler, puisque Arafat a été emmuré. Sans locaux non plus pour accueillir une autorité civile, puisque Israël les a détruits. Voilà la situation palestinienne. Et les Israéliens disent alors qu'ils n'ont pas d'interlocuteur avec lequel traiter. Il existe un nombre infini de Palestiniens avec lesquels cela serait possible. La majorité du monde, mis à part Israël et les États-Unis, serait prête à traiter avec l'autorité élue.

Je suis moi-même un dissident et je ne voterais certainement pas pour Arafat s'il y avait des élections. Mais, pour le moment, il a été nommé dirigeant des Palestiniens grâce à l'organisation d'élections contrôlées par les autorités internationales en 1996. Il y a donc quelqu'un à la barre. Or le seul objectif de Sharon et de son gouvernement a été d'ôter leur légitimité aux Palestiniens, de les brutaliser, de les criminaliser, de les isoler et de les déshumaniser pour qu'ils meurent comme des cafards. Leurs dirigeants, comme le disait récemment Sharon, ne sont guère mieux traités qu'une bande d'assassins et de terroristes manipulés⁸.

Donc, on peut en effet détruire l'espoir de voir apparaître un interlocuteur, même quand il y en a un, et dire qu'il n'y a personne avec qui négocier. Environ 80 % des pertes humaines du côté palestinien ont été des pertes civiles⁹. Depuis près d'un an, Israël a entrepris ce qu'il appelle des « attaques ciblées », ou assassinats¹⁰. Les soldats repèrent un prétendu dirigeant et le suppriment au moyen soit d'une voiture piégée, soit d'un missile tiré d'un hélicoptère ou d'un F-16. C'est ce qu'ils ont fait, il y a deux semaines, en visant une personne soupçonnée d'être un important dirigeant du Hamas à Gaza. Ils l'ont abattu. Mais lâcher une bombe depuis un F-16 sur le lieu le plus peuplé de la terre provoque inévitablement d'autres dégâts. Quatre immeubles ont été détruits et quinze personnes tuées, dont neuf étaient des enfants. Et Sharon a alors déclaré que c'était l'opération la plus réussie de toutes celles qui avaient été menées¹¹.

Si l'on considère que tuer neuf enfants est un succès, alors on se demande pourquoi les accusations lancées contre les opérations suicides des Palestiniens n'amènent pas à condamner également les actions terroristes israéliennes, qui leur sont de loin supérieures. Quatre-vingts personnes ont été tuées au cours de ces assassinats ciblés¹². Aucune preuve n'est jamais fournie ni aucun témoignage. Ils se contentent de dire : « Cet individu projette de commettre telle ou telle action, nous allons le tuer. » Et ils l'abattent, non sans éliminer en même temps tous ceux qui se trouvent auprès de lui. Si l'individu

se trouve dans une voiture, alors sa famille est anéantie avec lui. Sa maison et celle de ses proches seront également démolies. Ou bien tous les membres mâles de cette famille seront déportés. En outre, depuis la réoccupation de la Cisjordanie au printemps, les Israéliens ont fait de nombreux prisonniers palestiniens, dont certains sont à présent détenus en Israël. Or nous savons que, selon la 4^e convention de Genève, cela est illégal. On ne peut déplacer les gens de leur terre et les envoyer dans un autre pays, et c'est précisément ce qu'a fait Israël. Certains de ces prisonniers ont été marqués à l'encre sur le bras, exactement comme les nazis le faisaient avec les Juifs. Israël est une puissance nucléaire, équipée avec munificence de l'armement américain dernier cri, face à une population civile essentiellement dépourvue d'armes. Cela ne justifie guère qu'elle joue l'autodéfense. À mon avis, il s'agit plutôt d'une démarche terroriste et meurtrière.

Parmi les questions qui ne sont jamais prises en compte par les médias aux États-Unis, il n'y a pas seulement le caractère factice de son autodéfense, mais aussi l'occupation elle-même. Celle-ci n'est jamais évoquée comme la cause au nom de laquelle les Palestiniens se sont battus pendant plus de 35 ans. La perte de leur terre n'est pas davantage prise en compte, ni l'échec complet du processus de paix d'Oslo, au cours duquel ils en ont encore perdu. Un autre point qui n'est jamais examiné, c'est le fait que les Palestiniens sont un peuple sans État. Ou que les actions d'Israël ne touchent pas seulement des

individus que l'on appelle terroristes, mais une population tout entière. Comme Sharon l'a plus ou moins fait entendre, l'objectif est de détruire jusqu'aux racines de la vie des Palestiniens. Soit de les faire partir au moyen d'un transfert de population massif ou d'une épuration ethnique, soit de les envoyer en Jordanie, soit de s'employer à ce qu'ils émigrent, s'enfuient, ou meurent de mort lente.

Je pense que l'argument israélien de l'autodéfense est de la foutaise. S'il n'y avait pas la protection des États-Unis, engagés ailleurs dans des entreprises similaires, il ne tiendrait pas un instant. Israël est le seul pays au monde qui parvient à s'en tirer alors même que ses actes sont montrés à la télévision. Cette dernière est bien sûr imparfaite. Elle ne fournit ni le fond ni le contexte. Mais au moins peut-on y voir les scènes de destruction de maisons et les tanks pénétrant dans des villages qui ne sont pas armés. Parler à ce sujet d'« autodéfense » relève d'un abus de langage et d'une arrogance inouïe.

Comment la guerre que les États-Unis mènent contre le terrorisme rejoint-elle la politique d'Israël à l'égard des Palestiniens ?

Cela a été une bénédiction pour Sharon. Ce qu'il ne cesse de répéter, c'est qu'en allant attaquer Ben Laden et Al-Qaida en Afghanistan les États-Unis font exactement ce qu'Israël fait en Cisjordanie et à Gaza¹³. Cela relève encore d'une comparaison

aberrante. La bande de Gaza et la Cisjordanie sont divisées en petits districts à l'intérieur desquels les Palestiniens ne peuvent pas bouger. Ils y sont enfermés comme des sardines dans une boîte. Ainsi, l'idée qu'il existerait une sorte de quartier général terroriste, comme les États-Unis affirment qu'il en existe en Afghanistan, ne peut s'appliquer à Gaza ni à la Cisjordanie. Voilà pour le premier élément.

Le second élément, c'est qu'il y a une occupation militaire israélienne installée depuis 35 ans. C'est un point qu'ils ont tendance à oublier, non parce qu'ils refusent d'admettre l'occupation, mais parce qu'ils pensent que cette terre leur appartient. Il y a à peine deux semaines, j'ai écouté Uzi Landau, leur ministre de l'Intérieur, débattre sur le mot « occupation » dans l'émission *The Charlie Rose Show*¹⁴. Rumsfeld, le secrétaire américain à la Défense, dit à présent la même chose¹⁵. Landau disait : « Comment pouvez-vous parler d'occupation ? Nous sommes chez nous. Même si un autre peuple est présent sur les lieux, ça ne fait rien. La terre appartient aux Juifs par droit divin. »

Là encore, quel discours aberrant ! Personne, nulle part au monde, n'aurait le culot d'énoncer un tel argument. Le troisième élément, c'est que le succès quant à la lutte contre le terrorisme est aussi douteux en Cisjordanie et à Gaza qu'en Afghanistan. L'Afghanistan est un pays dévasté qui a été impitoyablement bombardé. Les États-Unis affirment avoir capturé ou détruit en grande partie l'organisation d'Al-Qaïda. Ils détiennent 2000 prisonniers, dont certains dans

des conditions illégales et inhumaines, dans la baie de Guantánamo¹⁶. À l'origine, ils ont attaqué l'Afghanistan afin d'attraper Ben Laden. Celui-ci a disparu. Le mollah Omar est introuvable. Il est au moins évident que, malgré le régime mis en place par Hamid Karzaï avec le soutien des Américains, le pays connaît de plus grandes convulsions qu'au-paravant.

Je n'ai aucune raison de soutenir ou de défendre les talibans. Ce sont des gens infâmes. Rappelez-vous qu'ils ont été en partie soutenus par les États-Unis durant la guerre contre l'Union soviétique et, plus tard, durant la guerre civile. Ils veillaient au maintien de l'ordre, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. On risque sa vie si on s'aventure dans les rues de Kaboul, et plus encore en dehors de la ville. L'idée que l'on puisse combattre le terrorisme et le faire cesser est également ridicule car c'est un concept métaphysique qui n'a jamais été analysé. Le terrorisme a fait des États-Unis comme d'Israël les victimes d'un fléau d'origine quasi théologique, que Bush et Sharon se sentent habilités, tels des croisés, à combattre par tous les moyens possibles. La morale, le sens de la mesure, les agressions contre les civils, tout cela devient conséquemment secondaire.

À présent, les États-Unis en sont venus à assumer l'hypothèse, comme le souhaiterait Israël, selon laquelle ils seraient habilités à remplacer les régimes politiques. Ils font ouvertement savoir qu'ils veulent changer ceux de l'Irak, de la Palestine et de l'Iran. Et

c'est également ce que désire Israël. La coïncidence entre les intérêts israéliens et américains concernant la région est extraordinaire. Mais dans le cas des États-Unis rien n'est, selon moi, justifié par de réels intérêts nationaux. La main du lobby israélien est très puissante en Amérique. Des gens comme Richard Perle, Paul Wolfowitz, Rumsfeld et leurs valets sont en train d'entraîner le pays dans des guerres qui non seulement dévasteront la région, mais bouleverseront l'économie américaine et sûrement même la stabilité du monde.

De toute évidence, il y a un lobby israélien qui influence le Congrès et le pouvoir exécutif. Mais il existe d'autres facteurs. Parlez-nous des intérêts stratégiques géopolitiques des États-Unis au Moyen-Orient.

La politique étrangère américaine dans la région tourne principalement autour de deux pôles. L'un est le soutien stratégique et la sécurité fournis par les États-Unis à Israël en tant que leur représentant. L'autre est l'objectif consistant à s'assurer le libre accès au pétrole venant d'Arabie Saoudite. Vous remarquerez qu'il y a eu dans les médias, ces six derniers mois, une campagne concertée contre l'Égypte et l'Arabie Saoudite, les deux principaux alliés arabes des États-Unis. Je ne crois pas qu'elle soit due au hasard. Ce qui se joue ici, c'est le désir israélo-américain de modifier la carte du Moyen-Orient afin que les États-Unis puissent exercer un contrôle plus direct sur les réserves de pétrole du

Golfe. En mettant en place de nouveaux régimes politiquement plus dociles dans des pays tels que l'Irak, ils seront en mesure de les faire évoluer de manière à satisfaire le désir des Israéliens d'en finir avec leurs ennemis.

L'Irak est potentiellement l'État arabe le plus puissant de la région. Il possède le pétrole, l'eau, et sa population est cultivée. Mais il a un gouvernement atroce à la tête duquel se trouve un tyran. Les 12 années d'embargo qu'il a subies l'ont durement éprouvé. Les États-Unis veulent à présent l'envahir, et peut-être le démanteler, de façon à ce qu'il ne représente plus une entité arabe viable et capable de se dresser contre Israël. C'est la même chose pour l'Arabie Saoudite. Je ne défends pas la cause des Saoudiens, mais ils ont approvisionné les États-Unis avec du pétrole bon marché pendant 60 ans en sacrifiant leur propre peuple et le monde arabe.

En ce moment, une campagne est menée contre les Saoudiens. Peut-être dans le but de les faire tomber, en tout cas pour les neutraliser et les empêcher de jouer un rôle dans la lutte commune des Arabes contre l'occupation israélienne. Même chose pour l'Égypte. Ces deux régimes sont totalement corrompus, inefficaces et tyranniques. Ce sont des États à parti unique. Les droits de l'homme y sont niés et il y a très peu de démocratie. Un peu plus en Égypte qu'en Arabie Saoudite. L'objectif est de tenir ces pays à l'écart, de les rendre inoffensifs, de la même façon que cette guerre rendra l'Irak inoffensif. Et d'annuler, du même coup, tous les

avantages stratégiques qu'ils pouvaient apporter aux Palestiniens en défendant leur cause. Le but est de saper le moral des Palestiniens en leur retirant tout soutien. De neutraliser, voire d'écarter l'Arabie Saoudite en s'emparant éventuellement des champs pétrolifères. Si donc on empêche l'Égypte d'agir, si on détruit l'Irak, si on remanie son gouvernement et celui de l'Iran, on dessine alors une nouvelle carte du Moyen-Orient tout à fait en accord avec les vœux d'Israël.

Sharon a toujours pensé en ces termes. En 1982, il est entré au Liban non pas simplement pour détruire l'OLP, ce qu'il n'a pas fait, mais pour renverser le gouvernement et installer Bachir Gemayel, un allié d'Israël accommodant¹⁷. Gemayel fut assassiné peu après son entrée en fonction¹⁸. Sharon semble ne jamais tirer la leçon des événements. Il croit toujours que la puissance militaire et le soutien des États-Unis lui permettront de redessiner la carte politique et, en fait, de jouer à Dieu. Malheureusement, l'équipe de Bush et du Pentagone, des alliés bien disposés envers lui, croit au même genre d'inepties. Ce qu'ils pensent n'existe que d'une manière abstraite et théorique. Ils ne savent pas grand-chose du Moyen-Orient ni du monde islamique.

Le résultat, c'est une énorme vague de ressentiment et d'antiaméricanisme, que cette politique ne fera qu'empirer. On tente à présent d'installer une station de radio qui émettrait vers les Arabes afin de les gagner à la cause des États-Unis. Les Arabes ne

sont pas idiots. Les valeurs américaines dont Bush ne cesse de parler existent peut-être dans son esprit et dans celui de son entourage, mais ce que perçoivent les Arabes, les musulmans et, de plus en plus, les Européens, c'est une nation qui se moque des accords internationaux. Une nation qui se permet de déchirer certains traités et qui refuse d'en signer d'autres. Une nation qui se croit supérieure et exceptionnelle en tout. Voilà ce que voient les gens, et non pas les valeurs américaines, quelles qu'elles soient. Ce que les Américains exportent de leur pays, mis à part les biens de consommation, est une chose bien différente de la démocratie et de la liberté dont ils parlent. J'ai bien peur que l'avenir ne nous réserve des moments vraiment difficiles.

À la fin de juillet, le professeur Shibley Telhami, de l'université du Maryland, a dit au comité des relations étrangères du Sénat qu'« un ressentiment vis-à-vis des États-Unis se [faisait] sentir un peu partout dans la région¹⁹ ». Si de tels propos sont exacts, comment expliquer alors que les États-Unis s'obstinent à poursuivre une politique qui génère ce genre d'hostilité ?

La question est très intéressante. Je pense que cela vient d'une altération de leur perception, et que celle-ci est surtout due à Israël. La puissance du lobby israélien est telle qu'il oriente la politique américaine de façon à ce que le bien-être d'Israël devienne prioritaire. C'est à présent devenu une

sorte de constante dans l'optique politique américaine. Et c'est certainement le cas dans les discours politiques. Je vous donne un exemple. En ce moment se déroulent les primaires pour l'élection du gouverneur de New York. Carl McCall s'est porté candidat pour le poste. Il a pensé qu'un voyage en Israël était indispensable pour asseoir sa candidature. Il a donc visité une implantation de Cisjordanie et a tiré un coup de fusil contre des «terroristes», démontrant ainsi sa loyauté envers Israël et la sincérité de son soutien aux colonies de peuplement²⁰. C'est tout à fait habituel. Hillary Clinton fait le même genre de chose. Chaque sénateur et représentant du gouvernement, à part quelques exceptions, comme Cynthia McKinney, aura un jour à signer une lettre où il est écrit : «Nous soutenons Israël et nous ne devons pas récuser Sharon.» C'est inhérent au système.

À côté de cela sévit l'immense ignorance du peuple quant à la réalité de la situation au Moyen-Orient. Il n'y a jamais eu chez les Arabes de véritable politique d'information. Ceux qui vivent aux États-Unis représentent une petite minorité en comparaison de la minorité juive, beaucoup plus puissante, plus riche et mieux organisée. L'image des Arabes est celle de terroristes et de fanatiques. L'islam est dépeint comme une religion violente. Et, bien sûr, les événements des dernières années n'ont fait que conforter cette idée. On ne vous permet pas d'en élucider les causes, comme je le fais ici. De telles conceptions nous sont à présent martelées par

d'anciens gauchistes comme Christopher Hitchens, Michael Ignatieff et Michael Walzer, qui se sont engagés dans cette campagne ahurissante pour montrer que le terrorisme islamique est une chose évidente, logée au cœur même de l'islam. L'«islamo-fascisme²¹» : c'est l'idée qu'ils répandent. La conséquence est que le débat rationnel et l'expression des opinions contraires ont été quasiment interdits.

Vous ne trouverez rien dans les médias qui réfute ces affirmations absurdes. Vous avez aussi des gens comme Dennis Ross, l'ancien négociateur de la paix au Moyen-Orient sous le gouvernement Clinton. Avant qu'il prenne ses fonctions, il était membre du lobby israélien et rétribué en tant que tel, comme il l'est à nouveau depuis son départ. Il apparaît à la télévision et nous dit que les Arabes ont rejeté en bloc les merveilleuses propositions des Israéliens, et qu'Israël est un État pacifiste. Les Arabes sont donc des délinquants et appartiennent à un monde qu'il faudrait anéantir par l'arme atomique. Voilà ce que suggèrent les médias, surtout depuis que règnent la rage et la colère, bien compréhensibles, consécutives au 11 septembre ; oui, disent-ils, en réalité, c'est ce qu'il faudrait faire.

Ils oublient au passage qu'il existe 280 millions d'Arabes et 1,3 milliard de musulmans dans le monde, qu'ils n'ont pas tous la même nationalité et ne sont pas tous des terroristes. Ils nous noient dans des abstractions et des généralités cautionnées par des orientalistes prétendument éclairés, tels que Bernard Lewis et d'autres, qui affirment que

l'ensemble du monde islamique a mal tourné²². C'est comme si Lewis nous parlait d'enfants de maternelle qui se comportent mal et méritent d'être envoyés dans une maison de correction. Le résultat, c'est qu'il est impossible de discuter des intérêts américains de manière rationnelle. Faites-le, et vous serez aussitôt accusé d'antisémitisme. Mais dans la majorité des cas, on ne vous donne même pas le temps ni l'espace nécessaires pour en débattre. Il y a également une grande apathie de la part d'un public pour qui le Moyen-Orient est une région lointaine, pleine de terroristes et de gens prêts à les tuer. Ainsi sommes-nous entraînés dans toujours plus de guerres, de destructions et d'antiaméricanisme.

Dans son introduction à The Pen and the Sword, Egbal Ahmad a écrit : « Les Palestiniens ont la malchance de subir l'oppression d'un adversaire particulier, un peuple qui a lui-même souffert longtemps et profondément de la persécution²³. »

Comme je l'ai souvent dit, nous sommes les victimes des victimes. Ce sont les conséquences de la Seconde Guerre mondiale et de l'Holocauste qui ont permis la fondation d'Israël. Le mouvement sioniste existait dès les années dix-huit cent quatre-vingt-dix, et il y avait déjà des colonies en Palestine bien avant la Seconde Guerre mondiale. Il y a eu également un terrorisme juif qui s'est exercé contre les Anglais détenteurs d'un mandat pour administrer la Palestine. Tout ceci a été oublié. Ce dont les

gens se souviennent, avec une certaine justesse, c'est que les Juifs d'Europe n'avaient nulle part où aller après la guerre. Ni les Européens ni les Américains ne voulaient d'eux. Selon moi, les Juifs ont fait le jeu de sionistes comme Ben Gourion qui les ont conduits en Palestine, déplaçant et dépossédant tout un peuple dans la foulée.

Ce pays n'était pas inhabité, il avait déjà sa propre population ; une population de 800 000 personnes qui en a été chassée en 1948. Nous le savons à présent grâce aux archives militaires israéliennes. Au cours des 54 dernières années, Israël a bénéficié de la culpabilité ambiante européenne, américaine et chrétienne pour ce que les Juifs avaient subi en Europe. Malheureusement, ce sont les Palestiniens qui en ont payé le prix. Nous sommes toujours perçus comme des anti-Juifs. C'est l'éternelle rengaine qui dit que nous tuons les enfants juifs, alors qu'en réalité nous sommes réduits à l'impuissance par l'une des plus grandes forces militaires du monde. Il est donc possible de tuer des Palestiniens pour la simple raison qu'ils perpétuent, d'une certaine façon, la tradition nazie. C'est précisément ce qu'a dit Begin, le Premier ministre israélien, en 1982, quand ses armées ont envahi le Liban²⁴.

Vient ensuite la question du devoir moral. Prenez l'Allemagne. Du fait que l'Holocauste a été un phénomène allemand, ce pays se trouve dans une position difficile. Ses relations avec Israël sont très délicates. Néanmoins, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, qui sont les maîtres d'œuvre de la tragédie

palestinienne, doivent toutes deux assumer courageusement leurs responsabilités. L'Allemagne, en perpétrant l'Holocauste, et la Grande-Bretagne, en cédant la Palestine aux sionistes, ont créé des conditions de vie tragiques pour les Palestiniens. C'est un terrain miné, difficile à franchir. Mais globalement il semble évident, à mes yeux du moins, que nous sommes devant une situation où la justice morale est du côté des Palestiniens. Nous sommes nombreux à nous demander pourquoi nous devons payer les factures que l'Europe nous impose pour ce qu'elle a fait subir aux Juifs. L'histoire atteste que les Juifs ont bénéficié de bien meilleurs traitements en pays arabes et islamiques qu'en pays chrétiens. Partout au Moyen-Orient, l'histoire des communautés juives remonte aux premiers temps de l'ère chrétienne. Ces communautés existaient dans des pays comme l'Irak, le Yémen et l'Égypte, où elles se sentaient intégrées. L'émigration vers la Palestine pour y fonder un État juif n'a concerné qu'une petite fraction en leur sein. Elles se sentaient appartenir au mélange de races et de religions moyen-oriental.

Ce qui s'est passé, c'est que cette partie du Moyen-Orient est devenue une région à la poursuite d'une mythique pureté raciale. Aussi, Israël combat les Palestiniens et les tue dans le but de préserver la spécificité juive de l'État. Pour moi, la seule solution, c'est de décider que cette terre, où, de fait, cohabitent deux peuples, est une terre pour deux peuples, et le seul espoir est qu'ils puissent coexister en toute égalité, sans que l'un soit le subordonné ou

le subalterne de l'autre. Mais, je le redis, les Juifs ont une telle emprise sur la conscience occidentale qu'il est difficile pour nous, Palestiniens, de nous y opposer au nom de nos droits, au nom du fait que nous avons été dépossédés et expulsés.

Cependant, nous y parvenons. Au fil du temps, de plus en plus de gens reconnaissent que les fréquentes références à l'Holocauste ne suffisent pas à justifier les actions d'Israël. Il est vrai qu'Israël est un État indépendant. Mais c'est aussi le seul État au monde qui n'ait jamais déclaré ses frontières. Il n'existe que des frontières fixées par les armistices. Israël se réserve le droit de s'étendre, de s'emparer de nouveaux territoires, d'expulser davantage de gens. Cela n'a rien à voir avec l'Holocauste. C'est du fanatisme messianique de la plus dangereuse espèce et qui aura tout simplement des conséquences sanglantes. De nombreux Israéliens ont compris d'eux-mêmes qu'il s'agissait d'une politique suicidaire. Car, quoi qu'Israël fasse des Palestiniens – mettons qu'il parvienne à les tuer ou à les expulser tous –, le pays sera toujours cerné par des États arabes hostiles. Cette hostilité s'accroît de jour en jour à cause des images diffusées quotidiennement sur les écrans des téléviseurs arabes et, bien sûr, ceux du monde entier. Les Israéliens sont en train d'accumuler une somme de ressentiment, voire de haine, qui persistera pendant des générations. Leur politique ne voit pas loin. Ils ne peuvent être assurés de l'aide *ad vitam aeternam* des États-Unis, ni croire que le reste du monde leur

permettra impunément de transgresser la loi internationale et les résolutions de l'ONU. Tôt ou tard, il leur faudra rendre des comptes.

Deux autres facteurs modèlent et influencent la politique des États-Unis au Moyen-Orient, à propos desquels j'aimerais que vous nous fassiez part de vos observations. Le premier concerne les entreprises gigantesques appartenant à l'armée, telles que Lockheed Martin, Boeing et Northrop Grumman, qui ont tout intérêt à ce que l'agitation et le conflit perdurent dans la région pour vendre encore plus d'armes. Le deuxième est relatif à l'engouement de certains éléments de la droite chrétienne pour la politique israélienne.

Commençons par le premier point. Ce facteur est d'une importance décisive. Je pense qu'aux États-Unis chacune des 500 circonscriptions représentées au Congrès gère une industrie touchant à la défense d'une manière ou d'une autre. La vente d'armes à l'étranger, l'un des principaux postes d'exportation américains, est désormais une question d'emploi et non plus de défense. Face à cela, le Moyen-Orient dépense plus en armement que n'importe quelle autre région du monde. L'Arabie Saoudite figure parmi les plus importants acquéreurs d'armes américaines²⁵. Ceux qui font campagne contre ce pays ont tendance à négliger l'interdépendance qui existe entre lui et les États-Unis. L'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït et le Qatar

achètent les derniers modèles d'avions de chasse et de missiles guidés par faisceau laser, mais sont incapables de s'en servir. C'est vraiment ridicule.

L'armée égyptienne, qui est le plus gros employeur en Égypte, est elle aussi massivement approvisionnée par les États-Unis. Ces armes ne lui sont d'aucune utilité. Elles déstabilisent l'économie et sont achetées au détriment du bien-être du peuple. Les dépenses pour l'éducation, la santé publique, l'importation de technologies, et dans d'autres domaines, sont sévèrement limitées par de telles acquisitions, qui en réalité s'effectuent sur ordre des États-Unis au bénéfice de sociétés comme celles que vous avez citées. Ces armes ont pour seul effet de militariser la région, et c'est assurément le cas pour Israël, l'Égypte et les autres pays. Il y a donc en permanence une trop nombreuse classe militaire oisive qui, comme en Égypte, réprime la population. Les Égyptiens semblent aussi peu disposés à faire la guerre que la paix. Enfin, en ce qui concerne Israël, les militaires sont équipés avec les armes les plus sophistiquées, qu'ils utilisent volontiers contre les civils palestiniens.

Je suis heureux de vous apprendre qu'un mouvement d'ampleur croissante se développe actuellement dans les campus américains, exigeant que les universités se dissocient de certaines des sociétés qui concluent des marchés militaires avec Israël²⁶. Ce mouvement, qui progresse à une allure étonnante, suit de près le modèle du mouvement anti-apartheid, en Afrique du Sud, dans les années

soixante-dix et quatre-vingt. Prenez la société Caterpillar. J'ai un compte à régler spécialement avec elle, parce que ses bulldozers sont ceux utilisés pour détruire les maisons palestiniennes, alors même parfois que les gens sont encore à l'intérieur. Des sociétés comme celles-ci se révèlent maintenant aux yeux du grand public, attirant l'attention sur la façon dont elles alimentent abusivement les frappes militaires au Moyen-Orient, ce qui bien entendu profite aux sociétés américaines. D'une manière indirecte, cela contribue aussi à l'accroissement de l'hégémonie américaine. C'est le but. Car, avec les armes, vous avez les pièces détachées, les démonstrateurs, etc. Cela accroît la dépendance des Saoudiens à l'égard des Américains, qui peuvent alors rassembler davantage de troupes.

Et en ce qui concerne la droite chrétienne ?

La palme du cynisme revient à des gens comme Pat Robertson, Jerry Falwell, et d'autres, qui prônent un soutien inconditionnel à l'État d'Israël. Au point d'accuser les Palestiniens d'être des tueurs, et les musulmans d'être des renégats, des athées et de violents fanatiques. Mais si vous y regardez de plus près – et j'ai étudié la chose, car ma maison de famille à Jérusalem est aujourd'hui occupée par un organisme qui s'appelle l'Ambassade chrétienne internationale, l'un des groupes de chrétiens fondamentalistes les plus extrémistes, essentiellement d'origine américaine –, vous verrez

que le dessein qui guide tous ces mouvements est profondément antisémite. Ils soutiennent Israël, mais comment ? Ils disent qu'Israël est le pays des Juifs, qu'il leur a été offert par Dieu, et que les Juifs devraient s'y installer en plus grand nombre. Cela correspond exactement au rêve sioniste, à savoir l'idée que la diaspora devrait s'achever et que tous les Juifs devraient revenir au pays de Sion.

Cependant, la droite chrétienne va plus loin. Elle dit que l'avènement du Messie aura lieu à condition que tous les Juifs soient en Palestine. Ce second avènement déclencherait alors une grande guerre au cours de laquelle tous les Juifs qui refuseraient de se convertir au christianisme seraient tués. Ainsi commencerait le nouvel âge du monde. Derrière cet intérêt extraordinaire pour Israël se cache donc un objectif profondément et radicalement antisémite, qui est de détruire les Juifs une fois qu'ils seront rassemblés dans le pays de Sion. La droite chrétienne et la droite républicaine ont fait un mariage de convenance. Une très large proportion de la population du sud et de l'ouest des États-Unis, environ 70 à 80 millions de personnes, considère Bush comme son leader. Sa politique, qui est très antipalestinienne et ne montre aucune empathie pour la souffrance des Palestiniens, est soutenue avec vigueur par ces gens, dont elle sert les intérêts. De même qu'elle sert ceux du lobby israélien, lequel n'a cessé de s'orienter vers la droite, c'est-à-dire précisément vers l'ennemi qu'il avait identifié au cours des années soixante-dix et quatre-vingt. Il

est passé à présent de l'autre côté, épousant et aidant la propagande et le financement de la droite chrétienne. Le mot « distorsion » vient aussitôt à l'esprit pour caractériser un tel phénomène. C'est devenu grotesque.

Revenons une nouvelle fois à votre ami très proche, Eqbal Ahmad, mort au Pakistan en 1999. En 1998, il a dit : « Oussama Ben Laden est le signe des temps à venir. » Je lui ai demandé de s'expliquer. Il m'a répondu : « Les États-Unis ont semé dans le Moyen-Orient et en Asie du Sud des graines empoisonnées. Celles-ci sont en train de germer. Certaines ont déjà mûri, d'autres sont en cours de germination. Il est nécessaire de savoir pourquoi elles ont été semées, ce qui a déjà poussé, et comment les moissonner. Les missiles ne résoudre pas le problème »²⁷. Quelle pourrait être alors la solution ?

Je pense qu'à ce sujet on peut être franchement pessimiste. Les États-Unis ne sont pas uniquement constitués d'individus comme Bush ou Rumsfeld. Mais il ne suffit pas de dire qu'ils doivent partir et être remplacés par des gens plus compréhensifs. C'est d'un système qu'il s'agit, d'un concept global. L'ensemble des citoyens devraient être plus conscients et plus informés, d'autant qu'avec le projet d'une guerre pour changer le régime de l'Irak nous semblons entrer dans une phase encore plus agressive. Je pense qu'il est nécessaire d'élargir la conscience de ce qui se joue réellement au

Moyen-Orient, et de reconnaître pour la première fois que cette région n'abrite pas uniquement un éventail d'intégristes musulmans.

Dans chacun des pays arabes les plus importants, il existe un mouvement en faveur des droits de l'homme. On y trouve également des associations pour la liberté d'information et la liberté d'expression. Le mouvement des femmes s'est remarquablement développé. Au cours des 10 dernières années, l'augmentation du nombre des femmes ayant un rôle actif dans la société a été vraiment considérable. Par ailleurs, dans des pays comme l'Égypte, il existe une culture favorable aux libertés individuelles. Même au Koweït, il y a une culture libérale qui lutte contre les islamistes, mais également contre la tyrannie du parti unique, oligarchique, ou le pouvoir d'une seule dynastie. Ces combats ont donc lieu. Ce qui nous manque, c'est une conscience plus aiguë de la dialectique que cette lutte suppose. Il nous faut regarder cette dernière pour ce qu'elle est, et prendre position dans le débat qu'elle suscite – un débat qui pourrait avoir lieu, par exemple, entre intellectuels américains et intellectuels arabes et musulmans, sans qu'un côté sermonne et haïsse l'autre.

Je ne veux pas me citer en exemple, mais j'appartiens aux deux mondes. J'ai toujours pensé qu'il était possible de vivre dans les deux mondes et de les faire coexister, parce qu'on trouve dans l'un comme dans l'autre des gens de même opinion qui souhaitent cette coexistence, qui croient en un dialogue rationnel, en une politique laïque plutôt

que religieuse, qui pensent que la force, la militarisation et la répression sont allées tellement à l'encontre du but recherché qu'il faut s'en abstenir et les éviter à tout prix. J'en suis arrivé au point où, tout en n'étant pas un pacifiste, je suis prêt à défendre la cause pacifiste car, avec elle, nombre de problèmes seraient immédiatement éliminés. Les armées sont inutiles. Et quand elles ne le sont pas, comme dans le cas d'Israël et des États-Unis, elles apportent surtout de la destruction et sèment la discorde pour des générations à venir. J'ai le sentiment que de nombreuses personnes sont prêtes à entendre ce message, aussi bien dans le monde arabe qu'aux États-Unis. Le problème a toujours été : comment faire pour que ces gens se rencontrent et se comprennent en dépit du matraquage des médias et de l'inflexibilité du gouvernement et de ses institutions ?

Je crois que la possibilité d'une société citoyenne peut se développer dans tous les lieux où règne une relative liberté de dialogue, comme les universités et certaines Églises. De plus en plus de gens appartenant à la nouvelle génération, celle qui succède à la mienne, en sont conscients. C'est là que réside le seul espoir de changement. Je ne pense pas qu'il puisse venir des coups d'État ou des changements de régime dont nous parle l'administration Bush.

6.

Au rendez-vous de la victoire

New York, New York, 5 février 2003

Quel rôle la culture peut-elle jouer dans les mouvements de résistance ?

Prenez l'exemple de la situation palestinienne. Toutes sortes d'expressions culturelles ont participé à la consolidation et à la pérennité de l'identité palestinienne : un cinéma palestinien, un théâtre palestinien, une poésie et, plus largement, une littérature palestiniennes. Il existe un discours politique et critique spécifiquement palestinien. Lorsqu'une menace pèse sur une identité politique, la culture est un moyen de lutter contre son extinction et son oblitération. Elle est une sorte de mémoire contre

l'éradication. En ce sens, je trouve qu'elle a une très grande importance.

Mais le discours culturel a une autre dimension : c'est la capacité d'analyser, d'éviter les clichés, de pointer les mensonges du pouvoir, de remettre l'autorité en question et de rechercher des solutions. Cela aussi fait partie de l'arsenal de la résistance culturelle.

La culture peut constituer une menace pour le pouvoir. Je pense à l'invasion de Beyrouth en 1982, conduite par Ariel Sharon, au cours de laquelle des bureaux contenant des archives palestiniennes ont été saccagés et détruits. Vingt ans plus tard, une autre attaque, toujours menée par Sharon, a dévasté le Centre culturel Khalil-Sakakini à Ramallah¹.

Ce que vous soulignez là est en fait très important. Le Centre culturel Khalil-Sakakini porte le nom d'un homme qui a été proviseur en Palestine avant 1948. Il se trouve que c'était un ami de ma famille. Enfant, j'avais l'habitude de le voir quand il nous rendait visite. Sa réputation lui venait de l'école qu'il dirigeait et qui accueillait un grand nombre de bourgeois nationalistes. Elle ne relevait pas du mandat britannique. Ce n'était pas une école anglaise. Elle était laïque, et elle enseignait aux jeunes adultes palestiniens les fondements de leur héritage culturel et politique. Sakakini lui-même était chrétien. Mais beaucoup de ses élèves les plus prestigieux étaient musulmans. Son école était un

important creuset pour la sensibilité nationaliste. Le centre de Ramallah qui porte le nom de ce personnage est un symbole de la vie nationale, intellectuelle et culturelle des Palestiniens, par conséquent une cible pour les Israéliens.

En 2002, ils ont vidé le bureau central des Statistiques palestiniennes. Ils ont emporté la totalité des ordinateurs, détruit les disques durs, et se sont emparés des fichiers appartenant aux ministères de l'Éducation et de la Santé². Tout ce qui ressemble à des archives et qui témoigne concrètement de l'existence d'une histoire est perçu comme étant à détruire. C'est l'obsession de n'importe quel conquérant impérialiste. Elle est propre à toute démarche colonialiste, comme en Algérie, où les Français ont voulu prohiber l'enseignement de la langue arabe dans les écoles. Mais les gens se débrouilleront toujours pour trouver d'autres lieux – dans le cas présent, les mosquées – où apprendre l'arabe et perpétuer la tradition orale. Face aux tentatives de répression, il y aura toujours une réaction ingénieuse et une volonté populaire qui résisteront.

Mahmoud Darwich est considéré comme le poète national de la Palestine. Quelle est son importance ?

Le cas Darwich est compliqué. En premier lieu, il a grandi en Israël. Ce n'était pas un Palestinien, comme la plupart des membres de l'OLP. Il n'était pas issu de la diaspora. Il est resté sur place et est devenu un citoyen israélien. Il parle aussi bien

l'hébreu que l'arabe. Il est connu comme l'un des premiers « poètes de la résistance », ainsi qu'on les appelle. En d'autres termes, il traitait de sujets nationalistes et, avant tout, de l'affirmation de l'identité palestinienne. Son poème le plus célèbre s'intitule *Carte d'identité* et commence par « Enregistre ! Je suis un Arabe »³. Ce poème s'inspire en fait de son expérience personnelle, lorsqu'il devait se déclarer dans un bureau militaire israélien. Jusqu'en 1966, les Palestiniens d'Israël vivaient sous la loi martiale ; ils avaient constamment à se présenter aux autorités, à se faire enregistrer. Ainsi annonce-t-il au préposé, avec une sorte de défiance : « Enregistre le fait que je suis un Arabe. » Ces mots prononcés presque spontanément ont formé le premier vers d'un poème.

Plus tard, lorsque Darwich quitta la Palestine au début des années soixante-dix pour vivre en Égypte, puis à Beyrouth et à Paris, il devint un poète de l'exil. Je pense qu'il est certainement, avec le poète syrien Nizar Qabbani, récemment décédé, et le poète syrien Adonis, toujours vivant et actif, l'un des grands poètes du monde arabe. Il se rapproche beaucoup de ce qu'a pu être Faiz Ahmed Faiz dans la lignée traditionnelle de l'Asie du Sud. Darwich attire d'immenses foules, des milliers de personnes qui viennent l'écouter réciter sa poésie.

C'est un lecteur insatiable, et, en dépit de sa longue affiliation avec l'OLP, c'est un homme plutôt réservé, prenant rarement position en public. Ses

goûts et ses vues sont franchement cosmopolites. Au cours des 20 dernières années, durant lesquelles il s'est montré extrêmement productif, il a développé un autre style de poésie, que j'appellerai méditatif et lyrique. Il a traité de la poésie à partir d'une grande variété de sujets, allant de l'Andalousie à l'Indien d'Amérique, de la gravité de sa maladie jusqu'à, fort récemment, sa dernière grande ode – le terme arabe est *qasida* – intitulée *État de siège*⁴. Ce poème est un compte rendu de l'encerclement de la Cisjordanie durant l'invasion israélienne au printemps 2002.

Darwich est un poète aux multiples facettes : sans nul doute une figure publique, mais également un poète profondément personnel et lyrique. Et, à l'échelle mondiale, je pense qu'il est certainement l'un des meilleurs. Sa maîtrise du langage le place aux côtés de Derek Wolcott et de Seamus Heaney, pour citer deux prix Nobel, l'un né aux Caraïbes, l'autre en Irlande. Il réussit à assembler un grand nombre d'images issues de la tradition de l'arabe coranique, mais il le fait d'un point de vue profane. Darwich n'est pas du tout un poète religieux, mais il utilise dans un grand nombre de ses poèmes le langage du Coran et des Évangiles. Il est aussi influencé par Lorca, Neruda et Īevtouchenko. Ayant passé quelque temps en Russie, il est pleinement familiarisé avec la tradition littéraire de ce pays, aussi bien qu'avec certains des poètes les plus récents, tels que Brodsky.

Vous avez comparé Darwich au W.B. Yeats de la première période.

Oui, parce qu'il a été fortement associé au combat pour la libération, de la même manière que Yeats l'a été à la lutte pour la libération irlandaise contre le colonialisme britannique. Yeats a toujours été lié aux manifestations officielles de la vie culturelle, comme celle de l'Abbey Theatre. Il était membre du Parlement irlandais. Il a été une figure publique beaucoup plus importante que Darwich, bien que ce dernier soit très connu. Mais Darwich n'a jamais eu d'autre position officielle que celle qu'il tenait durant la période où il fut membre du Conseil national palestinien, autant dire peu de chose.

Quelle est la frontière entre l'art et la politique? Arrive-t-il qu'ils soient trop étroitement entrelacés? Prenez, par exemple, Pablo Neruda. Il s'est fait une réputation de poète romantique et métaphysique. Puis, à la suite de son séjour en Espagne durant la guerre civile, sa poésie a pris une tournure dramatique. En réponse aux critiques qui lui demandaient : « Où sont les lilas? », il a écrit un poème intitulé J'explique certaines choses, dans lequel il disait : « Vous allez me demander/Pourquoi votre poésie ne parle-t-elle pas du rêve, des feuilles,/des grands volcans de votre pays natal? » À la fin du poème, il priait le lecteur à trois reprises : « Venez voir le sang dans les rues »⁵.

Eh bien, le poète palestinien, par exemple, aujourd'hui, fait comme Neruda, il répond aux besoins de la situation – mais ce pourrait être une femme, car il existe d'excellentes poétesses, telles que Fadalla Tukan. Et pour nous la situation, depuis 1948, a été profondément politique au sens où notre expression identitaire a été entravée. Aussi, puisque chaque poète répond à sa manière aux nécessités politiques et historiques de son temps, il y a toujours – même, comme le dit Adorno, dans le cas du lyrisme, qui est la forme la plus éminemment personnelle – un rapport implicite à la politique, un rapport par défaut, y compris dans la forme la plus apolitique qui soit. Or, concernant la poésie de la Palestine et du monde arabe, les raisons de l'engagement politique qui s'exprime dans leur littérature présentent un intérêt spécifique – ce qui ne la rend pas seulement polémique. La littérature de style polémique peut n'avoir aucune qualité artistique. Mais il n'y a pas forcément de contradiction entre les vertus esthétiques et les thèmes politiques.

Dans le cas arabe, et surtout palestinien, le mariage de l'esthétique et de la politique a plusieurs causes. La première est la répression constante dans la vie quotidienne, la contrainte à tous les niveaux, due à l'occupation israélienne, à la dépossession d'une nation entière, et au fait que nous sommes un peuple d'exilés. Voilà qui résume bien notre situation, et c'est ce à quoi réagit l'écrivain. L'autre dynamique est la pression qu'exerce la tradition, en

elle-même très puissante, de la langue arabe et islamique. Le langage est au centre de l'expression culturelle des Arabes. Il est étroitement lié à la langue de Dieu – dont il *est* en fait la langue – telle qu'on la trouve dans le Coran. Le Coran est *munzal*. Il vient tout droit de Dieu, dont il est la parole pure. Ainsi, dans une époque de résistance et de changement révolutionnaire, le poète cherche-t-il, lui aussi, sa voix au sein de cette tradition. C'est ce que la poésie d'Adonis exprime parfaitement, et ce qui la rend si difficile à comprendre. C'est une poésie d'une incroyable érudition, mais qui se retourne en même temps contre cette érudition. Adonis sent qu'il doit inventer un nouveau langage, combattre l'ancien, tout en tirant son matériau de cette même tradition issue de la langue et de la croyance coraniques.

Tout ce que retiennent de nombreux Américains à propos de la langue arabe, c'est ce mythe selon lequel elle comporterait un millier de mots pour dire « couteau ».

Oui, c'est ridicule. La langue arabe est terriblement mal représentée. On la perçoit d'abord comme une langue polémique parce que c'est celle de l'islam. On la considère comme une langue violente. Alors qu'en réalité, pour une personne telle que moi-même, qui connaît de nombreuses langues, c'est la plus belle d'entre toutes. Sa structure est d'une grande symétrie et d'une grande logique. Elle est aristotélicienne.

Vous devez tressaillir lorsque vous entendez Colin Powell parler de l'Irak aux Nations unies en répétant le terme « Sodome ». Mais qu'est-ce qu'il raconte ? Il n'est pas nécessaire de connaître l'arabe pour pouvoir prononcer correctement « Saddam ».

C'est une forme d'arrogance et bien sûr de mépris. D'un côté on tente de le diaboliser, de le banaliser, et de l'autre on veut montrer que la familiarité ne peut qu'engendrer le mépris. On veut montrer que l'Irak n'est rien de plus que cet homme dont le nom, comme vous l'avez dit, est sans cesse écorché. Il s'agit évidemment d'un terrible dictateur, mais comparé aux dictateurs du monde entier qui ont sévi, disons durant le XX^e siècle, historiquement, il est peu de chose.

Ce dont nous parlons s'étend bien au-delà de Colin Powell et inclut tous ceux qui présentent les informations, sont payés plusieurs millions de dollars et prononcent Aï-rak, Aï-ran, mouhdrassass, chouriya, mouzlèmes et izloum.*

Oui, tout cela fait partie du même bataillon de clichés orientalistes conçus pour aliéner et déshumaniser un peuple, et c'est exactement ce qui nous est arrivé. C'est la raison pour laquelle la plupart des Arabes ressentent une si forte animosité envers le gouvernement et les médias américains. Le

* Pour Irak, Iran, *madrasas*, *charia*, *Muslims* (les musulmans) et islam. (NdT.)

discours dominant fait montre d'une telle ignorance et, en même temps, d'une telle familiarité dans son mépris envers ces éléments qui tiennent une place centrale dans nos existences que nous le percevons comme une agression contre notre culture et notre civilisation.

Revenons à la question de la poésie. Laura Bush a organisé une cérémonie à la mémoire de Walt Whitman, Emily Dickinson et Langston Hughes à la Maison-Blanche pour le 12 février. Elle a annulé l'événement assez brutalement en apprenant que certains des poètes avaient l'intention d'y exprimer leur opposition à la guerre en Irak⁶.

Il est parfaitement évident que la présence de n'importe quel poète à cette occasion aurait été un scandale car, de la part de la Maison-Blanche, c'était une tentative honteuse et délibérée de se parer du prestige de la culture, comme cela se fait si souvent dans ce pays, de la neutraliser en lui donnant un rôle d'ornement plutôt que d'engagement. Et je suis bien content que Laura Bush ait été assez sensée pour l'annuler au lieu d'y faire venir quelques poètes qui auraient allégué que Whitman et Dickinson n'avaient rien à voir avec la guerre. Car, en voulant convier ces poètes à la Maison-Blanche, elle a soulevé toute la question de l'autorité et du pouvoir. Le bon réflexe a été celui de certains poètes qui ont ouvertement refusé de participer, et je suis heureux que toute l'affaire ait échoué.

Avec pour conséquence des déclamations de poèmes dans tout le pays en signe de contestation.

Cela témoigne de la profonde impopularité de cette guerre, et surtout du sentiment que nous nous trouvons au seuil d'une époque unique dans notre histoire en tant qu'Américains. Le gouvernement est aux mains d'une cabale. Je pense que nous pouvons parler ici de régime ou de junte, et non plus d'un gouvernement démocratiquement élu et représentatif au vrai sens du terme. Le parti démocrate n'existe pas en tant que force de changement. L'administration Bush est dominée par un groupe de néo-conservateurs militaristes et fanatiquement pro-israéliens. Ils sont décidés à engager cette guerre contre l'Irak pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la sécurité de l'Amérique mais bien, comme ils l'ont déclaré eux-mêmes, pour assurer la suprématie mondiale des États-Unis, quoi qu'il leur en coûte en termes de vies humaines et d'argent, et quels que soient les dommages occasionnés dans le reste du monde. D'où le recours à la poésie comme nouveau mode d'expression.

Ralph Nader et d'autres ont appelé ce groupe – George Bush, Dick Cheney, Paul Wolfowitz, Richard Perle – les « faucons poltrons ».*

C'est exact, car aucun d'entre eux n'a servi dans l'armée alors que tous en ont eu la possibilité. De

* *Chicken hawks* : littéralement, les « faucons poules mouillées »... (NdT.)

fait, Bush a été chargé d'une mission alors qu'il était dans la Garde nationale du Texas, au milieu des années soixante-dix, mais il s'est fait porter absent durant un an environ, sans permission⁷. Il est vraiment indigne que ces gens qui n'ont aucune expérience de la guerre soient ceux qui l'encouragent.

Ce groupe dit aussi qu'il veut importer la démocratie au Moyen-Orient.

En proclamant une pareille intention, ils banalisent la notion de démocratie. Je ne connais pas de cas dans l'histoire où la démocratie ait été importée par la conquête et les bombardements, toutes choses que cette guerre, sans nul doute, entraînera. On se demande d'où viennent ces idées tordues.

Je suis bien content qu'il y ait une telle effervescence en matière de manifestations contre la guerre en Irak. Mais je suis étonné que l'indignation ne soit pas encore plus vive, car cette guerre va évidemment à l'encontre des intérêts et de l'équilibre de ce pays, tant par son coût, les destructions qu'elle occasionnera, que par sa totale immoralité. C'est un miracle qu'ils aient tenu aussi longtemps.

Le 15 février, il n'y avait pas moins d'un demi-million de personnes dans les rues de New York. Le lendemain, il y en avait peut-être 200 000 à San Francisco⁸. Un tel afflux d'opposants à la veille d'une guerre est sans précédent.

Je suis d'accord. Cela montre peut-être une émergence du sens critique qui serait, ironie du sort, consécutive au 11 septembre. Ce serait l'expression du sentiment que nous sommes vulnérables, et qu'en tant que nation et que peuple nous appartenons à l'histoire et à la politique mondiale. Cela montrerait que les gens vont au-delà des formules et des idées reçues – comme celle selon laquelle nous serions haïs à cause de notre démocratie, de nos valeurs et de notre liberté –, qu'ils réalisent que critiquer l'Amérique est peut-être justifié. Et que nos interventions à l'étranger, l'excessive arrogance de notre pouvoir, notre désir réitéré de montrer que nous pouvons faire ce qu'il nous plaît sont des choses critiquables. Nous enfreignons les accords. Nous défions les Nations unies. Et j'espère que les gens réaliseront également combien certains alliés de l'Amérique, comme Israël, font montre d'un même manque de respect envers la loi. Lorsque Bush répète que l'heure est venue pour les Nations unies de prouver qu'elles honorent les résolutions prises envers l'Irak, nous devons poser la question : « Qu'en est-il des nombreuses autres résolutions de l'ONU transgressées par Israël et les États-Unis ? » Les Palestiniens qui chaque jour sont abattus le sont au mépris des conventions de Genève, de la Charte des Nations unies ainsi que d'un grand nombre de résolutions de l'ONU. Il me semble qu'il commence à y avoir une plus grande prise de conscience face à ce genre d'hypocrisie.

Il y a un écart, non seulement en Europe mais également aux États-Unis, entre le pouvoir et l'opinion publique.

C'est tout à fait juste, et je dirais que c'est partout le cas. Dans la plupart des pays, à de rares exceptions près, l'écart entre la volonté de la grande majorité des gens et ceux qui sont supposés les représenter est énorme. Je pense que nous sommes au bord d'une crise de ce que l'on pourrait appeler la représentativité démocratique. Celle-ci semble n'avoir plus cours nulle part. Certainement pas en Angleterre ou en Italie. Et on ne peut naturellement pas dire que dans de nombreux pays arabes le gouvernement représente le peuple.

L'opinion publique arabe est souvent réduite à ce qu'on appelle « la rue ». Lorsque 3 millions d'Italiens ont manifesté à Rome et que près de 2 millions de personnes ont protesté en Grande-Bretagne, ceux-ci, il est intéressant de le noter, n'ont pas été désignés comme « la rue »⁹.

À propos du mot « rue », laissez-moi vous dire quelque chose. Il faut savoir que c'est un mot très employé par les orientalistes. Il existe, au sujet des Arabes, une sorte d'identification inconsciente entre le mot « rue » et l'usage que l'on faisait du terme *street Arab** à la fin du XIX^e et au début du

* L'« Arabe des rues », locution sans équivalent en français. (NdT.)

XX^e siècle. Les *street Arabs* sont des vagabonds. De nombreux textes victoriens évoquent les gens de la rue, c'est-à-dire tous ceux qui vivaient dans la rue à proprement parler. Les colporteurs, les mendiants et leurs congénères sont souvent appelés *street Arabs*. Je pense donc qu'en se référant à la « rue arabe » on suggère de cette manière qu'il s'agit de la racaille et des épaves sans intérêt d'une société principalement constituée d'une humanité inférieure et barbare. Il me semble que l'emploi constant de ce terme quand on parle de l'opinion publique arabe n'est pas un hasard.

Les débats politiques arabes sont en réalité plus subtils et présentent un éventail d'opinions plus large qu'aux États-Unis. Al-Jazira, la chaîne de télévision par satellite basée au Qatar, en est un bon exemple. Dans le monde arabe, les télévisions qui n'appartiennent pas à l'État sont plus autocritiques qu'en Amérique. Comme vous l'avez écrit, les médias américains traversent un de leurs pires moments¹⁰. En participant à la mobilisation pour la guerre, la télévision aux États-Unis se pose comme le bras du gouvernement.

Approfondissons un peu la question du déclin de la démocratie. Dix millions de personnes ont manifesté durant le week-end du 15 février, et ont été balayées par George Bush qui en a parlé comme d'un petit groupe ayant réussi à focaliser l'attention des médias¹¹. Si c'est le cas, il s'agissait alors du plus

considérable des groupes ayant réussi à focaliser l'attention dans l'histoire.

Oui, sans aucun doute le plus important. Mais cela souligne aussi l'attitude dédaigneuse et bornée du président, qui – d'après tout ce que j'ai lu à son sujet – croit réellement être en communication avec Dieu. Il s'agit là d'un fonctionnement qui est vraiment propre au fondamentalisme monothéiste. Celui-ci a, hélas, bien des résonances en moi, étant donné qu'un côté de ma famille était d'obédience baptiste fondamentaliste. Selon cette vision du monde, Dieu s'adresse directement à l'être humain; ainsi, la personne concernée ne souffre aucune contradiction et est absolument convaincue d'avoir raison. Cette croyance ne se limite pas du tout à l'islam. On la trouve dans le judaïsme. Elle tient une grande place dans la tradition puritaine et protestante et je suppose que, d'une certaine façon, elle fait aussi partie de la tradition catholique. Mais elle devient particulièrement détestable et dangereuse quand elle est revendiquée par le président du pays le plus puissant du monde.

Ce qui est constamment occulté dans les discussions concernant l'Irak, c'est que ce pays se trouve être également le berceau des trois plus anciennes communautés chrétiennes du monde, à savoir les Chaldéens, les Assyriens et les Arméniens. Le judaïsme, la chrétienté et l'islam font tous remonter leurs origines à Abraham, né à Ur, dans le sud de l'Irak.

Ce qui m'inquiète, c'est de constater que l'Irak n'est pratiquement jamais considéré comme le centre culturel de tout le monde arabe, pas plus que comme celui de la civilisation musulmane. La civilisation irakienne, qui remonte à Sumer, à l'Assyrie et à Babylone, a perduré durant des millénaires. Or, comme vous l'avez fait remarquer, tout cela a été réduit à « Sodome ». N'oubliez pas que l'Irak a été le siège du califat des Abbassides, l'un des points culminants de la civilisation arabe. Aujourd'hui encore, ce pays représente un lieu phare de la culture arabe. Il existe un dicton qui dit que les Égyptiens écrivent, que les Libanais publient et que les Irakiens lisent. Bagdad est sans nul doute la capitale artistique du monde arabe. Enfin, de tous les pays arabes, l'Irak est celui qui est le mieux doté en ressources naturelles et humaines. Il possède de grandes quantités d'eau et de pétrole, ainsi qu'une classe moyenne et professionnelle très avancée, qui a été gravement affaiblie par l'embargo. Personne ne semble connaître l'existence des grandes figures de la culture irakienne : ses grands écrivains, artistes, peintres, sculpteurs et savants. Ce n'est qu'un signe supplémentaire de la scission qui existe entre le monde islamique et arabe d'un côté, et l'Occident de l'autre.

L'Irak est également le berceau de l'écriture.

En effet, et c'est un point très présent dans la conscience de chaque Arabe, spécialement aujourd'hui, alors que l'Irak est sur le point d'être attaqué.

C'est vrai que l'on peut affirmer qu'aucun pays du monde arabe n'a de sympathie pour Saddam Hussein. Mais tous s'inquiètent pour le peuple irakien, déjà victime d'une longue épreuve, 12 années de sanctions et de ravages, sans compter les bombardements constants, la malnutrition, la faim, la maladie, le manque de matériel scolaire et de livres, etc. Tout cela est violemment ressenti dans le monde arabe. Bush déclare : « Nous n'avons pas de griefs contre le peuple irakien », et voilà que l'on apprend que 6 000 missiles de croisière sont pointés sur Bagdad : la contradiction est évidente ¹².

Pointés en vue d'une attaque éclair dont le choc et l'effroi ne peuvent que remettre en mémoire le Blitzkrieg ¹³.

C'est le but. Comme pour Dresde ou Hiroshima, l'impact est censé avoir un effet terrifiant et paralysant sur la population.

Vous êtes très attentif à la manière dont le langage est utilisé. Il peut être manipulé de manière à générer le malentendu. Voici deux exemples. Le premier est tiré du New York Times : « La plupart des Palestiniens maintiennent que les colons et les soldats en Cisjordanie représentent les éclaireurs d'une occupation illégale ¹⁴. » Le second est un commentaire couramment employé par les médias, selon lequel « Bagdad prétend que les sanctions imposées par les États-Unis entraînent une malnutrition

générale et un taux de mortalité infantile exceptionnellement élevé¹⁵ ».

Je dois vous parler, non sans tristesse, de l'emploi de ces termes – « alléguer », « maintenir », « prétendre » – qui prévalent à présent dès qu'il s'agit de décrire la souffrance des Arabes. L'automne dernier, je me suis associé à un groupe de l'université Columbia pour interpeller son président et lui soumettre un plan destiné à abandonner les parts que l'université possède dans des sociétés traitant d'affaires militaires avec Israël. La conversation a porté ensuite sur le problème des atteintes aux droits de l'homme et sur celui du dynamitage et de la démolition des maisons palestiniennes au moyen de bulldozers, sans compter la mise en place d'un système d'apartheid. La réaction du président fut de dire que la comparaison entre ce que faisait actuellement Israël et l'apartheid de l'Afrique du Sud était choquante et offensante. Il a fait alors référence aux « prétendues » atteintes aux droits de l'homme. Ceci en dépit des piles de rapports d'Amnesty International, de la Ligue des droits de l'homme, de B'Tselem et des Nations unies. Il est évident que cela relève d'une tactique courante : dire que les Arabes exagèrent, et qu'il faut vérifier toutes les allégations quant à leurs souffrances, de quelque intensité qu'elles soient. Ce discours est passé dans la pensée collective, et il participe de la même propagande idéologique que celle qui vise à diminuer et à déshumaniser les gens.

L'autre tactique est de dire que les Palestiniens ne ressentent pas les mêmes choses que nous et ne partagent pas les mêmes valeurs. Ils ne conçoivent pas la vie humaine comme nous. C'était l'un des arguments classiques du colonialisme au début du XVIII^e siècle. C'est l'idée que les peuples prétendument sous-développés ne savent pas évaluer la terre, ni l'usage qu'il faut en faire, et donc que les colons européens méritent de la leur prendre. C'est le raisonnement qu'on a tenu ici, aux États-Unis. On l'a utilisé en Afrique, en Inde, et les sionistes se sont servis du même discours en Palestine lors de leur venue, au début du XX^e siècle. Ils parlaient de «racheter» la terre, au sens de la «sauver» des gens qui vivaient dessus, toujours décrits comme des Bédouins et des nomades.

En 2002, un poète assez connu, Tom Paulin, fut invité à donner une conférence à l'université Harvard. Il y eut énormément de controverses autour de sa venue à cause de son attitude critique à l'égard d'Israël¹⁶.

C'est une histoire compliquée, car son origine remonte au-delà de l'incident Tom Paulin. Elle remonte à la réponse que fit le président de Harvard, Lawrence Summers, au début de l'année, face à la campagne contre les sociétés traitant des affaires militaires avec Israël. La conférence – ou était-ce le sermon? – que Summers donna dans l'église principale de Harvard avait pour sujet

l'émergence de l'antisémitisme. L'exemple principal auquel il recourut était justement cette montée toute récente de la critique énoncée par les membres de la faculté contre Israël à travers tout le pays. Une campagne de désinvestissement avait commencé à Harvard et au MIT, puis s'était étendue à Columbia, Princeton, Berkeley et ailleurs. C'est une forme authentique d'activisme universitaire qui a fait ses preuves. Elle a été largement employée dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud durant les années soixante-dix et quatre-vingt. Il nous faut poser la question : en quoi la critique des méthodes employées par Israël est-elle antisémite ?

Summers avait travaillé son discours de façon à établir une équivalence entre critique contre Israël et antisémitisme. Ceci fut suivi, quelques semaines plus tard, de l'envoi d'une invitation à Tom Paulin, un protestant d'Irlande du Nord qui enseigne à Oxford. Il est aujourd'hui l'un des quatre ou cinq poètes les plus connus au Royaume-Uni. C'est aussi un excellent critique dont j'ai publié les textes dans la collection intitulée «Convergences» que je dirigeais à Harvard. C'est un admirable conférencier, et il passe souvent sur la BBC en tant que critique dans l'émission intitulée *The Late Show*, qui traite de cinéma, de musique, de littérature et de danse. C'est donc un homme doué sur tous les plans que Harvard invita pour donner la conférence annuelle Morris Gray sur la poésie. Une personne qui n'était membre ni du département d'anglais ni de la faculté, Rita Goldberg, a découvert que Paulin

avait dit lors d'une interview qu'il détestait les colons israéliens, et que ceux-ci le faisaient penser aux SS. Auparavant, il avait écrit un poème sur Mohammed al-Doura, le jeune garçon tué par les soldats israéliens et photographié dans les bras de son père. Ce garçon est devenu une figure symbolique de l'Intifada. Goldberg fit savoir cela à la faculté par le biais d'un petit comité, lequel s'entretint ensuite avec Summers. Celui-ci réaffirma qu'il croyait à la liberté d'expression comme à la liberté de pensée, mais qu'il serait déconcerté par la présence de Paulin sur le campus. Et l'invitation fut annulée. Je fus, bien entendu, indigné : les paroles de Tom étaient peut-être marquées par la colère et l'emportement mais, devant l'atrocité d'actes de violence que les médias commentent à peine, il s'agissait certainement d'une réaction justifiée.

Vous remarquerez, au passage, qu'un article sur Israël paraît presque chaque jour dans le *New York Times*, et que c'est toujours à la fin du dernier paragraphe que l'on peut lire : « Trois Palestiniens de plus ont été tués aujourd'hui. » Nous sommes abattus comme des mouches, et personne ne dit rien. Pour moi, Tom Paulin exprimait son indignation face aux procédés utilisés par Israël, et je pense que c'est son droit. On l'a donc aussitôt accusé d'antisémitisme.

Cependant, à la suite d'une seconde réunion du département d'anglais, il a été réinvité. Tout ceci tend à montrer qu'il ne s'agit pas seulement de liberté d'expression. En réalité, il s'agit de la tentative d'établir un parallèle entre critique d'Israël et

antisémitisme, démarche profondément injuste, manipulatrice et opportuniste. En premier lieu, cela prouve à quel point les partisans d'Israël sont maintenant terrifiés du fait que le monde entier sait que le pays contrevient, dans sa façon de traiter les Palestiniens, à toutes les conventions établies. Mais je pense aussi qu'est apparu, pour la première fois aux États-Unis, le sentiment qu'Israël a perdu l'immunité dont il jouissait auparavant. Ils réagissent donc en faisant usage de leur pouvoir, de leur influence, et de manœuvres de dissuasion destinées à faire accroire aux gens que les auteurs de ces critiques sont antisémites.

J'ajouterai, en second lieu, que l'existence d'un site Web spécialement conçu pour dénoncer les universitaires qui critiquent Israël, ou qui semblent être partisans des Palestiniens, a contribué à échauffer l'atmosphère sur les campus¹⁷. Ce site est dirigé par un certain Daniel Pipes, au fond un médiocre étudiant sans emploi, qui use d'une tactique plus dangereuse encore en assimilant la critique contre Israël à de l'antiaméricanisme. Il ne s'agit donc plus seulement d'antisémitisme mais aussi d'antiaméricanisme. Martin Kramer, un Israélien odieux, se sert, lui, de son site Web pour agresser quiconque émet un avis qui lui déplaît. Il a par exemple qualifié l'université Columbia de « Bir Zeit-sur-Hudson » parce que deux professeurs palestiniens y enseignent¹⁸. Deux enseignants palestiniens dans une faculté de 8000 personnes ! Il suffit donc de deux Palestiniens pour faire de l'université une sorte

de repaire terroriste. C'est tout à fait l'atmosphère d'intimidation que l'on trouvait sous McCarthy.

Daniel Pipes est le directeur d'un organisme qui s'appelle le Forum du Moyen-Orient, basé à Philadelphie. Il est fréquemment invité sur les plateaux de télévision. La situation est contradictoire à plus d'un titre. D'abord, bien sûr, parce que les Arabes sont des Sémites.

L'accusation d'antisémitisme n'est jamais employée contre les gens qui s'en prennent aux Arabes. Je crois que nous devrions prendre l'habitude de désigner le discours de haine contre les Arabes comme étant un discours « antisémite ». Historiquement, dans l'Europe du XIX^e siècle, l'antisémitisme englobait aussi bien les Juifs que les Arabes.

Ceci nous amène sur un terrain glissant, car il est évident qu'il existe des gens qui éprouvent de la haine pour les Juifs.

Je pense que nous devons admettre l'existence d'une histoire effroyable de l'antisémitisme – un antisémitisme spécialement européen et chrétien. En Europe, il a atteint son point culminant avec l'Holocauste. Il est inadmissible que quiconque nie l'épouvantable réalité historique de l'antisémitisme et de l'Holocauste. Aucune histoire concernant les souffrances d'un peuple ne doit être ignorée ni

oubliée. D'un autre côté, il existe une grande différence entre reconnaître l'oppression subie par les Juifs et s'en servir comme alibi pour opprimer un autre peuple. On doit pouvoir faire le distinguo entre ce qui est arrivé aux Juifs durant la Seconde Guerre mondiale et au cours de siècles d'antisémitisme institutionnalisé en Europe, et ce que les gens ressentent devant ces procédés atroces que sont l'occupation militaire et la dépossession de la Palestine. N'oubliez pas que les actions d'Israël sont faites ouvertement au nom du peuple juif. Ce n'est pas comme si elles s'effectuaient au nom du peuple chinois ou d'un autre peuple. L'État d'Israël est donc lui-même responsable de la confusion qui s'effectue entre Juifs, Israël et les procédés auxquels les Israéliens ont recours.

Je me souviens que, un jour où je tournais un film en Cisjordanie, j'ai vu des bulldozers israéliens en train de saccager des terres agricoles qui appartenaient aux Arabes. Je leur ai demandé : « Comment pouvez-vous faire une telle chose ? Ces terres appartiennent aux Arabes qui les cultivent depuis des générations. » Ils m'ont répondu : « Ce ne sont pas leurs terres. Ce sont celles du peuple d'Israël. » Ce à quoi j'ai répliqué : « Et voilà, vous vous servez encore de ce nom, "le peuple d'Israël", pour opprimer un autre peuple, et vous vous attendez à ce que tout le monde vous soutienne simplement au nom de la souffrance des Juifs en Europe. Vous ne pouvez pas la mettre en avant ici et vous en servir comme alibi pour déposséder un autre peuple de ses biens. »

Je crois qu'il faut se prononcer sur le terme « antisémitisme » avec beaucoup de prudence. Des distinctions doivent être faites entre l'antisémitisme qui a marqué le passé en Europe, l'émergence de nouvelles formes d'antisémitisme dans des pays comme l'Autriche ou la France – qui est véritablement antisémite, au sens où il existe une haine du Juif pour le simple fait qu'il est Juif – et les sentiments envers Israël qui prévalent actuellement au Moyen-Orient. Ceux-ci ne s'associent pas à la judéité en tant que telle, mais aux méthodes dont Israël se sert en tant qu'État du peuple juif. Les deux attitudes n'ont pas le même fondement. L'antisémitisme européen est théologique. Il se fonde sur la théologie chrétienne. Une sorte de méfiance et d'opprobre s'attache aux Juifs en tant que responsables de la crucifixion du Christ. Historiquement, le catholicisme, par exemple, a longtemps condamné les Juifs. Cela n'existe absolument pas en islam, où les Juifs sont considérés comme le « peuple du Livre ». Il est vrai, que dans des pays comme l'Arabie Saoudite ou l'Égypte, on a tenté d'importer des tracts antisémites d'Europe, tels que les *Protocoles des sages de Sion*. Mais c'est une initiative isolée, et dont le fondement diffère beaucoup de l'antisémitisme classique.

Comment peut-on mesurer ou comparer les souffrances ?

Il est ignoble et offensant de vouloir comparer les souffrances. De dire, par exemple : « Ils font aux

Palestiniens ce qu'on a fait aux Juifs.» Ce n'est pas vrai du tout. Ce que les Juifs ont enduré est effroyable, et n'a réellement pas de précédent. Mais, d'un autre côté, cet argument ne peut servir à minimiser l'épouvantable traitement que les Palestiniens se sont vu infliger des mains des Israéliens. Il ne s'agit pas de comparer, mais de dénoncer : dans les deux cas c'est inadmissible.

Étant arménien, toute cette question me concerne particulièrement.

Lors d'une conférence que j'ai donnée à l'UCLA, un Arménien m'a demandé : «Faites-vous un parallèle entre le génocide arménien et ce qui est arrivé aux Juifs ou aux Palestiniens ? » Je lui ai répondu : «Pourquoi chercher à les comparer ? » Tous ces génocides constituent, en eux-mêmes et par eux-mêmes, de terribles événements historiques. Ils ont évidemment des caractères communs. Beaucoup de gens ont été tués et ont souffert inutilement. On retrouve dans tous les cas la même forme de cruauté sous-jacente. Mais tous témoignent de souffrances inadmissibles et dont on doit empêcher la répétition.

Je me souviens de June Jordan, l'écrivain et poétesse décédée en 2002, qui soulignait la nécessité de ne pas quantifier la souffrance.

Exactement. Et de ne pas non plus la comparer, au sens de sa quantification. Et que dire alors de la

souffrance des Africains américains ? L'une des remarques que j'ai faites dans mes dernières conférences, c'est que les États-Unis ont été le théâtre d'énormément de souffrances, et que celles-ci ne sont toujours pas reconnues. Je suis l'un de ceux qui pensent que la souffrance n'a pas de fin ni de durée déterminée. En d'autres termes, vous ne pouvez dire où elle commence et où elle s'arrête. Elle perdure. Elle est inscrite dans l'histoire des peuples – les Arméniens, les Juifs, les Palestiniens – et personne n'est en droit de dire : « Bien, vous en avez assez parlé, passons à autre chose. » De nombreuses personnes tiennent actuellement ce genre de propos sur l'esclavage, l'Holocauste et le génocide arménien. On ne peut dire quand ces choses commencent et quand elles finissent. Les retombées de ces drames sur la vie des gens, les traumatismes qui s'ensuivent, durent longtemps, parfois plusieurs générations après les faits. Il est très difficile de leur attribuer un début, un milieu et une fin.

En 1915, les Arméniens ont été les victimes du premier génocide du XX^e siècle, perpétré par les Turcs. Il y a quelques années, Stephen Kinzer a écrit un article intitulé « Les Arméniens n'oublient jamais. Peut-être devraient-ils¹⁹ ! ». L'idée générale du texte était : « Passez à autre chose ». Cela n'a suscité absolument aucune réponse, aucun commentaire. Imaginez si Kinzer avait suggéré aux Juifs d'oublier leur passé.

Il m'est arrivé une expérience similaire, en 1988, lors d'une conférence du magazine *Tikkun* à New York, organisée par Michael Lerner. Mon ami Ibrahim Abu-Lughod et moi-même faisons partie d'un groupe d'invités avec Michael Walzer. À un moment, exaspéré, Walzer a dit : « D'accord, vous allez pouvoir exprimer ce que vous avez à dire ; quant à moi, je pense qu'il est important de cesser de parler du passé. Faites votre déclaration, nous ferons la nôtre, et finissons-en. » À ce moment, une femme dans l'assistance, que je n'oublierai jamais – elle s'appelait Hilda Silverstein –, s'est levée, furieuse, invectivant Walzer : « Comment osez-vous dire à un Palestinien qu'il devrait cesser de nous parler du passé, quand nous appartenons à un peuple, vous et moi, qui ne cesse de rappeler au monde entier l'ampleur de ses souffrances et qui demande à chacun de ne pas l'oublier ? Comment osez-vous demander à un Palestinien d'oublier ? » Ce n'est pas aux autres, mais à nous-mêmes de décider le moment de se souvenir et celui d'oublier. À mes yeux, il est aujourd'hui obscène que les Juifs, aussi bien israéliens qu'américains, disent aux Palestiniens : « Cessez de vous comporter en victimes et commencez plutôt par vous en prendre à vous-mêmes. » Malheureusement, un certain nombre d'intellectuels arabes, comme Fouad Ajami et Kanan Makiya, adoptent le même langage et disent : « Cessons de parler des maux engendrés par l'impérialisme et le sionisme, parlons plutôt des blessures que nous nous infligeons à nous-mêmes. »

Cela traduit un profond dégoût de soi-même qui me révolte, et qui correspond parfaitement à l'idée néo-conservatrice selon laquelle les gens sont responsables de leur propre déroute. Comme si l'impérialisme n'avait jamais existé, ni le génocide, ni l'épuration ethnique. Je trouve cela ignoble.

Dans son roman, Le Livre du rire et de l'oubli, l'écrivain tchèque Milan Kundera écrit : « Le combat de l'homme contre le pouvoir est le combat de la mémoire contre l'oubli²⁰. »

Le thème de l'importance de la mémoire par rapport à l'expérience palestinienne est toujours présent dans mes conférences actuelles. Non point la mémoire organisée, car nous n'avons pas d'État ni d'autorité centrale. Mais vous trouverez dans chaque foyer palestinien, ceux de la troisième génération post-1948, des objets comme des clés de porte, des lettres, des titres, des actes notariés, des photographies, des coupures de journaux, conservés afin de préserver le souvenir d'une époque où notre existence était encore relativement homogène. La mémoire est un puissant instrument à mettre en commun pour la sauvegarde de l'identité. Et c'est une chose qui peut être transmise non seulement à travers les histoires officielles et les livres, mais aussi à travers les récits personnels. C'est un des principaux remparts contre les dénis de l'histoire. C'est un moyen de résistance.

Les inflexions propres à la langue courante des

Palestiniens se sont maintenues jusqu'à la troisième et quatrième génération. Mon fils, par exemple, a grandi à New York et a appris l'arabe par la suite. Quand vous l'entendez parler, vous pouvez reconnaître l'accent de son grand-père. Il l'a évidemment entendu chez moi et chez les autres Palestiniens lorsque nous conversons ensemble. La parole est donc elle-même un formidable support de la mémoire, qui doit être activé et dont on doit se servir. Car c'est elle qui véhicule le passé dans le présent et dans le futur, et l'empêche de disparaître, de tomber dans le puits de l'oubli.

La littérature vous sert souvent à illustrer précisément ce point relatif à la mémoire. Borges a écrit une histoire dont vous avez parlé, « Funes ou la mémoire »²¹. Une autre histoire à laquelle vous avez fait référence est La Colonie pénitentiaire, de Kafka²².

En effet, je tentais de décrire une chose qui n'est pas du tout appréciée aux États-Unis, ni même en Europe occidentale. Je parlais de Kafka afin d'illustrer d'une manière détaillée le niveau d'oppression des Palestiniens par les Israéliens. Comment concevoir un appareil qui, fonctionnant du matin au soir, finit par briser la volonté de chacun, jusqu'à lui ôter le goût de vivre ? Voilà ce que Kafka recherchait. Chaque pas, dans la vie d'un Palestinien, qu'il se rende à l'école, au travail ou au marché, est réglé par les militaires israéliens. Les passages par les postes de contrôle sont obligatoires. Si vous devez

vous rendre à l'hôpital, en cas d'urgence, vous devez tout de même y faire la queue durant des heures. Des gens en sont morts. Les écoles sont régulièrement fermées. La Cisjordanie compte, à elle seule, des centaines de postes de contrôle. Gaza est une gigantesque prison, entièrement fermée sur trois côtés par une clôture électrique – le quatrième côté étant la mer. La démolition des maisons à l'explosif, le saccage des terres agricoles, la construction de cette clôture, qui sépare les villageois de leurs terres, l'emprisonnement de jeunes hommes sont autant de manières d'humilier et de réduire les Palestiniens.

Dans cette histoire, Kafka nous montre comment l'invention d'une fantastique machine de torture – dont la douleur qu'elle inflige au moyen d'aiguilles écrivant sur le corps humain est minutieusement détaillée – finit par piéger l'utilisateur et inventeur de la machine lui-même. Je crois que la même chose est en train d'arriver aux Israéliens. Les militaires israéliens sont habitués à humilier et à contraindre les Palestiniens, or cela pourrait finir par nuire davantage aux Israéliens qu'aux Palestiniens, auxquels leurs actes d'héroïsme ont permis de triompher simplement en survivant à tous les obstacles placés sur leur chemin.

*Vous parliez du puits de l'oubli, et cela évoque bien sûr George Orwell. Dans votre livre *Reflections on Exile*, il y a un essai sur Orwell, intitulé « *Le tourisme parmi les chiens*²³ ».*

Selon moi, Orwell représente le cas complexe d'un homme pourvu d'un grand don d'observation et attiré par des situations d'extrême souffrance, comme dans le cas des mineurs qu'il met en scène dans *Le Quai de Wigan*²⁴. Il fut l'un des premiers à décrire de manière détaillée la cruauté humaine qui a eu cours sous l'impérialisme. Mais c'était aussi un homme qui maintenait toujours une distance avec ce qu'il décrivait. Il n'y a aucun témoignage connu prouvant qu'il ait appartenu à un mouvement quelconque, sauf dans *Hommage à la Catalogne*²⁵. Ses dernières années furent assombries par la paranoïa et par une sorte de misanthropie envers les personnes de son entourage, dont il qualifiait certaines de « tapettes » ou de « rouges ». Son écriture est constituée d'un mélange étonnamment antipathique révélant à la fois son sens aigu de l'injustice et son inimitié envers les êtres. Orwell était également profondément anglophile. Le centre du monde, pour lui, c'était l'Angleterre. Il ne nourrissait pas d'affection particulière pour les Indiens, les Noirs ou les Juifs. En fait, il était antisémite et, comme cela s'est révélé par la suite, également très antisioniste.

*L'Angleterre était le centre de son univers, et pourtant il critiquait aussi la marche des empires. Il a écrit sur ses expériences en Birmanie, où il a travaillé en tant que policier et où il a été témoin d'une pendaison*²⁶.

Oui, il dénonçait l'injustice mais, selon moi, seulement d'une façon très limitée. Je ne pense pas qu'on

le sente, en le lisant, porté par une volonté d'émancipation ou de libération. Sa motivation a plus à voir avec la dénonciation et l'attaque qu'avec le désir d'apporter aux gens de nouvelles sources d'espoir. C'est un de ces écrivains qui n'ont tout simplement jamais été en contact avec un mouvement populaire, et qui ne se sont jamais sentis partie prenante dans une cause générale. On trouve chez lui un sentiment d'isolement et même d'hostilité misanthropique vis-à-vis d'autrui. Son roman *1984*, où chacun est perçu comme un ennemi potentiel, en est une formidable illustration²⁷.

On se réfère aujourd'hui à ce roman, publié en 1949 – sa dernière œuvre –, à cause des restrictions faites aux libertés civiles par l'administration Bush et du fait qu'elle annonce une période de guerre permanente.

Il avait raison, c'est en effet ce vers quoi nous allons. Mais il ne proposait aucune solution autre. La vision orwellienne est morne et limitée. Il ne me paraît guère intéressé par l'espoir, la libération, l'engagement critique, l'association ou la fraternité entre les êtres humains. L'idée de progrès est tout à fait étrangère à sa vision.

Vous avez cité Hommage à la Catalogne, son reportage sur la guerre civile en Espagne. Cela me rappelle le bombardement de la ville basque, Guernica, par l'aviation allemande en 1937. Il y

avait, dans le hall d'entrée des Nations unies, une reproduction de la célèbre peinture de Picasso, Guernica. Celle-ci, comme par hasard, a été recouverte depuis. Apparemment, la description de la guerre, avec ses têtes décapitées et ses membres volant de toutes parts, a été jugée trop dure par ceux qui discutent actuellement de la destruction de l'Irak.

Au départ, la peinture a été cachée en l'honneur de la visite de Colin Powell et de son discours au Conseil de sécurité. Le sentiment général étant que l'on doit supprimer tout ce qui peut rappeler les dégâts et les horreurs que provoque la guerre. Tout doit être aseptisé et transformé en cliché du style CNN, où la guerre est perçue comme une expérience électronique plutôt qu'humaine. Ce qui nous est montré, ce sont des armes éblouissantes et victorieuses qui mettent les horreurs de la guerre en arrière-plan. C'est évidemment une manière d'accoutumer les gens à l'idée que l'on peut s'engager dans la guerre sans commettre trop de dégâts pour soi-même ou pour les autres.

Dans le cas contraire, on appelle cela des « dommages collatéraux ».

C'est cela, et vous n'avez même pas besoin de les voir.

En langue arabe, « narrateur » se dit hakawati. Pour ce qui est du témoignage de l'histoire palesti-

nienne aux États-Unis, c'est vous qui êtes le hakawati. Au fil des années, je vous ai vu introduire de nouveaux jeux de notes, de nouveaux accords, et opérer de nouvelles permutations afin de moduler cette histoire et, pour ainsi dire, d'en faire le récit.

Je suis très surpris de la persistance de l'histoire palestinienne, des nombreux tournants qu'elle épouse, et du fait qu'elle n'est pas une histoire organisée, car nous sommes un peuple apatride et exilé. On ne doit pas cesser de la conter d'autant de façons qu'il est possible, avec autant d'insistance et de séduction qu'il est permis, pour capter l'attention, car le danger qu'elle disparaisse est toujours présent.

Il me semble que l'un des rôles de l'intellectuel, à ce stade, est de fournir un contrepoint, par l'usage de la narration, par des rappels de la souffrance sous forme écrite, et en rappelant à chacun que nous parlons d'êtres humains, et non pas d'abstractions.

À la fin de janvier 2003, l'université Columbia a accueilli un festival de films palestiniens intitulé « Les rêves d'une nation ». L'un des films était Intervention divine, d'Elia Suleiman, dont The Nation dit qu'il est « un des écrivains, acteurs et réalisateurs les plus extraordinaires du cinéma contemporain²⁸ ». Peut-on se servir du cinéma comme d'un outil, d'un moyen pour faire progresser une cause politique ?

Absolument. Le festival était organisé par l'un de mes collègues, un Iranien, Hamid Dabashi, dans le

département des langues moyen-orientales. Environ 70 films y ont été projetés. Et cela a été spécialement impressionnant, car chacune des séances était pleine. Il y a eu trop de demandes et des tas de gens n'ont pas pu entrer.

Ce qu'il y avait de si inhabituel à propos du film d'Elia Suleiman, et qui a justifié le succès dont il a bénéficié, c'est qu'il ne s'agissait pas d'un film militant, d'un film de propagande, au sens strict du mot. Il était, au contraire, très discret et satirique, très proche du style de Buster Keaton ou de Jacques Tati. Il comprenait de longues séquences de silence et de gags visuels concernant les Palestiniens et les militaires israéliens. Ce film décrit l'expérience de l'occupation avec humour, et non pas comme l'expérience d'une souffrance au sens classique du terme. Ce qui lui a valu l'attention des spectateurs, c'est, je pense, sa désinvolture étudiée.

*Intervention divine fut nominé pour un Oscar.
Que lui est-il arrivé ?*

Il a été inscrit dans la catégorie des films étrangers, mais la Motion Picture Academy l'a refusé, disant qu'il n'existait pas de pays du nom de Palestine²⁹. Il était donc impossible de l'inscrire. C'est une réaction typique. Cela nous ramène au poème de Mahmoud Darwich sur le problème de la carte d'identité. Sur de nombreuses cartes d'identité palestiniennes, la nationalité palestinienne ne figure pas en tant que nationalité ; on y lit « Nationalité :

indéterminée». Voilà l'actuel statut des Palestiniens. Tout le monde sait que la Palestine existe, mais certains refusent de la reconnaître, sauf en tant qu'«indéterminée».

Vous voyez dans les médias actuels une large place faite à l'impérialisme, la guerre, l'avenir et la célébration de la puissance américaine.

Le métier de gens comme Michael Ignatieff, Max Boot ou George Will, c'est de travailler la pensée des autres. Ce sont les panégyristes de l'empire. Ils ne créent pas l'opinion impériale, mais la consolident. Ils lui donnent un aspect civilisé. Cependant, aucun d'entre eux n'est un penseur original. Ce sont les produits du système, et ils sont utilisés par celui-ci pour maquiller les agressions ouvertes qui ont été commises au nom des valeurs américaines. Mais, comme le disait Joseph Conrad : «La conquête de la terre [...] n'est pas une fort jolie chose lorsqu'on y regarde de trop près.» Cela implique de soustraire cette terre à des gens qui ont un «nez légèrement plus aplati» et une peau plus sombre que les nôtres³⁰.

La justification de l'impérialisme à l'époque de Conrad s'appelait le « fardeau de l'homme blanc », sa « mission civilisatrice ». Aujourd'hui, c'est la « guerre contre le terrorisme ».

La « guerre contre le terrorisme » et le « combat pour la démocratie », comme on dit. Bush affirme

que nous allons lutter contre le mal au nom du bien, et que nous allons répandre les valeurs démocratiques, les valeurs américaines, dans le monde entier. Chaque empire fait deux choses : il commence par dire qu'il ne ressemble à aucun des empires l'ayant précédé, et il ne parle jamais en termes de destruction mais en termes contraires, à savoir qu'il apporte la connaissance et la civilisation, la paix et le progrès aux autres peuples. Les apologistes de l'empire ne le disent jamais ouvertement mais, à leurs yeux, les peuples conquis sont des peuples mineurs. C'est pourquoi, disent-ils, nous devons leur apporter toutes ces choses formidables. C'était vrai du temps de Conrad, il y a cent ans, et c'est encore vrai aujourd'hui.

Qu'est-ce qui a pu enhardir les impérialistes aujourd'hui?

Une des raisons est l'absence d'un contre-pouvoir puissamment organisé et suffisamment mobilisé. Je ne pense pas qu'il suffise d'invoquer la chute de l'Union soviétique. Selon moi, c'est aussi une faillite de la classe intellectuelle, hormis quelques exceptions çà et là. Il y a tant de divisions, tant de sectarisme, de querelles mesquines à propos de définitions et d'identités, que les gens ont perdu de vue l'objectif essentiel, à savoir, comme l'a décrit Aimé Césaire, le rendez-vous de la victoire, où se rassemblent tous ceux qui sont en quête de liberté, d'émancipation et de connaissance. Une des raisons

de cette faillite a été ce qu'on appelle le postmodernisme, dans lequel le pragmatisme américain et l'analyse linguistique, de même que le déconstructionnisme français, ont joué un rôle très important. La classe intellectuelle s'est tout simplement détournée des grands textes de réflexion et de libération. Ces jours sont révolus, nous dit Jean Baudrillard.

Une autre raison cruciale est l'échec de la démocratie représentative. Dans un système bipartite comme le nôtre ou celui de l'Angleterre, la seconde formation finit par faire simplement partie du jeu, et non de l'opposition. L'idée d'opposition a disparu de la scène politique officielle. À présent, elle se situe ailleurs – dans les universités, les Églises, les mouvements sociaux, etc. Je ne pense en aucune manière que cette tâche revient aux intellectuels en vue ou à l'élite. Bien au contraire.

Thomas Friedman a dit une chose très intéressante au cours de l'émission The Charlie Rose Show, le 13 février. Il a dit que l'Irak est « un pays dont très peu d'Américains savent quelque chose³¹ ». Rose n'a tout simplement pas répondu et il est passé à la question suivante. J'ai trouvé que c'était très révélateur.

Ce qui est encore plus révélateur, il me semble, c'est que Friedman n'ait pas insisté sur le fait que les États-Unis se mobilisent pour une guerre contre un pays dont on ne sait pratiquement rien.

Voyons si je peux établir ici quelques analogies avec la musique, car celle-ci fait tellement partie de l'homme que vous êtes. Les médias institutionnels, et peut-être le système éducationnel, ont-ils rendu un grand nombre d'Américains durs d'oreille, incapables de distinguer les différentes notes ?

Oui, les capacités analytiques des gens sont affaiblies et anesthésiées. La conséquence, c'est l'immédiate acceptation d'aller au plus facile. On oublie toutes les complexités et les difficultés.

Plutarque a dit un jour que, pour créer l'harmonie, il fallait explorer la discorde.

Adorno suggère qu'en fait la musique se comprend mieux à travers la dissonance qu'à travers la consonance. Je crois qu'il y a une part de vérité là-dedans. Ce qui rend la musique intéressante, c'est l'équilibre entre la dissonance et la consonance, avec le poids du morceau calé plutôt sur la dissonance et la discordance que l'inverse.

Je sais que vous n'aimez pas parler de vous-même, mais je voulais vous demander quel genre de fardeau c'est d'être Edward W. Said ? Vous savez qu'on vous observe, que chacun de vos gestes et de vos paroles est enregistré. N'en avez-vous pas assez, à la longue ? Ne préféreriez-vous pas plus simplement jouer du piano ou regarder un bon match de tennis ?

Rarement. Je suis trop occupé et trop soucieux pour y penser. Il y a bien des années, j'ai appris à ne pas me laisser impressionner par ce que les autres pensent de moi. Il me semble que j'ai suffisamment à faire pour arriver au bout de la journée, surtout depuis que je suis malade. Cela fait neuf ans que je suis en traitement. Je dépense une formidable quantité d'énergie pour tenir le coup, malgré la faiblesse et les crises répétées. Dans cette situation, on a tendance à se concentrer sur le plus important, et la façon dont les autres vous regardent ne compte plus beaucoup.

Dans vos Mémoires, À contre-voie, vous écrivez : « J'ai l'impression parfois d'être un flot de courants multiples [...] avec toutes ces discordances dans ma vie³². »

Je ne me vis pas comme une personne cohérente et unique. Je suis plusieurs choses différentes. Et je ne cherche pas l'équilibre entre elles. Je ne me vois pas comme quelqu'un qui tente de combler toutes les différences. J'essaie plutôt de vivre en elles.

Lors des nombreuses conversations que nous avons eues, chaque fois que je vous ai interrogé sur votre santé, vous m'avez répondu : « Je dois me dépêcher. »

C'est tout à fait le cas. Car, sans l'intervention de mon docteur, il y a probablement quatre ou cinq ans

que je serais mort. Mais c'est un homme génial, un merveilleux docteur et un grand savant. Son ingéniosité dans le traitement de cette maladie insidieuse et cruelle m'a encouragé à lutter. C'est ce que je fais. Et je dois dire que j'aime la vie. Je suis entouré de gens que j'aime. Et j'aime enseigner. Je tire une formidable énergie des étudiants avec lesquels je travaille – pas autant que je le souhaiterais ces derniers temps, car mon temps d'enseignement est réduit. Cependant, il est très stimulant d'appartenir à une communauté intellectuelle et, plus largement, à une communauté politique d'activistes et de gens qui ont le sentiment d'aller vers la libération et la compréhension. En fait, je ne peux rien imaginer de mieux à faire.

Notes

INTRODUCTION

1. Edward W. Said, «Between Worlds», *London Review of Books*, 20, 9 (7 mai 1998). Voir aussi Edward W. Said, *À contre-voie : Mémoires*, trad. Brigitte Caland et Isabelle Genet, Paris, Le Serpent à plumes, 2002.

2. Edward W. Said, «The Arab Portrayed», in Ibrahim Abu-Lughod (éd.), *The Arab-Israeli Confrontation of June 1967 : An Arab Perspective*, Evanston, Northwestern University Press, 1970, p. 1-9. Voir aussi Said, «Between Worlds», et Noam Chomsky, *Fateful Triangle : The United States, Israel, and the Palestinians*, éd. mise à jour, Cambridge, South End Press, 1999, p. 51.

3. Edward W. Said, «Cherish the Man's Courage», in Eqbal Ahmad, *Eqbal Ahmad : Confronting Empire*, entretiens avec David Barsamian, Cambridge, South End Press, 1999, p. xxviii.

4. Said, «Between Worlds».

5. *Id.*, *ibid.*

6. Edward W. Said, «A Palestinian Versailles», *The Progressive*, 57, 12 (décembre 1993), p. 22-26.

7. Edward W. Said, entretien avec David Barsamian, *The Progressive*, 63, 4 (avril 1999).

8. Aimé Césaire, *La Poésie*, Paris, Seuil, 1994, p. 24. Passage cité in Edward W. Said, *Culture et Impérialisme*, Paris, Fayard/Le Monde diplomatique, 2000, p. 327-28.

9. Voir plus loin, p. 103.

1. LA SOLUTION : UN ÉTAT UNIQUE

1. Barton Gellman, «Netanyahu, Arafat Sign Accord» (Accord signé entre Netanyahou et Arafat), *Washington Post*, 24 octobre 1998, p. A1.

2. United Press International, «Palestinian Lawmaker Condemns Book Ban» (Un homme de loi palestinien condamne l'interdiction du livre), 23 août 1996.

3. Edward W. Said, «The One-State Solution» (La solution : un État unique), *New York Times Magazine*, 10 janvier 1999, p. 6 : 36-39.

4. Entretien avec Edward W. Said, *The Charlie Rose Show*, WNET-TV, 6 juin 1996.

5. Voir Meron Benvenisti, «The Return of the Refugees Won't Tip the Scales» (Le retour des réfugiés ne fera pas pencher la balance), *Ha'aretz*, 8 juillet 1999.

6. Voir Simha Slapan, *Zionism and the Palestinians*, Londres, Croom and Helm, 1979, p. 143.

7. Voir, parmi d'autres ouvrages, Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989; Avi Shlaim, *Collusion Across the Jordan : King Abdullah, the Zionist Movement, and the Partition of Palestine*, New York, Columbia University Press, 1988; et Ilan Pappé, *La Guerre de 1948 en Palestine : aux origines du conflit israélo-arabe*, trad. Michel Luxembourg, Paris, La Fabrique, 2000.

8. Voir Martin Sieff, «The Israeli Arabs – A Ticking Time Bomb» (Les Arabes israéliens – une bombe à retardement), United Press International, 2 octobre 2000.

9. Deborah Sontag, «Arafat's Gamble : A Casino for an Israeli Clientele» (Le pari d'Arafat : un casino pour une clientèle israélienne), *New York Times*, 15 septembre 1998, p. A4; Agence France-Presse, «Palestinian Authority Admits Squirreling Millions Away in Secret Slush Fund» (L'Autorité palestinienne avoue amasser des millions dans une caisse noire), 5 juillet 2000.

10. Deborah Sontag, «Suha Arafat : A Militant in a Blue BMW» (Suha Arafat : une militante en BMW bleue), *New York Times*, 4 février 1999, p. A1.

11. Edward W. Said, *The Question of Palestine*, 2^e éd., New York, Vintage Books, 1992, p. 14.

12. Daniel Barenboïm and Edward W. Said, *Parallels and Paradoxes : Explorations in Music and Society*, New York, Pantheon Books, 2002.

13. John Kifner, « Israel's Silence Reinforces Belief Its Commandos Killed P.L.O. Aide » (Le silence d'Israël renforce le soupçon de l'assassinat du conseiller de l'OLP par ses commandos), *New York Times*, 18 avril 1988, p. A1.

2. INTIFADA 2000 : LE SOULÈVEMENT PALESTINIEN

1. Voir Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, parmi d'autres.

2. Pour des tableaux et des statistiques complets concernant les réfugiés palestiniens, consulter le site Internet et les rapports de l'United Nations Relief and Works Agency pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA) sur <http://www.un.org/unrwa>.

3. Voir Nasser H. Aruri (éd.), *Palestinian Refugees : The Right of Return*, Londres, Pluto Books, 2001.

4. Pour des comptes rendus détaillés, consulter le site Internet de la Fondation pour la paix au Moyen-Orient (FMEP) et sa lettre d'information *The Report on Israeli Settlement in Occupied Territories*, disponible en ligne sur <http://www.fmep.org/>.

5. Pour avoir des données détaillées concernant les blessés et les morts de l'Intifada d'Al-Aqsa, consulter les sites Internet de B'Tselem (The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories) et la Société palestinienne du Croissant-Rouge sur http://www.btselem.org/English/Statistics/Al_Aqsa_Fatalities_Tables.asp, ainsi que sur http://www.palestinercs.org/crisis_tables/oct_2000_table.htm.

6. Il s'agit de l'aide officielle américaine depuis 1973, calculée en dollars de 2001. David R. Francis, « Economist Tallies Swelling Cost of Israel to US » (Un économiste comptabilise l'augmentation du coût d'Israël pour les États-Unis), *Christian Science Monitor*, 9 décembre 2002, p. 16.

7. Voir Stephen Zunes, « UN Resolutions Being Violated by Countries other than Iraq » (Les résolutions de l'ONU sont

violées par d'autres pays que l'Irak), Foreign Policy in Focus, 3 octobre 2002, disponible en ligne sur <http://www.fpif.org/>.

8. « The Spreading of Palestine's War » (L'extension de la guerre de Palestine), *The Economist* (édition américaine), 28 octobre 2000.

9. Voir Samih K. Farsoun et Christina E. Zacharia, *Palestine and the Palestinians*, Boulder, Westview Press, 1997, p. 123-125.

10. Voir The Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs (PASSIA), *The Palestinian Question in Maps : 1878-2002*, Jerusalem, PASSIA, 2002, cartes 40-48 (p. 110-127).

11. Consulter le site Internet de la Fondation pour la paix au Moyen-Orient (<http://www.fmep.org/reports/>).

12. Voir, parmi d'autres sources, Norman Finkelstein, *Image and Reality of the Israel-Palestine Conflict*, éd. mise à jour, New York, Verso, 2003, et Noam Chomsky, *Middle East Illusions*, Boulder, Rowman and Littlefield, 2003.

13. Voir Robert Fisk, « Bloodbath at the Dome of the Rock » (Bain de sang au dôme du Rocher), *The Independent* (Londres), 30 septembre 2000, p. 1.

14. Voir Emma Brokes, « The Bulldozer : These are Busy Times for Ariel Sharon » (Période de grande activité pour Ariel Sharon, le bulldozer), *The Guardian* (Londres), 7 novembre 2001, p. 2.

15. Robert Fisk, « This is a Place of Filth and Blood Which Will Forever Be Associated with Sharon » (Ce lieu de sang et de crasse sera à jamais associé à Sharon), *The Independent* (Londres), 6 février 2001, p. 1. Voir également Robert Fisk, *Pity the Nation : The Abduction of Lebanon*, éd. mise à jour, New York, Nation Books, 2002.

16. Voir Julie Flint, « The Sharon Files » (Les dossiers Sharon), *The Guardian* (Londres), 28 novembre 2001, p. 6.

17. Nicole Gaouette, « Deep Splits Face Israel's New Leader » (Le nouveau leader d'Israël face à de profondes fractures), *Christian Science Monitor*, 7 février 2001, p. 1.

18. Ross Dunn, « Muslims Shot in Clash at Jerusalem Site » (Des musulmans abattus dans un affrontement sur l'esplanade de Jérusalem), *The Times* (Londres), 30 septembre 2000.

19. Voir Naseer H. Aruri, *Dishonest Broker : The US Role in Israel and Palestine*, Cambridge, South End Press, 2003,

chapitre 10. Voir aussi Tanya Reinhart, *Israel/Palestine : How to End the War of 1948*, New York, Seven Stories Press, 2002.

20. Aruri, *Dishonest Broker*, chapitre 20.

21. Citation de Barak dans Lee Hockstader, «Israeli Helicopters Hit Key Palestinian Offices» (Les hélicoptères israéliens frappent les principaux bureaux palestiniens), *Washington Post*, 31 octobre 2000, p. A1.

22. Clyde Haberman, «Yitzhak Rabin : Pragmatist Leading Israelis From Isolation to New Peace» (Yitzhak Rabin, un pragmatique conduisant les Israéliens de l'isolement vers la nouvelle paix), *New York Times*, 12 septembre 1993, p. 1 : 12; Sarah Helm, «Talks Reveal a Glimmer of Hope on Golan» (Les pourparlers révèlent une lueur d'espoir pour le Golan), *The Independent* (Londres), 4 septembre 1992, p. 9.

23. David Zev Harris et Margot Dudkevitch, «Settler Leaders Upbeat after "Positive" Meeting with Beilin» (Optimisme des leaders colons suite à une rencontre «positive» avec Beilin), *Jerusalem Post*, 11 février 2000, p. 4A.

24. Voir Seymour M. Hersh, *The Samson Option : Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, New York, Random House, 1991; Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, New York, Columbia University Press, 1998; BBC World News, «Israel "May Have 200 Nuclear Weapons"» (Israël posséderait 200 têtes nucléaires), 23 août 2000. Document disponible en ligne sur http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/middle_east/892941.stm.

25. Harvey Morris, «Demography Drives Debate in Israel Over Settlements» (Le débat sur les implantations en Israël, une question de démographie), *Financial Times* (Londres), 14 juin 2002, p. 11.

26. Voir «MKs Almost Come to Blow over Umm El-Fahm» (Les obus survolent presque le village d'Umm El-Fahm), *Jerusalem Post*, 21 octobre 1998, p. 4.

27. Sharon Waxman, «Israeli Jews and Arabs Find Common Ground at "Peace Tents"» (Juifs israéliens et Arabes trouvent un terrain d'entente sous les «tentes de la paix»), *Washington Post*, 18 octobre 2000, p. A23.

28. Voir citations dans Noam Chomsky, *Deterring Democracy*, éd. mise à jour, New York, Hill and Wang, 1992, p. 434-435.

29. Voir Nur Masalha, *Expulsion of the Palestinians : The Concept of « Transfer » in Zionist Political Thought, 1882-1948*, Washington, DC, Institute for Palestine Studies, 1992, p. 9.

30. Voir Ian Fisher, « In Grief, Israeli Family Questions Army Aid to Settlers » (Une famille israélienne affligée remet en question le soutien de l'armée aux colons), *New York Times*, 18 décembre 2002, p. A10. Voir aussi PASSIA, *Palestine Question in Maps*, carte 29 (p. 78-79).

31. Chris Hedges, « Soldier Fired at Crowd, Survivors of Massacre Say » (Les survivants du massacre disent que les soldats ont tiré sur la foule), *New York Times*, 16 mars 1994, p. A1.

32. Edward W. Said, « American Zionism – The Real Problem » (Sionisme américain : le vrai problème), 3 parties, *Al-Ahram Weekly*, 500 (21-27 septembre 2000), 502 (5-11 octobre 2000), 506 (2-8 novembre 2000). En ligne sur <http://www.ahram.org.eg/weekly/>.

33. Ari Shavit, « My Right of Return » (Mon droit de retour), *Ha'aretz*, 18 août 2000.

34. *In Search of Palestine : A Documentary Film Narrated by Edward Said*, Londres, BBC, 1998.

35. Rami G. Khouri, « Israel's Deadly Errors » (Les erreurs mortelles d'Israël), *New York Times*, 10 octobre 2000, p. A27; Allegra Pacheco, « Palestinians in a State of Siege » (Les Palestiniens en état de siège), *New York Times*, 16 mars 2001, p. A19; Amira Hass, « Separate and Unequal on the West Bank » (Séparés et inégaux en Cisjordanie), *New York Times*, 2 septembre 2001, p. 4 : 9.

36. Richard F. Grimmett, *Conventional Arms Transfers to Developing Nations, 1994 to 2001*, 6 août 2002 (RL31529) (Washington, DC, Congressional Research Service, 2002). Voir aussi Gideon Burrows, *The No-Nonsense Guide to the Arms Trade*, Londres, Verso, 2002.

37. Edward W. Said, « The One-State Solution » (La solution : un État unique), *New York Times Magazine*, 10 janvier 1999, p. 6 : 36-39.

38. Daniel Barenboïm et Edward W. Said, *Parallels and Paradoxes : Explorations in Music and Society*, New York, Pantheon, 2002.

3. CE QU'ILS VEULENT, C'EST ME FAIRE TAIRE

1. Melissa Radler, «US Backs Israel at UN, Opposes International Monitors» (Les États-Unis soutiennent Israël à l'ONU et s'opposent aux observateurs internationaux), *Jerusalem Post*, 21 août 2001, p. 1.

2. Voir chapitre 2, note 5, ci-dessus.

3. Deborah Sontag, «Death and Daily Life Link Arab and Israeli» (La mort et la vie quotidienne unissent Arabes et Israéliens), *New York Times*, 2 mai 2001, p. A11.

4. Le texte de l'article [«The Big Lie Is Still Alive» (Le grand mensonge est toujours vivant)] est disponible en ligne sur <http://www.ajc.org/InTheMedia/AdvertisementsDetail.asp?did=201&pid=699>.

5. Sam Kiley, «Israeli Rabbi Calls on God to Annihilate Arabs» (Un rabbin israélien fait appel à Dieu pour anéantir les Arabes), *The Times* (Londres), 10 avril 2001.

6. Voir, parmi d'autres rapports, Serge Schmemmann, «Arafat Remains Defiant Amid Rubble of His Compound» (Arafat reste intraitable parmi les débris de son enceinte), *New York Times*, 22 septembre 2002, p. 1 : 8.

7. Tracy Wilkinson, «Palestinian Towns Wobbling on Last Legs» (Les villes palestiniennes tremblent sur leurs bases), *Los Angeles Times*, 30 décembre 2002. Voir aussi Sara Roy, «Decline and Disfigurement : The Palestinian Economy After Oslo» (Déclin et décomposition de l'économie palestinienne après Oslo), in Roane Carey (éd.), *The New Intifada : Resisting Israel's Apartheid*, New York, Verso, 2001, et Stephen Farrell, «Dying for Work : Five Pay Price at Gaza» (Mourir pour travailler : cinq personnes payent le prix à Gaza), *The Times* (Londres), 14 décembre 2002.

8. Associated Press, «Vermont Ice Cream Maker in Middle East Controversy» (Un fabricant de crèmes glacées du Vermont dans une controverse au Moyen-Orient), 24 septembre 1998.

9. Voir, par exemple, l'article fielleux de Justus Reid Weiner, «The False Prophet of Palestine» (Le faux prophète de Palestine), *Wall Street Journal*, 26 août 1999, p. A18.

10. Edward W. Said, *L'Orientalisme*, Paris, Seuil, 1997.

11. Voir Charles Glass, «The First Casualty : A Newspaper Proprietor Should Champion, Not Censor, His Writers»

(Premiers soins : un propriétaire de journal doit défendre et non censurer ses auteurs), *The Observer*, 18 mars 2001, p. 27.

12. Maya Jaggi, « Edward Said : Out of the Shadows » (Edward Said : émerger des ombres), *The Guardian* (Londres), 11 septembre 1999, p. 6.

13. Voir Karen W. Arenson, « Columbia Debates a Professor's "Gesture" » (Le geste d'un professeur suscite des discussions à l'université de Columbia), *New York Times*, 19 octobre 2000, p. B3.

14. Voir Dinitia Smith, « Freud Museum Speaking Ban Sparks Said Fury » (L'annulation de la conférence au musée Freud provoque la colère de Said), *The Observer* (Londres), 11 mars 2001, p. 21.

15. Jessica Benjamin *et al.*, « Letter to the Freud Society in Vienna » (Lettre à la Société freudienne à Vienne), *London Review of Books*, 23, 6 (22 mars 2001). Disponible en ligne sur <http://www.lrb.co.uk/v23/n06/letters.html>.

16. Smith, « Freud Museum Speaking Ban Sparks Said Fury », p. 21.

17. Robert Fisk, « I Am Being Vilified for Telling the Truth About Palestinians » (On me jette la pierre parce que j'énonce la vérité sur les Palestiniens), *The Independent* (Londres), 13 décembre 2000, p. 5.

18. Marc Lacey, « Attacks Were Up Last Year, US Terrorism Report Says » (Le rapport des États-Unis sur le terrorisme dit que le nombre d'attaques a augmenté au cours de l'année dernière), *New York Times*, 1^{er} mai 2001, p. A14.

19. Voir James Risen, « To Bomb Sudan Plant, or Not : A Year Later, Debates Rankle » (Fallait-il ou non bombarder l'usine soudanaise : amers débats un an plus tard), *New York Times*, 27 octobre 1999, p. A1, ainsi que Tim Weiner et Steven Lee Myers, « U.S. Notes Gaps in Data About Drug Plant but Defends Attack » (Les États-Unis notent des lacunes dans les informations concernant l'usine pharmaceutique mais soutiennent l'attaque), *New York Times*, 3 septembre 1998, p. A6.

20. Arundhati Roy, entretien avec David Barsamian, *The Progressive*, 65, 4 (avril 2001). Voir aussi Arundhati Roy, *Power Politics*, 2^e éd., Cambridge, South End Press, 2001.

21. Voir Felicity Barringer, « Terror Experts Use Lenses of

Their Specialties» (Les experts de la terreur chaussent les lunettes de leurs obsessions), *New York Times*, 24 septembre 2001, p. C1.

22. Dean E. Murphy, «Mrs Clinton Says She Will Return Money Raised by a Muslim Group» (Madame Clinton compte rendre l'argent collecté par un groupe musulman), *New York Times*, 26 octobre 2000, p. A1.

23. Voir Anthony Arnove (éd.), *Iraq Under Siege : The Deadly Impact of Sanctions and War*, 2^e éd., Cambridge, South End Press, 2002, p. 79.

24. Arnove, *Iraq Under Siege*, p. 47.

25. John F. Burns, «Iraq Defiant as US Lobbies Arabs on Shift in Sanctions» (Mépris de l'Irak tandis que les États-Unis font pression sur les Arabes pour modifier les sanctions), *New York Times*, 25 février 2001, p. 1 : 4.

26. Robert Fisk, «Peres Stands Accused Over Denial of "Meaningless" Armenian Holocaust» (Pères accusé d'avoir qualifié le génocide arménien d'«insignifiant»), *The Independent* (Londres), 18 avril 2001, p. 13.

27. Edward W. Said, *The Politics of Dispossession : The Struggle for Palestinian Self-Determination, 1969-1994*, New York, Pantheon Books, 1994, p. 253.

28. Norman Finkelstein, *L'Industrie de l'Holocauste : réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs*, trad. Éric Hazan, Paris, La Fabrique, 2001.

4. LES ORIGINES DU TERRORISME

1. Eqbal Ahmad, *Confronting Empire*, p. 134. Voir aussi Eqbal Ahmad, *Terrorism : Theirs and Ours*, New York, Seven Stories Press/Open Media, 2001, p. 4.

2. Edward W. Said, «Islam and the West are Inadequate Banners» (Les drapeaux de l'islam et de l'Occident ne sont pas ceux qu'il faut brandir), *The Observer* (Londres), 16 septembre 2001, p. 27.

3. Herman Melville, *Moby Dick*, trad. Jacques Lucien, Joan Smith et Jean Giono, Paris, Gallimard, 1976.

4. Darryl Fears, «Hate Crimes Against Arabs Surge, FBI Finds» (Le FBI fait état d'une vague de crimes contre les

Arabes), *Washington Post*, 26 novembre 2002, p. A2.

5. Voir Phuong Ly et Petula Dvora, «Japanese Americans Recall '40s Bias, Understand Arab Counterparts' Fear» (Les Japonais américains qui se souviennent des préjugés des années 1940 comprennent la crainte de leurs homologues arabes), *Washington Post*, 20 septembre 2001, p. B1.

6. Somini Sengupta, «Torn Between Silence and Open Discussion» (Partagé entre le silence et la discussion ouverte), *New York Times*, 19 septembre 2001, p. B10.

7. Eqbal Ahmad, conversation personnelle avec l'auteur.

8. Eqbal Ahmad, «Terrorism : Theirs and Ours» (Terrorisme, le leur et le nôtre), présentation à l'université du Colorado, Boulder, 12 octobre 1998. Transcription disponible chez Alternative Radio.

9. Joseph Conrad, *Au cœur des ténèbres*, trad. Jean Aubry et André Ruyters, Paris, Gallimard, «L'imaginaire», 1978, p. 190.

10. Liane Hansen, entretien avec Robert Kaplan, *Weekend Edition Sunday*, National Public Radio (NPR), 23 septembre 2001.

11. David Letterman, entretien avec Dan Rather, *Late Night with David Letterman*, 18 septembre 2001.

12. Matthew Parris, «The Bigger They Come the Harder They Fall» (Plus ils sont gros, plus dure est la chute), *The Times* (Londres), 15 septembre 2001.

13. Steven Erlanger, «In Europe, Some Critics Say the Attacks Stemmed From American Failings» (Certains critiques en Europe disent que les défauts américains sont à l'origine des attentats), *New York Times*, 22 septembre 2001, p. B12.

14. Sarah Kershaw, «Renewed Outcry on Haitian Fugitive in Queens» (Nouvelles protestations concernant le Haïtien réfugié dans le Queens), *New York Times*, 12 août 2000, p. B2.

15. Edward W. Said, *Covering Islam : How the Media and the Experts Determine How We See the Rest of the World*, nouv. éd. augmentée, New York, Vintage, 1997, p. xii.

16. Jack G. Shaheen, *Reel Bad Arabs : How Hollywood Vilifies a People*, Northampton, Massachusetts, Interlink, 2001.

17. *Le Cheikh*, réalisé par George Melford (1921), et *Le Fils du cheikh*, réalisé par George Fitzmaurice (1926).

18. Said, *Covering Islam*, p. xi.

19. Voir David Rohde, « Militants in Kashmir Deny Pakistani Support » (Au Cachemire, les militants nient le soutien pakistanais), *New York Times*, 22 septembre 2002, p. 1 : 27, ainsi que la photographie p. 1 : 1.

20. Edward Alden, « Bush Offers Fresh Help to Pakistan » (Bush offre une nouvelle aide au Pakistan), *Financial Times* (Londres), 14 février 2002, p. 10.

21. Voir Ahmad et Barsamian, *Eqbal Ahmad : Confronting Empire*.

22. Voir, entre autres, Philip Hitti, *History of the Arabs*, 10^e éd. augmentée, New York, Palgrave Macmillan, 2002. Albert Hourani, *Histoire des peuples arabes*, trad. Paul Chemla, Paris, Seuil, 1993.

5. UNE APPROCHE PALESTINIENNE DU CONFLIT AVEC ISRAËL

1. Jonathan Steele, « For Hire : The Boy Human Shields in Gaza's Most Desperate Town » (La sauvegarde de l'enfant humain dans une des villes les plus désespérées de Gaza est à louer), *The Guardian* (Londres), 6 août 2002, p. 2.

2. Voir Ewen MacAskill, « Schools, Banks, and a Puppet Theatre Trashed » (Saccage d'écoles, de banques et d'un théâtre de marionnettes), *The Guardian* (Londres), 26 avril 2002, p. 13.

3. Voir chapitre 2, note 5.

4. Voir Joshua Hammer, « Road Rage and the Intifada » (La route exaspérante et l'Intifada), *Newsweek*, 30 juillet 2001, p. 20.

5. Voir Edward W. Said, « Punishment by Detail » (La punition à petit feu), *Al-Ahram Weekly*, 598 (8-14 août 2002). En ligne sur www.ahram.org.eg/weekly/2002/598/op2.htm.

6. Tal Muscal, « Foreign Worker Permits Continue to Rise Despite Government Decision » (Le nombre des permis de travailleurs étrangers augmente malgré la décision du gouvernement), *Jerusalem Post*, 19 décembre 2002, p. 11.

7. Khaled Abu Toameh et Melissa Radler, « Palestinian Society Teetering on Edge of Ruin, UNRWA Warns » (Alerte de l'UNRWA : la société palestinienne vacille au bord de la ruine), *Jerusalem Post*, 12 décembre 2002, p. 2 ; Wilkinson,

«Palestinian Towns Wobbling on Last Legs».

8. Ramit Plushnick-Masti, «Sharon Calls Palestinian Authority a “Terror Posse”» (Sharon qualifie l’Autorité palestinienne de troupe de terroristes), Associated Press, 8 août 2002.

9. Voir chapitre 2, note 5.

10. Voir Dan Izenberg, «Report Slams “Assassination” Policy» (Le rapport dénonce ce qu’il appelle brutalement une politique d’«assassinat»), *Jerusalem Post*, 17 octobre 2002, p. 3, en référence aux rapports issus du Public Committee Against Torture in Israel (PCATI) et de la Palestinian Society for the Protection of Human Rights and the Environment (LAW).

11. Sharon a qualifié l’assassinat de Salah Shehada de «grand succès». Suzanne Goldenberg, Brian Whitaker et Nicholas Watt, «Sharon Hails Raid as Great Success» (Sharon salue la parfaite réussite de l’opération), *The Guardian* (Londres), 24 juillet 2002, p. 1; Anton La Guardia, «Israel Divided by Policy of “Target Killing”» (La politique des «attaques ciblées» divise Israël), *Daily Telegraph* (Londres), 26 juillet 2002, p. 16.

12. Voir chapitre 2, note 5.

13. Voir Gary Younge, «Lots of Wars on Terror : The Bush Doctrine Is Now a Template for Conflicts Worldwide» (Des guerres antiterroristes à foison : la doctrine de Bush sert à présent de modèle pour les conflits du monde entier), *The Guardian* (Londres), 10 décembre 2001, p. 17.

14. Entretien avec Uzi Landau, *The Charlie Rose Show*, PBS, 28 juin 2002.

15. Rumsfeld a fait référence à la «prétendue occupation» de la terre palestinienne. Barbara Slavin, «Rumsfeld View Veers from Mideast Policy» (Les vues de Rumsfeld se détournent de la politique moyen-orientale), *USA Today*, 7 août 2002, p. 10A.

16. Voir Julian Borger, «Civil Liberties Clampdown : Rights Flouted at Guantanamo Bay» (Restriction des libertés civiles : violation des droits à Guantanamo), *The Guardian* (Londres), 9 septembre 2002, p. 4.

17. Robert Fisk, *Pity the Nation : Lebanon at War*, 3^e éd., Londres, Oxford University Press, 2001, p. 274.

18. Fisk, *Pity the Nation*, p. 353-355.

19. Shibley Telhami, témoignage, Senate Foreign Relations Committee, Washington, DC, Federal News Service, 31 juillet 2002.

20. Voir Adam Nagourney, «McCall's Israel Trip Lingers As Issue in Governor's Race» (Le séjour prolongé de McCall en Israël a pour enjeu la course au poste de gouverneur), *New York Times*, 13 mars 2002, p. B5; Susan Saulny, «Demonstrations Highlight Deep Divisions Over Growing Conflict in Middle East» (Les manifestations mettent en lumière de profondes divisions concernant la montée du conflit au Moyen-Orient), *New York Times*, 6 avril 2002, p. B5.

21. Voir Oliver Burkeman, «Nation Loses its Voices» (La nation perd ses voix), *The Guardian* (Londres), 30 septembre 2002, p. 7.

22. Bernard Lewis, *Que s'est-il passé? L'islam, l'Occident et la modernité*, trad. Jacqueline Carnaud, Paris, Gallimard, 2002. Voir Edward W. Said, «Impossible Histories : Why the Many Islams Cannot be Simplified» (Histoires impossibles : pourquoi on ne peut simplifier les nombreux islams), [compte rendu du livre de Bernard Lewis, *Que s'est-il passé?*, et de celui de Karen Armstrong, *Islam : A Short History*], *Harper's Magazine*, juillet 2002.

23. Eqbal Ahmad, introduction, in Edward W. Said, *The Pen and The Sword : Conversations with David Barsamian*, Monroe, Maine, Common Courage Press, 1994, p. 15.

24. Voir Edward Cody, «“Soldier” or “Terrorist”; Through a Mideast Looking Glass» («Soldat» ou «terroriste» : reflet dans un miroir moyen-oriental), *Washington Post*, 7 juillet 1982, p. A1.

25. Voir chapitre 2, note 36.

26. Voir Matthew MacLean, «Students Demand Divestment, This Time Targeting Israel» (Les étudiants exigent le retrait des investissements, cette fois Israël est visé), *Christian Science Monitor*, 9 avril 2002, p. 14.

27. Ahmad, *Eqbal Ahmad*, p. 135.

6. AU RENDEZ-VOUS DE LA VICTOIRE

1. Michael Jansen, «Military Is Deliberately Destroying State Structures Built by Palestinians» (L'armée détruit délibérément les infrastructures étatiques construites par les Palestiniens), *Irish Times*, 16 avril 2002, p. 9.

2. Jansen, « Military Is Deliberately Destroying ». Voir aussi Justin Huggler et Phil Reeves, « What Really Happened When Israeli Forces Went Into Jenin ? » (Que s'est-il vraiment passé quand les forces israéliennes sont entrées à Jénine ?), *The Independent* (Londres), 25 avril 2002, p. 4-7.

3. Mahmoud Darwich, « Identity Card », in *Splinters of Bone*, trad. B.M. Benani, New York, Greenfield Review Press, 1974, p. 13-14.

4. Mahmoud Darwich, « A State of Siege », disponible en ligne sur <http://www.mafhoum.com/press3/92C10.htm> ; *État de siège : Ramallah, janvier 2002*, trad. Elias Sanbar, photos Olivier Thébaud, Actes Sud, 2004.

5. Pablo Neruda, « Explica Algunas Cosas/I'm Explaining a Few Things », in *Selected Poems*, éd. Nathaniel Tarn, New York, Delta, 1972, p. 150-55.

6. Tim Rutten, « The Poets Fly Like Doves » (Les poètes volent comme des colombes), *Los Angeles Times*, 12 septembre 2003, p. 5 : 2.

7. Seattle Times News Service, « Impact of Old DUI Unclear as GOP Charges Dirty Trick », *Seattle Times*, 4 novembre 2001, p. A1.

8. Peter Ford, « Antiwar Movement Awakens over Iraq » (Éveil du mouvement contre la guerre en Irak), *Christian Science Monitor*, 18 février 2003, p. 1 ; Anastasia Hendrix, Pamela J. Podger et Steve Rubenstein, « Peaceful SF Crowd Protests Stance on Iraq » (La foule tranquille de San Francisco proteste contre la prise de position concernant l'Irak), *San Francisco Chronicle*, 17 février 2003, p. A1.

9. Angelique Chrisafis *et al.*, « Millions Worldwide Rally for Peace » (Dans le monde entier des millions de personnes se rassemblent pour la paix), *The Guardian* (Londres), 17 février 2003, p. 6 ; Todd Richissin, « Millions March for Peace » (Des millions de personnes marchent pour la paix), *Baltimore Sun*, 16 février 2003, p. 1A.

10. David Barsamian, *The Decline and Fall of Public Broadcasting*, Cambridge, South End Press, 2001.

11. Bush a dit : « L'ampleur des manifestations – c'est comme d'avoir à décider, eh bien, je vais décider de baser ma politique sur le fait qu'il ne s'agit que d'un groupe qui aurait focalisé

l'attention des médias. Le rôle d'un chef, c'est de choisir une politique basée sur la sécurité, dans ce cas, la sécurité du peuple.» Cité par Richard W. Stevenson, «Antiwar Protests Fail to Sway Bush on Plans for Iraq», *New York Times*, 19 février 2003, p. A1.

12. David E. Sanger, «Bush Tells Critics Hussein Could Strike at Any Time» (Bush annonce aux critiques que Hussein peut frapper à tout moment), *New York Times*, 6 octobre 2002, p. 1 : 22.

13. Dan Plesch, «Operation Regime Change» (Opération changement de régime), *The Guardian* (Londres), 19 février 2003, p. 17.

14. James Bennet, «Palestinian Subdued and Shot, Yet His Bomb Kills Three» (Un Palestinien maîtrisé et abattu, mais sa bombe fait trois morts), *New York Times*, 28 octobre 2002, p. A3.

15. Justin Brown, «Saddam's Rise Puts Pressure on US Officials» (La montée de Saddam exerce une pression sur les officiels américains), *Christian Science Monitor*, 21 septembre 2000, p. 1.

16. Claire Sanders, «Harvard Drops Paulin's Talk» (L'université Harvard annule la conférence de Tom Paulin), *Times Higher Education Supplement*, 15 novembre 2002, p. 52. Voir aussi Claire Sanders, «Harvard Makes U-turn and Asks Paulin Back» (Volte-face de Harvard, qui réinvite Tom Paulin), *Times Higher Education Supplement*, 22 novembre 2002, p. 48.

17. Voir Tanya Schevitz, «Professors Want Own Names Put on Mideast Blacklist» (Des professeurs veulent inscrire des noms sur une liste noire du Moyen-Orient), *San Francisco Chronicle*, 28 septembre 2002, p. A2.

18. Martin Kramer, «The Columbia Club of Middle Eastern Studies» (Le club des études moyen-orientales à Columbia), <http://www.MartinKramer.org>, 5 novembre 2002.

19. Stephen Kinzer, «Armenia Never Forgets. Maybe It Should» (Les Arméniens n'oublient jamais. Peut-être devraient-ils!), *New York Times*, 4 octobre 1998, p. 4 : 16.

20. Milan Kundera, *Le Livre du rire et de l'oubli*, trad. François Kérel, Paris, Gallimard, «Folio», 1987.

21. Jorge Luis Borges, «Funes ou la mémoire», in *Fictions*,

Paris, Gallimard, «Folio», nouv. éd. augmentée, 1983. Voir aussi «Unresolved Geographies, Embattled Landscapes» (Géographies non résolues, paysages assiégés), conférence d'Edward W. Said au Hampshire College, Amherst, Massachusetts, 17 septembre 1999. Texte disponible chez Alternative Radio.

22. Franz Kafka, *La Colonie pénitentiaire*, Paris, Gallimard, 1948. Voir aussi Edward W. Said, «Punishment by Detail» (La punition à petit feu), *Al-Ahram Weekly*, 8-14 août 2002.

23. Edward W. Said, «Tourism Among the Dogs» (Le tourisme parmi les chiens), in *Reflections on Exile and Other Essays*, Cambridge, Harvard University Press, 2002, p. 93-97.

24. George Orwell, *Le Quai de Wigan*, Paris, Ivrea, 1995.

25. George Orwell, *Hommage à la Catalogne*, Paris, 10/18, 2000.

26. George Orwell, «Une pendaison», trad. Philip Thody, in *Essais choisis*, Paris, Gallimard, «Du monde entier», 1960, p. 41-48.

27. George Orwell, *1984*, Paris, Hatier, 2004.

28. *Intervention divine*, réalisé par Elia Suleiman, New York, Avatar Films, 2002.

29. Stuart Klawans, «The Eastern Front : Films of the Present Conflict» (Le front de l'Est, films sur le conflit actuel), *Nation*, 10 février 2003, p. 34.

30. Joseph Conrad, *Au cœur des ténèbres*, trad. Jean Aubry et André Ruiters, Paris, Gallimard, «L'imaginaire», 1978, p. 87-88.

31. Thomas Friedman, «Thomas Friedman on Iraq and the UN» (Thomas Friedman sur l'Irak et l'ONU), entretien avec Charlie Rose, PBS, *The Charlie Rose Show*, 13 février 2003. En ligne sur <http://www.charlierose.com/archives/archive.shtm>.

32. Edward W. Said, *À contre-voie : Mémoires*, trad. Brigitte Caland et Isabelle Genet, Paris, Le Serpent à plumes, 2002.

À propos des auteurs

Edward W. Said est né en 1935 en Palestine, à Jérusalem, où il a commencé sa scolarité, qu'il a poursuivie au Caire. Il a obtenu sa maîtrise à Princeton et son doctorat à Harvard. Il est professeur en titre à l'université Columbia. Parmi ses nombreux ouvrages, on trouve, traduits en français : *L'Orientalisme, Culture et impérialisme, Parallèles et paradoxes : explorations musicales et politiques* (avec Daniel Barenboïm), *Freud et le monde extra-européen*; et, en anglais : *The Question of Palestine, Covering Islam, Representations of the Intellectual, The Politics of Dispossession, Peace and Its Discontents, Reflections on Exile and Other Essays, The End of the Peace Process*. Il écrit régulièrement pour l'hebdomadaire *Al-Ahram Weekly*. Ses Mémoires, *À contre-voie*, ont obtenu en 2000 le *New Yorker Book Award* dans la catégorie littérature non romanesque. En 2001, Said a reçu le Lannan Foundation's Literary Award pour l'ensemble de son œuvre.

David Barsamian est le fondateur et le directeur d'Alternative Radio à Boulder, Colorado. Ses ouvrages les plus récents sont, en français, un recueil d'entretiens avec Noam Chomsky intitulé *De la propagande* (Fayard, 2001),

et, en anglais, *The Decline and Fall of Public Broadcasting* et *Eqbal Ahmad : Confronting Empire*, publiés par South End Press. Parmi ses premiers écrits, on trouve *The Pen and the Sword*, série d'entretiens avec Edward W. Said (Common Courage), et un certain nombre de recueil d'entretiens avec Noam Chomsky, notamment *The Common Good*, *Class Warfare* et *Chronicles of Dissent*. Il collabore aussi régulièrement aux journaux *The Progressive* et *Z*.

Archives audio d'Alternative Radio

Alternative Radio (AR) est une émission hebdomadaire qui a été primée, produite à Boulder, Colorado. Elle est proposée gratuitement à toutes les stations de radio publiques et elle est diffusée aux États-Unis, au Canada, en Europe, en Afrique du Sud, en Nouvelle-Zélande, en Jamaïque, en Australie et, sur ondes courtes, par Radio for Peace International. AR fournit des informations, des analyses et des points de vue la plupart du temps ignorés ou déformés par les médias officiels. Établie en 1986, AR a pour vocation de suivre les principes fondamentaux de la radiodiffusion publique. Ceux-ci veulent en premier lieu que priorité soit donnée aux émissions qui servent de «forums de discussion et de débat», qu'elles présentent en outre une grande variété, et qu'enfin elles «donnent la parole à des groupes qui, autrement, ne seraient pas entendus». L'entreprise est entièrement indépendante, et n'est soutenue que par les personnes qui achètent ces programmes.

Ralph Nader dit de cette radio qu'elle est «un rayon de lumière dans les ténèbres des médias parce qu'elle fait entendre des voix dont les suggestions renforcent notre démocratie».

AR dispose d'un large éventail de discours et d'entretiens parmi lesquels figurent Edward W. Said, Vandana Shiva, Howard Zinn, Arundhati Roy, Michael Parenti et bien d'autres. Elle a également en réserve la plus grande collection au monde d'entretiens avec Noam Chomsky. Pour commander ou consulter le catalogue complet, voir le site Internet : www.alternativeradio.org. On peut également écrire à Alternative Radio, P.O. Box 551, Boulder, CO 80306-0551, États-Unis. Tél. : (800) 444-1977.

Table des matières

Introduction	7
1. La solution : un État unique	11
2. Intifada 2000 : le soulèvement palestinien	45
3. Ce qu'ils veulent, c'est me faire taire	89
4. Les origines du terrorisme	125
5. Une approche palestinienne du conflit avec Israël	157
6. Au rendez-vous de la victoire	185
Notes	229
À propos des auteurs	245
Archives audio d'Alternative Radio	247